



**Actualisation A.03  
Éléments financiers  
au 30 juin 2006  
de Crédit Agricole S.A.**





# Actualisation A.03 : Éléments financiers au 30 juin 2006 de Crédit Agricole S.A.

## Sommaire

1

### ÉLÉMENTS FINANCIERS AU 30 JUIN 2006

p. 3

- 1.1 – Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 p. 4
- 1.2 – Rapport d'activité de Crédit Agricole S.A.  
sur le 1<sup>er</sup> semestre 2006 p. 54
- 1.3 – Comptes consolidés intermédiaires résumés  
au 30 juin 2006 p. 77
- 1.4 – Extrait des comptes au 30 juin 2006 de  
Crédit Agricole S.A. (société mère) p. 120
- 1.5 – Autres informations sur l'évolution récente p. 125

2

### PERSONNE RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET DES ACTUALISATIONS ET PERSONNES RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES

p. 127

### TABLE DE CONCORDANCE

p. 129



Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 19 septembre 2006, conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Il actualise le document de référence déposé auprès de l'AMF le 30 mars 2006 sous le numéro D.06-0188. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.



# 1 | Éléments financiers au 30 juin 2006

<b>1.1 – Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006</b>	<b>p. 4</b>
<b>1.2 – Rapport d’activité de Crédit Agricole S.A. sur le 1<sup>er</sup> semestre 2006</b>	<b>p. 54</b>
<b>1.3 – Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2006</b>	<b>p. 77</b>
<b>Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés résumés</b>	<b>p. 118</b>
<b>1.4 – Extrait des comptes au 30 juin 2006 de Crédit Agricole S.A. (société mère)</b>	<b>p. 120</b>
<b>1.5 – Autres informations sur l’évolution récente</b>	<b>p. 125</b>

## 1.1 – Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006

### ► Communiqué de presse

Crédit Agricole S.A. présente le 6 septembre ses résultats consolidés du 1<sup>er</sup> semestre 2006.

#### Une forte dynamique de développement

##### RÉSULTATS DU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2006 (par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2005)

Résultat brut d'exploitation	3 177 millions d'euros (+ 42,4 %)
Résultat net part du Groupe	2 669 millions d'euros (+ 43,1 %)
ROE après impôts annualisé	19,0 %

##### RÉSULTATS DU 2<sup>E</sup> TRIMESTRE 2006 (par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2005)

Produit net bancaire	4 171 millions d'euros (+ 20,5 %)
Coefficient d'exploitation	59,8 % (- 5,3 pts)
Résultat net part du Groupe	1 284 millions d'euros (+ 33,8 %)

Réuni le 5 septembre 2006 sous la présidence de René Carron, le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. a arrêté les résultats du premier semestre 2006.

Crédit Agricole S.A. a réalisé **un résultat net part du Groupe** de 2 669 millions d'euros, en hausse de plus de 43,1 % par rapport à celui de la période correspondante de 2005.

Ce très bon résultat provient de performances excellentes au premier trimestre confirmées par celles du deuxième trimestre qui enregistre des niveaux record en revenus et en efficacité opérationnelle.

Ces résultats sont portés par une logique métiers très performante : le choix d'organisation du Groupe en filiales opérationnelles spécialisées, en métiers homogènes, s'avère efficace, chacune d'entre elles sachant tirer le meilleur parti d'une conjoncture porteuse, bien exploiter les spécificités de son métier et saisir rapidement les opportunités.

L'activité de banque de proximité poursuit sa croissance régulière, les métiers de la gestion d'actifs continuent à enregistrer une vive progression, ceux de la banque de financement et d'investissement enregistrent des performances remarquables plaçant Calyon parmi les 10 premières européennes.

Ces résultats, combinaison de performances de métiers autonomes et équilibrés, sont solides ; la banque de proximité, les métiers qui lui sont liés et la BFI représentent respectivement 33 %, 35 % et 32 % du résultat des métiers. Ils permettent de conforter la dynamique de développement du Groupe qui a connu une forte accélération depuis le début de l'année.

Cinq transactions importantes ont en effet été conclues, en ligne avec les priorités définies dans le Plan de développement 2006-2008.

Crédit Agricole S.A. a ainsi acquis, à la suite de son OPA réussie, 72 % de la 4<sup>e</sup> banque grecque, Emporiki Bank ; il a pris le contrôle du management des activités de bancassurance du BES au Portugal tout en renforçant sa participation directe dans cette banque, et a conclu un accord avec le groupe Fiat pour créer une joint-venture 50/50 pour le financement automobile des particuliers en Europe.

En outre, Crédit Agricole S.A. a pris le contrôle de deux banques de proximité, l'une en Ukraine (Index Bank) et l'autre en Égypte (Egyptian American Bank), cette dernière venant d'être fusionnée avec la filiale locale de Calyon pour former Crédit Agricole Egypt.

Ces investissements, conformes aux priorités sectorielles et géographiques du plan de développement 2006-2008, représentent une bonne partie, en volume, des investissements qui y étaient envisagés. La priorité immédiate de Crédit Agricole S.A. est d'intégrer et gérer ces acquisitions, sans toutefois s'interdire de s'intéresser à d'autres opportunités, dans la même logique et selon les mêmes critères financiers que ceux qui ont présidé aux investissements du premier semestre.

Crédit Agricole S.A., principal actionnaire de Banca Intesa, a annoncé lors de la réunion du pacte d'actionnaires d'Intesa le 26 août dernier, qu'il approuvait les grandes lignes du projet de fusion entre Intesa et San Paolo IMI. L'approbation par le Crédit Agricole du projet définitif sera subordonnée à la conclusion d'un accord qui sauvegarde et valorise les intérêts stratégiques du Crédit Agricole en Italie, dans le cadre de la création de la nouvelle entité. Cette position a été communiquée au pacte d'actionnaires qui en a pris acte et a souhaité que soient recherchées les solutions les plus appropriées.

À l'issue du Conseil d'administration, Georges Pauget, Directeur général, a souligné « *la solidité et la qualité de ces résultats auxquels les pôles-métiers contribuent de manière équilibrée; ils permettent de conforter notre développement commercial, désormais bien engagé, tant en France qu'à l'international, développement qui sera poursuivi en continuant à conjuguer rigueur et efficacité.* ».

Le Président René Carron a déclaré : « *Les remarquables résultats de ce premier semestre sont le fruit de la stratégie et des actions engagées depuis la cotation avec succès; ils démontrent la capacité du Groupe Crédit Agricole et de ses collaborateurs, à se mobiliser autour de projets fédérateurs et prometteurs pour l'avenir.* ».

*La publication des résultats du troisième trimestre 2006 aura lieu le 22 novembre 2006.*

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

**Le résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. s'élève pour le premier semestre 2006 à 2 669 millions d'euros, en hausse de 43,1 % sur celui de la même période de 2005.

Ce résultat, obtenu dans un environnement globalement porteur, traduit une croissance vigoureuse de l'activité dans tous les métiers, une efficacité opérationnelle renforcée et une vive amélioration de la rentabilité.

**Le résultat brut d'exploitation** s'élève à 3 177 millions d'euros, en progression de 42,4 % par rapport à celui du premier semestre 2005. Cette forte hausse provient :

- d'une croissance **du produit net bancaire** de 22,0 % à 8 166 millions d'euros, tirée par le très bon niveau d'activité de tous les métiers, et plus particulièrement de la banque de financement et d'investissement et des métiers de gestion d'actifs et d'assurances;
- d'une bonne maîtrise **des frais de gestion** dans le contexte de fort développement de l'activité et de poursuite des investissements. Les charges s'établissent à 4 989 millions d'euros, en augmentation de 11,8 % sur celles du premier semestre 2005.

En conséquence, **le coefficient d'exploitation** s'établit à 61,1 %, en forte amélioration (- 5,6 points) sur un an.

**Le coût du risque** (- 295 millions d'euros) reste à un niveau faible (25 points de base des engagements pondérés), dans un environnement toujours favorable.

**La contribution des sociétés mises en équivalence** atteint 888 millions d'euros au premier semestre 2006. Cette contribution s'accroît de 20,3 % sur un an, notamment en raison des performances de Banca Intesa (+ 21,7 %) et de la prise en compte au premier trimestre 2006 du résultat définitif de l'exercice 2005, exceptionnellement élevé, d'Eurazeo (70 millions d'euros).

**Le résultat net part du Groupe** atteint 2 669 millions d'euros (+ 43,1 %) conduisant à un ROE annualisé de 19,0 % (contre 15,9 % au premier semestre 2005 et 15,8 % sur l'exercice 2005 hors coûts liés au rapprochement).

**Au second trimestre 2006**, la croissance toujours très soutenue de l'activité de l'ensemble des métiers s'est poursuivie avec **un produit net bancaire** record (+4,4 % par rapport à celui du premier trimestre 2006 déjà exceptionnellement élevé et + 20,5 % par rapport au deuxième trimestre 2005).

**Les charges d'exploitation**, toujours bien maîtrisées, progressent près de deux fois moins vite (+ 10,7 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2005) que les revenus. Bénéficiant de ces évolutions favorables, **le résultat brut d'exploitation** est en hausse de 38,8 % sur celui du deuxième trimestre 2005 et de 11,5 % sur celui du premier trimestre 2006.

**Le coefficient d'exploitation** s'améliore ainsi vivement pour descendre au niveau historiquement bas de 59,8 %.

**Le coût du risque** reste faible (28 points de base des engagements pondérés).

**Le résultat net part du Groupe** ressort à 1 284 millions d'euros, en hausse de 33,8 % sur celui du deuxième trimestre 2005.

	T2-06	T2-05	Δ T2/T2	S1-06	S1-05	Δ S1/S1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>4 171</b>	<b>3 461</b>	<b>+ 20,5 %</b>	<b>8 166</b>	<b>6 694</b>	<b>+ 22,0 %</b>
Charges d'exploitation	(2 496)	(2 254)	+ 10,7 %	(4 989)	(4 463)	+ 11,8 %
<b>Résultat brut d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>1 675</b>	<b>1 207</b>	<b>+ 38,8 %</b>	<b>3 177</b>	<b>2 231</b>	<b>+ 42,4 %</b>
Coût du risque	(168)	(123)	+ 36,6 %	(295)	(261)	+ 13,0 %
Sociétés mises en équivalence	327	350	(6,6 %)	888	738	+ 20,3 %
Résultat net sur autres actifs	37	14	X 2,6	55	19	X 2,9
Coûts liés au rapprochement	-	(95)	n.s.	-	(144)	n.s.
Impôts	(488)	(283)	+ 72,4 %	(959)	(541)	+ 77,3 %
<b>Résultat net</b>	<b>1 383</b>	<b>1 070</b>	<b>+ 29,3 %</b>	<b>2 866</b>	<b>2 042</b>	<b>+ 40,4 %</b>
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>1 284</b>	<b>960</b>	<b>+ 33,8 %</b>	<b>2 669</b>	<b>1 865</b>	<b>+ 43,1 %</b>
<b>Résultat avant impôts <sup>(1)</sup></b>	<b>1 871</b>	<b>1 448</b>	<b>+ 29,2 %</b>	<b>3 825</b>	<b>2 727</b>	<b>+ 40,3 %</b>
<b>Coefficient d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>59,8 %</b>	<b>65,1 %</b>	<b>(5,3 pts)</b>	<b>61,1 %</b>	<b>66,7 %</b>	<b>(5,6 pts)</b>
<b>ROE annualisé</b>				<b>19,0 %</b>		

(1) En 2005, avant coûts liés au rapprochement.

## La structure financière

Les capitaux propres, part du Groupe, de Crédit Agricole S.A. s'élèvent à 32,3 milliards d'euros à fin juin 2006 (+ 1,7 milliard d'euros par rapport à fin décembre 2005).

Cette augmentation est due pour l'essentiel au résultat du semestre, diminué des dividendes versés par Crédit Agricole S.A. au titre de l'exercice 2005.

Le ratio international de solvabilité s'établit à 9,5 % contre 8,5 % au 31 décembre 2005 et 8,2 % au 30 juin 2005. Le ratio Tier One s'inscrit à 8,9 % contre 8,2 % au 31 décembre 2005 et 7,8 % au 30 juin 2005. L'impact estimé de l'acquisition d'Emporiki Bank sur le ratio Tier One est de - 1,1 %.

## Résultats par pôle d'activité

Sur les 6 premiers mois de 2006, les pôles métiers du groupe Crédit Agricole S.A. ont fortement accru (+ 26,8 %) leur contribution au résultat net part du Groupe, avec une hausse très marquée de la contribution des pôles Gestion d'actifs, assurances et banque privée et Banque de financement et d'investissement.

La rentabilité des métiers s'accroît fortement avec un ROE annualisé de 22,5 % contre 20,2 % au premier semestre 2005.

## 1. Pôle banque de proximité en France – Caisses Régionales de Crédit Agricole

La dynamique commerciale des Caisses régionales est restée soutenue au cours du 1<sup>er</sup> semestre comme en témoigne la croissance vigoureuse de leurs activités tant en termes de production de crédits que de collecte. De nouvelles offres commerciales reflétant leur nouveau positionnement ont été lancées avec succès, parmi lesquelles « Codebis », dont 850 000 contrats ont déjà été souscrits depuis le début de l'année, « Atout Vivactions » dans le cadre de la campagne épargne et « L'Autre Carte » dont près de 200 000 ont été commandées.

Les encours de collecte bilan et hors-bilan ont progressé de 5,6 % entre juin 2005 et juin 2006 (soit + 24,5 milliards d'euros) pour atteindre 460,9 milliards d'euros. Cette progression est liée aux performances des produits d'assurance-vie (+ 6,9 milliards d'euros sur 6 mois et + 13,6 % sur un an) et des valeurs mobilières, notamment des OPCVM (+ 9,9 %) et des actions (+ 20,5 %) qui bénéficient à la fois d'un très bon niveau de collecte et de l'évolution favorable des marchés actions d'une année sur l'autre.

L'augmentation de la collecte bancaire est portée par les comptes à terme et les bons (+ 20 %), les dépôts à vue (+ 5,8 %) ainsi que les livrets (+ 8,5 %). En revanche, les encours d'épargne logement diminuent de 4,7 % par rapport à juin 2005. Cette décollecte nette liée à la modification de la fiscalité des plans anciens est toutefois en net ralentissement au second trimestre (- 1,7 milliard d'euros) par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre (- 4,1 milliards d'euros).

La croissance des activités de crédit se poursuit à un rythme élevé se traduisant par une progression soutenue de la production de crédits (+ 15,5 %) et des encours (+ 11,4 %). Les réalisations de prêts atteignent 32,8 milliards d'euros dont 18,3 milliards pour les crédits à l'habitat (+ 17,2 %) par rapport au premier semestre 2005.

À fin juin 2006, l'encours des prêts bruts des Caisses régionales atteint 280,8 milliards d'euros, en hausse de 11,4 % sur un an, évolution supérieure à celle observée l'an passé sur la même période (+ 8,9 %). Cette croissance concerne tous les secteurs d'activité, avec des taux particulièrement élevés pour les prêts à l'habitat (+ 15,1 %), sur le marché des entreprises et des professionnels (+ 8,7 %) et sur celui des collectivités locales (+ 10,8 %).

(en millions d'euros)	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1
Résultat net mis en équivalence (à 25 %)	107	(36,7 %)	(49,2 %)	317	(0,7 %)
Variation de quote-part dans les réserves	8	n.s.	n.s.	107	(13,7 %)
Quote-part de résultats des mises en équivalence	115	(44,8 %)	(63,0 %)	424	(4,4 %)
Impôts <sup>(1)</sup>	(26)	+ 70,0 %	(58,9 %)	(87)	+ 23,2 %
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>89</b>	<b>(53,7 %)</b>	<b>(64,0 %)</b>	<b>337</b>	<b>(9,7 %)</b>

(1) Charge fiscale des dividendes perçus des Caisses régionales.

Le résultat brut d'exploitation des Caisses régionales, sur la base de leurs données sociales cumulées retraitées des dividendes et assimilés de Crédit Agricole S.A., atteint 2 634 millions d'euros, en progression de 11,1 % par rapport au premier semestre 2005. Cette évolution résulte :

- d'une hausse de 6,9 % du produit net bancaire qui bénéficie d'une solide progression des commissions (+ 12,1 % sur un an) dont plus particulièrement celles liées aux placements financiers et aux activités de crédit. Le produit net bancaire enregistre aussi des reprises de provisions d'épargne-logement liées à la décollecte sur les plans d'épargne-logement; hors cet impact, il augmente de 3,8 % ;
- d'une augmentation modérée (3,9 %) des charges d'exploitation dans un contexte d'accélération des investissements commerciaux réalisés (ouvertures d'agences, campagnes publicitaires).

Le coût du risque s'établit à 600 millions d'euros (+ 74 % par rapport au premier semestre 2005) ; cette hausse reflète principalement, dans un contexte de résultats très favorables, une politique de renforcement des provisions des Caisses régionales fondée, notamment, sur la méthodologie Bâle II. Le taux de créances douteuses est stable (2,5 %).

La contribution des Caisses régionales au résultat net consolidé de Crédit Agricole S.A. ressort à 337 millions d'euros (- 9,7 %).

Le ROE annualisé s'établit à 16,7 %.

## 2. Pôle banque de proximité en France – LCL

Dans le réseau LCL, le lancement réussi de la nouvelle marque il y a un an et les campagnes publicitaires remarquées du second semestre 2005 et du début 2006 ont favorisé une nouvelle dynamique commerciale. Les offres lancées dans le courant du mois de juin (Simplicio, Crédit Pro) devraient encore renforcer l'attractivité de l'enseigne.

Cette confirmation de la dynamique commerciale se lit dans la croissance observée de la base de comptes de particuliers avec l'ouverture nette de 80 000 comptes sur les 12 derniers mois, proche en tendance de l'objectif pour 2008 (ouverture nette de 100 000 comptes).

Les encours de collecte bilan et hors-bilan enregistrent une progression de 6,2 % (contre 5,9 % au premier semestre 2005) pour atteindre 130 milliards d'euros. La collecte hors-bilan est tirée par l'assurance-vie (+ 19,4 % par rapport à la même période de 2005).

En collecte bilan, les livrets enregistrent une forte hausse de leurs encours (+ 20,2 % sur un an) et la croissance des dépôts à vue poursuit son accélération à + 6,1 % (contre + 5,2 % un an plus tôt).

Les encours de crédit sont en forte hausse (+ 16,2 %) à 58,4 milliards d'euros au 30 juin 2006 grâce à une production très soutenue dans l'ensemble des secteurs. Celle-ci atteint un niveau record dans le secteur des crédits à l'habitat qui bénéficient toujours de la bonne tenue du marché immobilier urbain; la production de crédits à moyen et long terme aux entreprises et aux professionnels se maintient à un rythme élevé (respectivement 33,3 % et 29,2 %).

Le résultat brut d'exploitation augmente très fortement (+ 23,5 %) pour s'établir à 614 millions d'euros au premier semestre 2006, conséquence de la solide dynamique commerciale et d'une excellente maîtrise des frais généraux.

(en millions d'euros)	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1 <sup>(1)</sup>
<b>Produit net bancaire</b>	<b>920</b>	<b>+ 2,3 %</b>	<b>(1,9 %)</b>	<b>1 860</b>	<b>+ 7,0 %</b>
Charges d'exploitation	(604)	(1,5 %)	(5,8 %)	(1 246)	+ 0,4 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>316</b>	<b>+ 10,3 %</b>	<b>+ 6,2 %</b>	<b>614</b>	<b>+ 23,5 %</b>
Coût du risque	(35)	+ 15,2 %	(0,3 %)	(71)	(1,5 %)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>281</b>	<b>+ 9,7 %</b>	<b>+ 7,1 %</b>	<b>543</b>	<b>+ 27,8 %</b>
Impôts	(84)	+ 9,6 %	+ 7,1 %	(163)	+ 27,8 %
<b>Résultat net</b>	<b>197</b>	<b>+ 9,8 %</b>	<b>+ 7,1 %</b>	<b>380</b>	<b>+ 27,8 %</b>
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>190</b>	<b>+ 8,9 %</b>	<b>+ 7,7 %</b>	<b>365</b>	<b>+ 25,5 %</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>65,7 %</b>	<b>(2,5 pts)</b>	<b>(2,6 pts)</b>	<b>67,0 %</b>	<b>(4,4 pts)</b>
<b>Fonds propres alloués (Md €)</b>				<b>2,6</b>	
<b>ROE</b>				<b>29,1 %</b>	

(1) Hors provisions épargne-logement et éléments non récurrents en 2005, les évolutions sont les suivantes : PNB : + 3,8 % - RBE : + 12,6 % - Coefficient d'exploitation : - 2,3 points.

**Le produit net bancaire** s'accroît de 7 % à 1 860 millions d'euros; hors impact des reprises de provisions épargne-logement et de produits non récurrents en 2005, il progresse de 3,8 %.

**Les commissions** augmentent au rythme de 9,6 %, tirées en particulier par les placements financiers (assurance-vie et valeurs mobilières) qui profitent de la bonne tenue des marchés et de l'impact de la nouvelle fiscalité affectant les PEL. LCL s'est par ailleurs distingué dans le placement auprès des particuliers, des titres Aéroports de Paris, à l'occasion de son introduction en Bourse (16 % des titres alloués).

**Les charges d'exploitation** (+ 0,4 % sur un an) sont bien maîtrisées, les efforts de productivité permettant de maintenir un niveau soutenu d'investissements commerciaux (créations et rénovations d'agences).

En conséquence, **le coefficient d'exploitation** s'améliore de 4,4 points par rapport au premier semestre 2005 à 67,0 %.

**La charge du risque** reste faible et revient à 33 points de base des encours pondérés (contre 37 points de base à fin 2005).

**Le résultat net de LCL** s'établit à 380 millions d'euros sur le semestre, en croissance de 27,8 % par rapport à celui du premier semestre 2005, conduisant à un ROE annualisé de 29,1 %.

**Au deuxième trimestre 2006, le résultat brut d'exploitation** à 316 millions d'euros est en hausse de 10,3 % par rapport à celui du deuxième trimestre 2005, bénéficiant en particulier d'une excellente maîtrise des charges d'exploitation (- 1,5 % par rapport à la période comparable de 2005).

La charge du risque reste à un niveau faible (35 millions d'euros).

**Le résultat net** atteint 197 millions d'euros, en hausse de 9,8 % par rapport au deuxième trimestre 2005.

### 3. Pôle services financiers spécialisés

L'activité des Services financiers spécialisés est toujours caractérisée par un développement soutenu du **crédit à la consommation à l'international** avec une intensification de l'activité des différents partenariats existants et la poursuite de la recherche de nouveaux partenaires. Présent dans 16 pays, le Groupe poursuit sa politique d'acquisitions avec la conclusion récente d'un partenariat avec Fiat Auto portant sur la création d'une joint-venture à 50/50; celle-ci sera chargée des principales activités de financement liées à Fiat Auto en Europe.

Sur le premier semestre 2006, la production de **crédits à la consommation** atteint 12 milliards d'euros, en hausse de 6,4 % par rapport à fin juin 2005; 40 % de la production est réalisée à l'étranger. Les encours de crédits s'élèvent à 39,3 milliards d'euros et augmentent de 15,0 % sur un an. Hors de France, ils progressent de 34,4 % avec des performances remarquables dans les pays du sud de l'Europe : Italie (+ 36 %), Espagne (+ 56 %) et Portugal (+ 54 %).

En France, **Sofinco** s'affiche comme un leader du crédit à la consommation en ligne (37 % des demandes de prêts réalisées en ligne).

**En crédit-bail**, la production semestrielle ressort à 2,2 milliards d'euros, en hausse de 6,3 % sur un an. L'activité est plus soutenue à l'international, notamment en Espagne et en Pologne. En France, elle est portée par le crédit-bail immobilier (+ 32 %) et le financement d'équipements publics et d'investissements environnementaux (+ 16 %).

**L'activité d'affacturage** poursuit sa dynamique avec un chiffre d'affaires facturé de 16,3 milliards d'euros en progression de 9,4 % par rapport au premier semestre 2005. L'activité des filiales étrangères progresse de 21 % sur un an grâce en particulier à la filiale allemande. La part du chiffre d'affaires semestriel réalisée à l'international représente 35 %.

Le rapprochement **Transfact/Eurofactor** est en phase de finalisation grâce à la mise en œuvre d'un système d'information unique. Trois marques commerciales distinctes, chacune dédiée à un réseau

d'apport, ont été créées : Crédit Agricole Factoring pour les Caisses régionales, LCL Factoring pour le réseau LCL et Eurofactor pour les courtiers en assurance-crédit et les autres partenaires.

(en millions d'euros)	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>664</b>	<b>+ 11,8 %</b>	<b>+ 2,9 %</b>	<b>1 309</b>	<b>+ 9,4 %</b>
Charges d'exploitation	(341)	+ 10,4 %	(1,2 %)	(685)	+ 8,3 %
<b>Résultat brut d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>323</b>	<b>+ 13,3 %</b>	<b>+ 7,5 %</b>	<b>624</b>	<b>+ 10,6 %</b>
Coût du risque	(110)	+ 29,5 %	+ 8,9 %	(212)	+ 16,1 %
<b>Résultat d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>213</b>	<b>+ 6,4 %</b>	<b>+ 6,8 %</b>	<b>412</b>	<b>+ 8,0 %</b>
Sociétés mises en équivalence	2	n.s.	n.s.	3	n.s.
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>215</b>	<b>+ 16,2 %</b>	<b>+ 7,1 %</b>	<b>415</b>	<b>+ 13,5 %</b>
Impôts	(74)	+ 12,3 %	+ 11,5 %	(141)	+ 15,2 %
<b>Résultat net</b>	<b>141</b>	<b>+ 18,3 %</b>	<b>+ 4,9 %</b>	<b>274</b>	<b>+ 12,7 %</b>
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>133</b>	<b>+ 17,3 %</b>	<b>+ 4,0 %</b>	<b>259</b>	<b>+ 12,5 %</b>
<b>Coefficient d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>51,3 %</b>	<b>(0,6 pt)</b>	<b>(2,1 pts)</b>	<b>52,3 %</b>	<b>(0,5 pt)</b>
<b>Fonds propres alloués (Md €)</b>				<b>2,4</b>	
<b>ROE</b>				<b>22,8 %</b>	

(1) En 2005, avant coûts liés au rapprochement.

Le **produit net bancaire** de l'ensemble du pôle progresse de 9,4 % sur le premier semestre par rapport à la période correspondante de 2005, à 1 309 millions d'euros.

Avec des charges en augmentation de 8,3 % liées au développement des activités internationales du crédit à la consommation, le **résultat brut d'exploitation** affiche une hausse de 10,6 %, à 624 millions d'euros. Après un coût du risque de 212 millions d'euros, en progression de 29 millions d'euros par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2005, principalement sur le crédit à la consommation à l'étranger, le **résultat d'exploitation** atteint 412 millions d'euros (+ 8,0 %).

Le **résultat net** est en hausse de 12,7 % par rapport à la période comparable de 2005, à 274 millions d'euros, conduisant à un ROE annualisé de 22,8 %.

Au **deuxième trimestre 2006**, le résultat brut d'exploitation du pôle, tiré par les bonnes performances du crédit à la consommation, atteint 323 millions d'euros, en hausse de 13,3 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2005.

Le **résultat net**, à 141 millions d'euros, est en hausse de 18,3 % sur celui du 2<sup>e</sup> trimestre 2005.

#### 4. Pôle gestion d'actifs, assurances et banque privée

Les métiers de **gestion d'actifs et d'assurances** continuent d'enregistrer une vive progression de leur activité commerciale et de leurs résultats. Les encours cumulés sous gestion (hors doubles comptes) sont de 594,5 milliards d'euros soit + 28,8 % sur un an (et + 15,2 % à périmètre constant hors impact de l'acquisition de Nextra).

Les encours gérés au sein du seul pôle **gestion d'actifs** s'accroissent de plus de 31,5 % à 520,4 milliards d'euros au 30 juin 2006. Le niveau de **collecte** sur le deuxième trimestre a été de 9 milliards d'euros, portant à 31,7 milliards d'euros la collecte sur le semestre. Elle représente 13 % des actifs gérés en taux annualisé, réalisée principalement sur les fonds spécialisés (64 % de la collecte) et les fonds obligataires (25 %).

Le pôle a connu d'importantes réussites commerciales, tant en France qu'à l'international : lancement de 5 fonds dont deux ont obtenu un prix en France (Atout Vivactions, CAAM Volatilité Actions) ; lancement de 5 autres fonds à l'international dont 3 nouveaux compartiments « performance absolue ». CAAM est devenue la première société de gestion étrangère en Espagne (avec une collecte de plus de 3,2 milliards d'euros sur le semestre et des encours supérieurs à 10 milliards d'euros).

Les encours gérés en **Banque privée** s'élèvent à 82,1 milliards d'euros. Après les bonnes performances commerciales enregistrées au premier trimestre 2006, le deuxième trimestre est marqué par un bon niveau de collecte en France où la coopération entre la BGPI et les Caisses régionales se développe, notamment sur les produits d'assurance-vie et le « haut de gamme ». Au total, sur le semestre, les actifs gérés progressent de 2,6 milliards d'euros malgré un effet de change fortement défavorable (- 1,4 milliard d'euros).

L'**assurance-vie** enregistre un très bon niveau d'activité, bénéficiant pour partie des transferts de l'épargne-logement. La collecte du semestre atteint 13,6 milliards d'euros, dont 5,7 milliards d'euros sur le deuxième trimestre, marquant une progression de plus de 39 % sur le 1<sup>er</sup> semestre 2005 et de 49 % sur celle du 2<sup>e</sup> trimestre 2005, croissances très supérieures à celles du marché. Les encours gérés atteignent 153,8 milliards d'euros, en progression de 12,7 % sur un an.

Les activités d'assurances IARD affichent toujours une croissance très vive avec un chiffre d'affaires global (Pacifica et Finaref) en hausse de 19,2 % à 806 millions d'euros. Sur le semestre, plus de 550 000 contrats ont été souscrits auprès de Pacifica et

son portefeuille approche les 4,9 millions de contrats, soit + 11,7 % sur un an. L'activité se développe rapidement sur les contrats santé (avec un chiffre d'affaires en hausse de 43,1 % sur un an) ainsi que sur le marché des professionnels.

(en millions d'euros)	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>921</b>	<b>+ 22,6 %</b>	<b>(5,8 %)</b>	<b>1 900</b>	<b>+ 24,3 %</b>
Charges d'exploitation	(388)	+ 10,8 %	(9,9 %)	(819)	+ 18,9 %
<b>Résultat brut d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>533</b>	<b>+ 33,0 %</b>	<b>(2,6 %)</b>	<b>1 081</b>	<b>+ 28,6 %</b>
Coût du risque	-	n.s.	n.s.	1	n.s.
Sociétés mises en équivalence	28	X 7,4	X 3,3	37	X 2,8
Résultat net sur autres actifs	(2)	n.s.	n.s.	(2)	n.s.
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>559</b>	<b>+ 44,0 %</b>	<b>+ 0,2 %</b>	<b>1 117</b>	<b>+ 35,3 %</b>
Impôts	(175)	+ 64,0 %	(3,7 %)	(356)	+ 36,1 %
<b>Résultat net</b>	<b>384</b>	<b>+ 36,4 %</b>	<b>+ 2,1 %</b>	<b>761</b>	<b>+ 34,9 %</b>
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>377</b>	<b>+ 35,6 %</b>	<b>+ 1,9 %</b>	<b>749</b>	<b>+ 34,2 %</b>
<b>Coefficient d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>42,1 %</b>	<b>(4,5 pts)</b>	<b>(1,9 pt)</b>	<b>43,1 %</b>	<b>(1,9 pt)</b>
<b>Fonds propres alloués (Md €)</b>				<b>6,8</b>	
<b>ROE</b>				<b>22,5 %</b>	

(1) En 2005, avant coûts liés au rapprochement.

Sur le semestre, le dynamisme commercial de l'ensemble des activités du pôle se traduit par une forte progression du **produit net bancaire** (+ 24,3 %). Parallèlement les charges d'exploitation progressent de 18,9 %, supportant l'intégration de Nextra dans la gestion d'actifs, la croissance des effectifs et des charges informatiques et, dans l'assurance-vie, l'augmentation des impôts et des taxes.

Le **résultat brut d'exploitation** ressort ainsi en progression de 28,6 %, semestre sur semestre, à 1 081 millions d'euros.

Le **résultat net du pôle** atteint 761 millions d'euros en hausse de 34,9 % par rapport au résultat du premier semestre 2005 ; le ROE annualisé s'établit à 22,5 %.

Sur le **deuxième trimestre**, l'activité est restée très soutenue, avec un produit net bancaire progressant de 22,6 % par rapport au même trimestre de 2005, à un rythme double de celui des charges d'exploitation. Bénéficiant de cet effet de ciseaux, le résultat brut d'exploitation est en hausse de 33,0 %.

Après prise en compte du résultat des sociétés mises en équivalence de 28 millions d'euros provenant essentiellement de la contribution de la filiale d'assurances portugaise BES Vida, le **résultat net** atteint 384 millions d'euros, en hausse de 36,4 % sur le 2<sup>e</sup> trimestre 2005.

## 5. Pôle banque de financement et d'investissement

Le **premier semestre 2006** enregistre le **plus haut niveau de revenus** jamais réalisé par le pôle ainsi qu'une nette amélioration de son efficacité opérationnelle et de sa rentabilité. Ces performances confirment le bien-fondé de la stratégie de développement de Calyon reposant sur une offre produits complète, un réseau international étendu et une politique d'investissement progressive et régulière.

Cette politique s'appuie sur un modèle de développement résolument orienté vers la **clientèle** qui génère 85 % des revenus au deuxième trimestre.

(en millions d'euros)	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1	Δ S1/S1 <sup>(2)</sup>
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 495</b>	<b>+ 33,5%</b>	<b>+ 7,2%</b>	<b>2 889</b>	<b>+ 34,2%</b>	<b>+ 32,4%</b>
Charges d'exploitation	(863)	+ 26,0%	+ 5,2%	(1 683)	+ 23,5%	+ 22,3%
<b>Résultat brut d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>632</b>	<b>+ 45,4%</b>	<b>+ 10,0%</b>	<b>1 206</b>	<b>+ 52,8%</b>	<b>+ 49,8%</b>
Coût du risque	(15)	n.s.	n.s.	(15)	n.s.	
Sociétés mises en équivalence	41	+ 37,0%	(18,0%)	91	+ 75,0%	
Résultat net sur autres actifs	(4)	n.s.	n.s.	(4)	n.s.	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>654</b>	<b>+ 44,0%</b>	<b>+ 4,7%</b>	<b>1 278</b>	<b>+ 54,2%</b>	
Impôts	(176)	+ 67,1%	+ 21,4%	(321)	+ 67,2%	
<b>Résultat net</b>	<b>478</b>	<b>+ 37,0%</b>	<b>(0,4%)</b>	<b>957</b>	<b>+ 50,3%</b>	
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>462</b>	<b>+ 47,6%</b>	<b>(0,1%)</b>	<b>923</b>	<b>+ 53,2%</b>	
<b>Coefficient d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>57,7%</b>	<b>(3,5 pts)</b>	<b>(1,1 pt)</b>	<b>58,3%</b>	<b>(5,0 pts)</b>	
<b>ROE</b>				<b>23,0%</b>		

(1) En 2005, avant coûts liés au rapprochement.

(2) À changes constants.

Le **produit net bancaire** de 2 889 millions d'euros progresse de 34,2% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2005 (+ 32,4% à taux de change constant); cette très forte progression traduit la capacité de Calyon à étendre sa base de clientèle mondiale institutionnelle et corporate et reflète les effets de la politique de déploiement des lignes produits dans le réseau mondial comme en témoigne la croissance des revenus plus vive à l'international (+ 56% par rapport au premier semestre 2005) qu'en France (+ 16%).

La hausse **des charges d'exploitation** (+ 23,5% et de + 22,3% à change constant) reste modérée eu égard au niveau d'activité et aux investissements; en conséquence, **le résultat brut d'exploitation** progresse de 52,8% (+ 49,8% à taux de change constant) par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2005 à 1 206 millions d'euros.

**Le coefficient d'exploitation** s'améliore de 5 points par rapport au premier semestre 2005, à 58,3%.

La forte progression **des résultats des sociétés mises en équivalence** (+ 75% à 91 millions d'euros) reflète les résultats de la banque Al Saudi Al Fransi.

## LA BANQUE DE FINANCEMENT

(en millions d'euros)	T2-06	Δ T2/T2	S1-06	Δ S1/S1	Δ S1/S1 <sup>(2)</sup>
<b>Produit net bancaire</b>	<b>602</b>	<b>+ 20,1%</b>	<b>1 086</b>	<b>+ 17,5%</b>	<b>+ 15,9%</b>
Charges d'exploitation	(217)	+ 3,2%	(426)	+ 3,4%	+ 2,4%
<b>Résultat brut d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>385</b>	<b>+ 32,2%</b>	<b>660</b>	<b>+ 28,9%</b>	<b>+ 26,7%</b>
Coût du risque	(16)	ns	(16)	ns	
Sociétés mises en équivalence	42	+ 40,3%	91	+ 75,0%	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>411</b>	<b>+ 23,7%</b>	<b>735</b>	<b>+ 26,2%</b>	
Impôts	(105)	+ 44,0%	(175)	+ 35,7%	
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>306</b>	<b>+ 17,9%</b>	<b>560</b>	<b>+ 23,5%</b>	
<b>Coefficient d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>36,0%</b>	<b>(5,9 pts)</b>	<b>39,2%</b>	<b>(5,4 pts)</b>	
<b>ROE</b>			<b>19,1%</b>		

(1) En 2005, avant coûts liés au rapprochement.

(2) À changes constants.

**Le résultat net** du pôle atteint 957 millions d'euros (+ 50,3% par rapport au résultat du premier semestre 2005), conduisant à un ROE annualisé de 23,0%.

**Le deuxième trimestre 2006** enregistre **d'excellentes performances** avec un niveau de revenus supérieur de 7,2% à celui, déjà très élevé, du 1<sup>er</sup> trimestre et en hausse de 33,5% par rapport au deuxième trimestre 2005.

Les charges connaissant une hausse moindre (+ 26,0%), le résultat brut d'exploitation augmente de 45,4% à 632 millions d'euros; le coefficient d'exploitation descend à 57,7%, en amélioration de 3,5 points sur celui du 2<sup>e</sup> trimestre 2005.

**Le résultat net** ressort à 478 millions d'euros, soit + 37% par rapport au résultat du 2<sup>e</sup> trimestre 2005.

Ces évolutions très favorables concernent à la fois la banque de financement et la banque de marchés et d'investissement.

Le **produit net bancaire** du semestre (1 086 millions d'euros) s'inscrit en hausse de 17,5 % sur un an, traduisant la bonne orientation générale de l'activité : c'est le cas au sein du réseau international de Calyon qui tire parti de ses implantations dans des zones à forte croissance telles que l'Asie et le Moyen-Orient.

Les **charges d'exploitation** sont bien maîtrisées (+3,4 %). En conséquence, le **résultat brut d'exploitation** (660 millions d'euros) croît de 28,9 % sur le 1<sup>er</sup> semestre et le **coefficient d'exploitation** s'établit à 39,2 %, en amélioration de 5,4 points par rapport à celui du 1<sup>er</sup> semestre 2005.

La banque de financement bénéficie toujours d'un environnement favorable sur les risques de contreparties ; le **coût du risque** est très faible (16 millions d'euros).

Le **résultat net** du premier semestre de la banque de financement est en hausse de 23,5 % à 560 millions d'euros.

#### LA BANQUE DE MARCHÉS ET D'INVESTISSEMENT

(en millions d'euros)	T2-06	Δ T2/T2	S1-06	Δ S1/S1	Δ S1/S1 <sup>(2)</sup>
<b>Produit net bancaire</b>	<b>893</b>	<b>+ 44,4 %</b>	<b>1 803</b>	<b>+ 46,8 %</b>	<b>+ 44,9 %</b>
Charges d'exploitation	(646)	+ 36,1 %	(1 257)	+ 32,2 %	+ 30,8 %
<b>Résultat brut d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>247</b>	<b>+ 72,0 %</b>	<b>546</b>	<b>+ 97,0 %</b>	<b>+ 93,1 %</b>
Coût du risque	1	n.s.	1	n.s.	
Sociétés mises en équivalence	(1)	n.s.	-	-	
Résultat net sur autres actifs	(4)	n.s.	(4)	n.s.	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>243</b>	<b>+ 99,7 %</b>	<b>543</b>	<b>X 2,2</b>	
Impôts	(71)	X 2,2	(146)	X 2,3	
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>172</b>	<b>+ 92,7 %</b>	<b>397</b>	<b>X 2,2</b>	
<b>Coefficient d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>72,4 %</b>	<b>(4,4 pts)</b>	<b>69,7 %</b>	<b>(7,7 pts)</b>	
<b>ROE</b>			<b>32,1 %</b>		

(1) En 2005, avant coûts liés au rapprochement.

(2) À changes constants.

Au cours du **premier semestre 2006**, la banque de marchés et d'investissement poursuit sa croissance et confirme sa capacité à générer de hauts niveaux de revenus dans une conjoncture globalement porteuse. Le **produit net bancaire** atteint le niveau record de 1 803 millions d'euros, en progression de 46,8 % sur celui du 1<sup>er</sup> semestre 2005 et de 33,1 % sur celui du second semestre 2005.

À 546 millions d'euros, le **résultat brut d'exploitation** double (+ 97 %) sur un an, bénéficiant de l'effet de ciseaux favorable entre les rythmes de progression du produit net bancaire et des charges. Le **coefficient d'exploitation** s'améliore ainsi de 7,7 points à 69,7 %.

Au total, le **résultat net** de la banque de marchés et d'investissement fait plus que doubler sur un an à 397 millions d'euros, conduisant à un ROE annualisé de 32,1 %.

Le **ROE annualisé** de la banque de financement ressort à 19,1 %.

Au **deuxième trimestre**, l'activité est restée bien orientée et le produit net bancaire s'inscrit en hausse de 20,1 % par rapport au trimestre correspondant de 2005 à 602 millions d'euros bénéficiant en outre d'une opération significative de restructuration de dettes. Par ailleurs, les financements structurés conservent une dynamique de croissance satisfaisante, notamment en trade finance, en financements télécoms et immobiliers.

Les **charges** étant toujours bien maîtrisées (+ 3,2 %), le résultat brut d'exploitation ressort en hausse de 32,2 % à 385 millions d'euros.

Après prise en compte d'un coût du risque très faible (16 millions d'euros) et d'une charge fiscale en hausse significative (+ 44 %), le **résultat net** du deuxième trimestre atteint 306 millions d'euros, en hausse de 17,9 % par rapport au trimestre correspondant de 2005.

Au **deuxième trimestre**, le produit net bancaire est très proche du niveau record atteint au premier trimestre (893 millions d'euros contre 910 millions d'euros).

Sur les **marchés de capitaux**, le très haut niveau de revenus obtenus en dérivés de taux (PNB x 4) par rapport au deuxième trimestre 2005 place Calyon parmi les leaders dans ces activités.

Les marchés de crédits, structurés, titrisations et obligataire sont en fort développement : leur produit net bancaire est multiplié par 3,6 par rapport au trimestre correspondant de 2005.

Les dérivés actions poursuivent leur développement conformément aux objectifs avec un PNB en hausse de 80 %.

Les activités de change et de trésorerie sont bien orientées sur le trimestre.

**En courtage**, les revenus sont globalement en hausse de 37 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2005, CLSA, Calyon Financial et CA Cheuvreux confirmant leurs performances exceptionnellement élevées du trimestre précédent et profitant de conditions de marchés favorables.

**Le résultat brut d'exploitation** (247 millions d'euros) et **le résultat net** (172 millions d'euros) sont en hausse de respectivement 72,0 % et 92,7 % sur ceux du deuxième trimestre 2005.

## 6. Pôle banque de détail à l'international

L'activité de la banque de détail à l'international a été particulièrement riche en événements de croissance externe depuis le début de l'année avec la mise en œuvre rapide du plan de développement 2006-2008. Après les acquisitions annoncées au premier trimestre

(Egyptian American Bank et Index Bank en Ukraine) et le renforcement dans le capital du groupe BES au Portugal, a été finalisée avec succès l'OPA sur Emporiki Bank en Grèce, dont Crédit Agricole S.A. détient maintenant 71,97 %.

La forte croissance **du résultat brut d'exploitation** du pôle Banque de détail à l'international au premier semestre 2006 (+ 93,5 % à 45 millions d'euros) reflète l'acquisition d'Egyptian American Bank ainsi que celle de la banque serbe Meridian Bank, consolidée depuis la fin de l'année 2005.

**Le résultat des sociétés mises en équivalence** progresse de 12,8 % à 260 millions d'euros, le principal contributeur étant Banca Intesa (234 millions d'euros) en hausse de 21,7 %. La contribution en consolidé du BES est affectée par l'harmonisation de la méthode de couverture des engagements de retraites avec celle du Groupe.

(en millions d'euros)	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>130</b>	<b>+ 46,3 %</b>	<b>+ 40,3 %</b>	<b>222</b>	<b>+ 46,3 %</b>
Charges d'exploitation	(100)	+ 31,3 %	+ 29,1 %	(177)	+ 37,9 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>30</b>	<b>X 2,4</b>	<b>+ 98,7 %</b>	<b>45</b>	<b>+ 93,5 %</b>
Coût du risque	(18)	+ 67,6 %	X 4,3	(22)	+ 72,2 %
Sociétés mises en équivalence	140	+ 30,0 %	+ 16,6 %	260	+ 12,8 %
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>152</b>	<b>+ 35,1 %</b>	<b>+ 16,2 %</b>	<b>283</b>	<b>+ 17,4 %</b>
Impôts	1	n.s.	n.s.	(2)	n.s.
<b>Résultat net</b>	<b>153</b>	<b>+ 34,7 %</b>	<b>+ 19,7 %</b>	<b>281</b>	<b>+ 16,9 %</b>
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>142</b>	<b>+ 29,5 %</b>	<b>+ 16,9 %</b>	<b>262</b>	<b>+ 14,5 %</b>
Coefficient d'exploitation	77,1 %	(8,9 pts)	(6,8 pts)	79,9 %	(4,9 pts)
Fonds propres alloués (Md €)				2,6	
<b>ROE</b>				<b>22,4 %</b>	

**Le résultat net** du pôle s'élève à 281 millions d'euros, en hausse de 16,9 % sur celui du premier semestre 2005; il conduit à un ROE annualisé de 22,4 %.

**Le résultat net** du deuxième trimestre 2006 du pôle atteint 153 millions d'euros, en hausse de 34,7 % par rapport à la période correspondante de 2005.

## 7. Gestion pour compte propre et divers

La contribution du pôle Gestion pour compte propre et divers au résultat net s'améliore sensiblement en passant de - 312 millions d'euros au premier semestre 2005 à - 123 millions d'euros au premier semestre 2006.

Cette évolution favorable provient en large partie des résultats de gestion financière et des bonnes performances de l'activité **private equity** qui génère un produit net bancaire de 96 millions d'euros (contre 35 millions d'euros au premier semestre 2005).

En outre, le résultat des sociétés mises en équivalence s'accroît de 76 millions d'euros d'un semestre sur l'autre en raison de la prise en compte au premier trimestre 2006 du résultat définitif très élevé de l'exercice 2005 d'Eurazéo.

(en millions d'euros)	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>41</b>	<b>X 5,3</b>	<b>n.s.</b>	<b>(13)</b>	<b>(81,8 %)</b>
Charges d'exploitation	(200)	(9,2 %)	+ 11,9 %	(380)	(7,6 %)
<b>Résultat brut d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>(159)</b>	<b>(25,2 %)</b>	<b>(31,7 %)</b>	<b>(393)</b>	<b>(18,7 %)</b>
Coût du risque	10	n.s.	(10,1 %)	24	n.s.
Sociétés mises en équivalence	1	n.s.	n.s.	73	n.s.
Résultat net sur autres actifs	43	n.s.	n.s.	61	X 3,5
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(105)</b>	<b>(58,6 %)</b>	<b>(21,1 %)</b>	<b>(235)</b>	<b>(57,0 %)</b>
Impôts	46	(46,6 %)	(30,3 %)	112	(52,3 %)
<b>Résultat net</b>	<b>(59)</b>	<b>(64,8 %)</b>	<b>(11,8 %)</b>	<b>(123)</b>	<b>(60,6 %)</b>
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>(109)</b>	<b>(51,1 %)</b>	<b>(10,0 %)</b>	<b>(226)</b>	<b>(45,9 %)</b>

(1) En 2005, avant coûts liés au rapprochement.

## Résultats consolidés du groupe Crédit Agricole

Le groupe Crédit Agricole enregistre sur le premier semestre 2006 **un résultat net part du Groupe** de 3 531 millions d'euros en hausse de + 29,5 % sur un an.

Cette progression résulte essentiellement d'une bonne dynamique commerciale de tous les métiers du Groupe qui explique la hausse **du produit net bancaire** de + 15,2 %. **Le résultat brut**

**d'exploitation** (5 809 millions d'euros) est en progrès de 26,1 % par rapport au premier semestre 2005. Le résultat des sociétés mises en équivalence augmente de + 56,7 %.

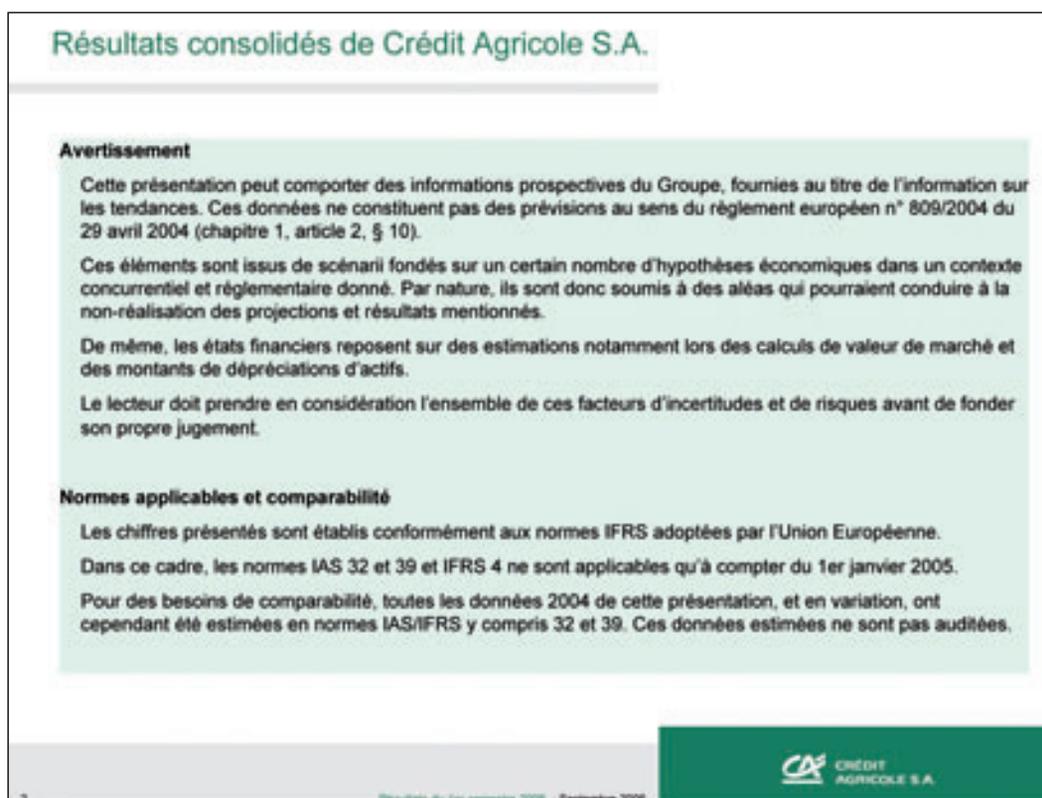
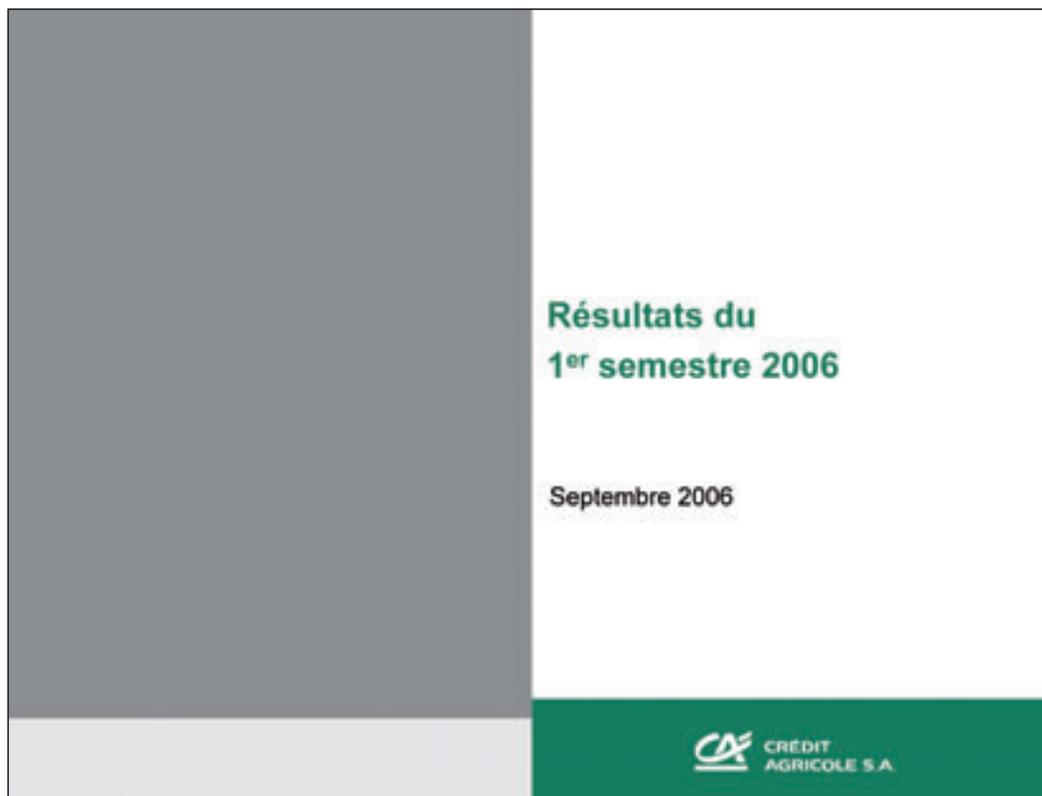
Le montant total des capitaux propres part du Groupe s'établit au 30 juin 2006 à 54,2 milliards d'euros; le ratio de solvabilité atteint 10,4 %, dont 8,3 % pour le Tier one.

## Éléments financiers pour le groupe Crédit Agricole

(en millions d'euros)	S1-06	S1-05	Δ S1/S1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>14 558</b>	<b>12 637</b>	<b>+ 15,2 %</b>
Charges d'exploitation	(8 749)	(8 029)	+ 9,0 %
<b>Résultat brut d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>5 809</b>	<b>4 608</b>	<b>+ 26,1 %</b>
Coût du risque	(914)	(593)	+ 54,1 %
Sociétés mises en équivalence	456	291	+ 56,7 %
Résultat net sur autres actifs	59	19	n.s.
Coûts liés au rapprochement		(144)	n.s.
Impôts	(1 708)	(1 293)	+ 32,1 %
<b>Résultat net</b>	<b>3 702</b>	<b>2 888</b>	<b>+ 28,2 %</b>
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>3 531</b>	<b>2 726</b>	<b>+ 29,5 %</b>

(1) En 2005, avant coûts liés au rapprochement.

► Annexe : Visuels de présentation des résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006



## Sommaire

### Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

#### Présentation des résultats des pôles

- Banque de proximité en France – Caisses régionales
- Banque de proximité en France – LCL
- Services financiers spécialisés
- Gestion d'actifs, assurances et banque privée
- Banque de financement et d'investissement
- Banque de détail à l'international
- Gestion pour compte propre et divers

#### Structure financière

#### Données clés du groupe Crédit Agricole

#### Annexes

3

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

1<sup>er</sup> semestre 2006

**De très bons résultats confortant  
la dynamique de développement**

#### ✓ Des résultats solides

- Recueillant les fruits des choix organisationnels
- Portés par une logique métiers très performante
- Bénéficiant de la fin des coûts de rapprochement
- Favorisés par une conjoncture porteuse

#### ✓ Des investissements ciblés à l'international

- Dans nos priorités géographiques
- Liés à la banque de détail

4

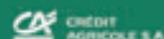
Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

### 1<sup>er</sup> semestre 2006

- ✓ Croissance vigoureuse de l'activité dans tous les métiers
  - ✓ Forte progression des résultats
  - ✓ Efficacité opérationnelle et rentabilité en vive amélioration
  - ✓ Mise en œuvre du plan de développement
- ✓ Résultat brut d'exploitation\* : 3 177 m € (+ 42,4 %)
  - ✓ Résultat net part du Groupe : 2 669 m € (+ 43,1 %)
  - ✓ Coefficient d'exploitation\* : 61,1 % (- 5,6 points)
  - ✓ ROE annualisé : 19,0 %

\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement



5

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

### S1-06 : Forte progression des résultats

en m €	S1-06	S1-05	Δ S1/S1	
<b>Produit net bancaire</b>	<b>8 166</b>	<b>6 694</b>	<b>+ 22,0 %</b>	✓ Croissance vigoureuse de l'activité
Charges d'exploitation	(4 989)	(4 463)	+ 11,8 %	✓ Bonne maîtrise des charges d'exploitation
<b>Résultat brut d'exploitation*</b>	<b>3 177</b>	<b>2 231</b>	<b>+ 42,4 %</b>	✓ Forte amélioration du coefficient d'exploitation
Coût du risque	(295)	(281)	+ 13,0 %	✓ Coût du risque toujours bas (25 pb)
Sociétés mises en équivalence	888	738	+ 20,3 %	
Résultat net sur autres actifs	55	19	X 2,9	
Coûts liés au rapprochement		(144)	n.s.	✓ Résultat net part du Groupe en hausse de 43,1 %
Impôts	(959)	(541)	+ 77,3%	
<b>Résultat net</b>	<b>2 866</b>	<b>2 042</b>	<b>+ 40,4 %</b>	✓ ROE annualisé : 19,0 %
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>2 669</b>	<b>1 865</b>	<b>+ 43,1 %</b>	✓ Bénéfice net par action annualisé : 3,64 € (+ 40,8 %)
<b>Résultat avant impôts *</b>	<b>3 826</b>	<b>2 727</b>	<b>+ 40,3 %</b>	
<b>Coefficient d'exploitation *</b>	<b>61,1 %</b>	<b>66,7 %</b>	<b>(5,6 pts)</b>	
<b>ROE annualisé</b>	<b>19,0 %</b>			

\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement

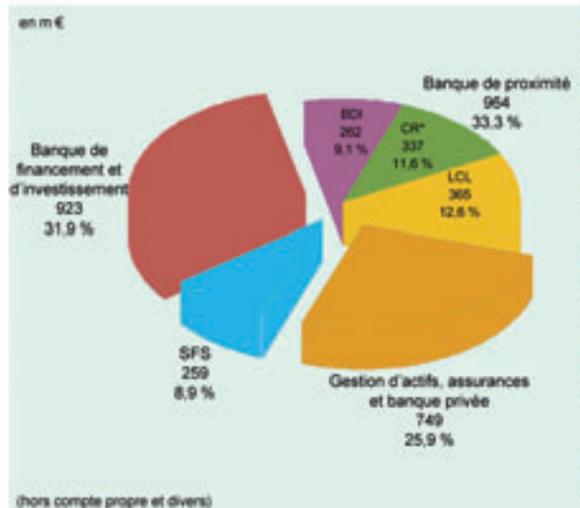


6

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

## Contribution des pôles au résultat net part du Groupe

**Caisses régionales**

Forte progression de l'activité et des revenus ; politique de renforcement des provisions

**LCL**

Un an après, confirmation du lancement réussi de LCL ; croissance soutenue du RBE

**Services financiers spécialisés**

Croissance régulière de l'activité et des résultats

**Gestion d'actifs, assurances et banque privée**

Vive dynamique de croissance des actifs sous gestion et résultats en forte croissance

**Banque de financement et d'investissement**

Des résultats record qui confirment le bien fondé de la stratégie de développement de Calyon

**Banque de détail à l'international**

Succès des opérations de croissance externe

\* Quote part (25 %)



Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

## T2-06 : Une dynamique de croissance confirmée

en m€	T2-06	T2-05	Δ T2/T2
<b>Produit net bancaire</b>	<b>4 171</b>	<b>3 461</b>	<b>+ 20,5 %</b>
Charges d'exploitation	(2 496)	(2 254)	+ 10,7 %
<b>Résultat brut d'exploitation *</b>	<b>1 675</b>	<b>1 207</b>	<b>+ 38,8 %</b>
Coût du risque	(168)	(123)	+ 36,6 %
Sociétés mises en équivalence	327	350	(6,6 %)
Résultat net sur autres actifs	37	14	X 2,6
Coûts liés au rapprochement		(95)	n.s.
Impôts	(488)	(283)	+ 72,4 %
<b>Résultat net</b>	<b>1 383</b>	<b>1 079</b>	<b>+ 26,3 %</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 284</b>	<b>960</b>	<b>+ 33,8 %</b>
<b>Résultat avant impôts *</b>	<b>1 871</b>	<b>1 448</b>	<b>+ 29,2 %</b>
<b>Coefficient d'exploitation *</b>	<b>59,8 %</b>	<b>65,1 %</b>	<b>(5,3 pts)</b>

✓ Croissance toujours très soutenue de l'activité dans l'ensemble des métiers : PNB record : + 4,4 %/T1-06 (et + 20,5 %/T2-05)

✓ Charges d'exploitation bien maîtrisées (stables par rapport au T1-06)

✓ Résultat brut d'exploitation : + 9,6 %/T1-06

✓ Coefficient d'exploitation historiquement bas : 59,8 %

✓ Coût du risque toujours faible (28 pb)

✓ Résultat net part du Groupe : 1 284 m € (- 7,3 %/T1-06 et + 33,8 %/T2-05)

\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement



Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

### Mise en œuvre du plan de développement : cinq transactions importantes

	✓ Egypte - Egyptian American Bank <ul style="list-style-type: none"> <li>• 36 agences et 1 200 collaborateurs</li> <li>• Part de marché 2 %</li> </ul>
	✓ Portugal - BES-Tranquilidade Vida et Espírito Santo <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrôle du management des activités de bancassurance et renforcement de la participation</li> <li>• Part de marché 18 % pour BES Vida et 5 % pour BES Seguros</li> </ul>
	✓ Ukraine - Index Bank <ul style="list-style-type: none"> <li>• 186 agences et 2 900 collaborateurs</li> <li>• Part de marché 2 %</li> </ul>
	✓ Italie - FIDIS <ul style="list-style-type: none"> <li>• Activité de financement automobile pour particuliers : Joint venture 50/50 avec le groupe Fiat</li> </ul>
	✓ Grèce - Emporiki Bank <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un réseau de 376 agences et 7 657 collaborateurs</li> <li>• Part de marché 10 %</li> </ul>

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

### Mise en œuvre du plan de développement

✓ Une répartition géographique équilibrée

<p><b>Zone euro : 3,8 Mds €</b></p> <p>Grèce (Emporiki) Italie (FIDIS) Portugal (BES)</p>	<p><b>Pays adjacents: 0,5 Md €</b></p> <p>Egypte (EAB) Ukraine (Index Bank) Serbie (Meridian Bank)</p>
---	--

✓ Une répartition conforme à nos priorités

- Banque de détail : 2,7 Mds €
- Bancassurance : 0,6 Md €
- Crédit à la consommation : 1,0 Md €

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

### Mise en œuvre du plan de développement

✓ Cohérente avec la capacité d'autofinancement de Crédit Agricole S.A.

▪ <b>3,3 milliards € investis</b>	
▪ Egyptian American Bank	> 200 m €
▪ Index Bank	≈ 200 m €
▪ Groupe BES	≈ 600 m €
▪ Emporiki	≈ 2 200 m €
▪ Meridian Bank	< 100 m €
➤ <b>1 milliard € engagé</b>	
▪ FIDIS	1 000 m €

11

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Sommaire

### Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

#### Présentation des résultats des pôles

- Banque de proximité en France – Caisses régionales
- Banque de proximité en France – LCL
- Services financiers spécialisés
- Gestion d'actifs, assurances et banque privée
- Banque de financement et d'investissement
- Banque de détail à l'international
- Gestion pour compte propre et divers

#### Structure financière

#### Données clés du groupe Crédit Agricole

#### Annexes

12

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Banque de proximité en France – Caisses régionales

### Des résultats qui conjuguent performance et prudence



- ✓ Croissance du PNB social cumulé des Caisses régionales (retraité des dividendes de Crédit Agricole S.A.) de 8,9 % sur le semestre ; hors effet épargne-logement, la hausse est de 3,8 %
- ✓ Augmentation des charges d'exploitation de 3,0 %, hors intéressement et participation relatifs aux dividendes versés par Crédit Agricole S.A.
- ✓ Politique de renforcement des provisions fondée notamment sur la méthodologie Bâle II

En m €	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1
<b>PNB social cumulé</b>	<b>3 656</b>	<b>+ 15,4 %</b>	<b>+ 13,2 %</b>	<b>6 886</b>	<b>+ 10,1 %</b>
PNB retraité**	2 915	+ 0,2 %	(7,6 %)	6 069	+ 6,9 %
Charges d'exploitation	(1 747)	+ 4,3 %	+ 3,4 %	(3 435)	+ 3,9 %
<b>Résultat brut d'exploitation cumulé</b>	<b>1 168</b>	<b>(5,4 %)</b>	<b>(26,3 %)</b>	<b>2 634</b>	<b>+ 11,1 %</b>
Coût du risque	(437)	+ 130,6 %	+ 168,1 %	(600)	+ 74,0 %
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>731</b>	<b>(28,0 %)</b>	<b>(43,9 %)</b>	<b>2 034</b>	<b>+ 6,4 %</b>
Coefficient d'exploitation	58,3 %	+ 2,3 pts	+ 5,4 pts	58,5 %	(1,3 pts)

En m €	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1
Résultat net mis en équivalence (à 25 %)	187	(26,7 %)	(49,2 %)	317	(9,7 %)
Variation de quote-part dans les réserves	8	n.s.	n.s.	107	(13,7 %)
<b>Quote-part de résultats des mises en équivalence</b>	<b>115</b>	<b>(44,8 %)</b>	<b>(63,8 %)</b>	<b>424</b>	<b>(4,4 %)</b>
Impôts***	(26)	+ 70,0 %	(58,9 %)	(87)	+ 23,2 %
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>89</b>	<b>(53,7 %)</b>	<b>(64,8 %)</b>	<b>337</b>	<b>(9,7 %)</b>

\* Quote-part (25 %) et hors compte propre et divers  
 \*\* Données cumulées des 40 Caisses régionales mises en équivalence retraitées des dividendes et assemblés Crédit Agricole S.A. perçus par les Caisses régionales  
 \*\*\* Charge fiscale des dividendes perçus des Caisses régionales

13 Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006



## Banque de proximité en France – Caisses régionales

### En ligne avec les ambitions du Congrès de Tours

- ✓ **Ouvertures de comptes**

<b>Objectifs</b>	<b>Réalisé</b>
2006 : 200 000	6 mois 2006 : 98 000
- ✓ **Ouvertures d'agences**

<b>Objectifs</b>	<b>Réalisé</b>
2005 – 2008 : 450	2005 – mi-2006 : 141
- ✓ **Équipement en produits d'assurances**

<b>Objectifs</b>	<b>Réalisé</b>
1 client sur 3	Juin 2006 : 32,5 % des clients ont un contrat Predica et/ou Pacifica

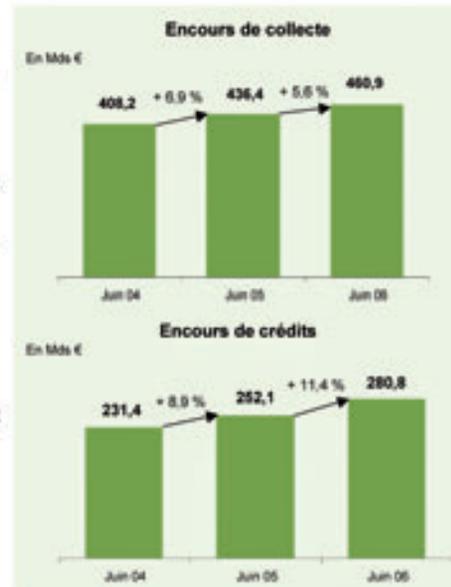
14 Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006



## Banque de proximité en France – Caisses régionales

## Forte progression de l'activité

- ✓ **Poursuite de la dynamique commerciale engagée** depuis fin 2005 avec de nouvelles offres lancées au T2 en cohérence avec le nouveau positionnement :
  - "Nouvelle Vie Jeunes Actifs" avec l'offre "Goodloc" et "Prêts verts 1<sup>er</sup> achat"
  - l'offre environnement,
  - "Pros 2006" avec le "Prêt à Piloter", le "DAT évolution 5", le "Microcrédit" professionnel, le "Prêt Repreneur", etc...
- ✓ **Progression de la collecte** (+ 5,6 %) liée principalement :
  - aux performances de l'assurance-vie (+ 6,9 Mds € sur 6 mois et + 13,6 % sur un an) et des livrets (+ 8,5 %) parmi lesquels le Codebis lancé cette année (850 000 contrats pour 2,7 Mds €)
  - au ralentissement de la décollecte nette sur l'épargne-logement (- 1,7 Md € au T2 après - 4,1 Mds € au T1)
- ✓ **Poursuite d'une forte croissance des encours de crédit** (+ 11,4 % sur un an) sur l'ensemble des secteurs : habitat (+ 15,1 %), entreprises et professionnels (+ 11,0 %), collectivités locales (+ 10,8 %), ...
- ✓ **La production du semestre atteint 32,8 Mds €** (+ 15,5 %/S1-05) - en forte progression sur le marché des collectivités locales (+ 36,8 %), l'habitat (+ 17,2 %) et le crédit à la consommation (+ 12,5 %)



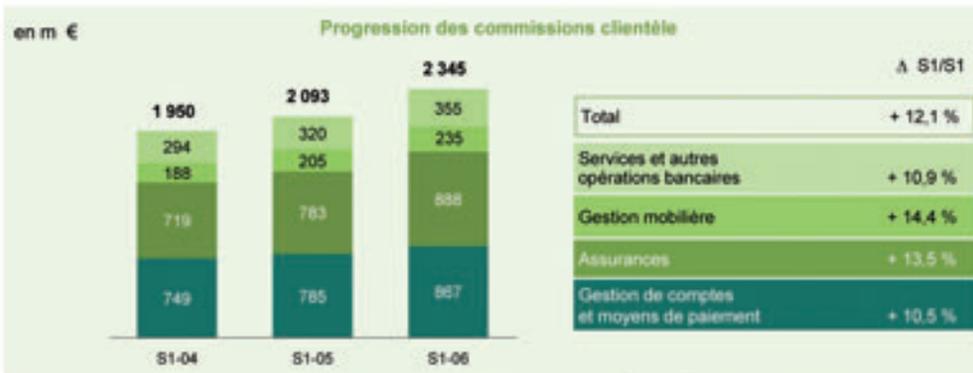
15

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Banque de proximité en France – Caisses régionales

## Revenus en hausse de 6,9 %\* sur le semestre

- ✓ **Solide progression des commissions clientèle** : + 12 % S1-06/S1-05 (vs 7 % un an avant) dont :
  - commissions liées aux placements d'assurances (vie et IARD) : + 18 %
  - commissions liées aux opérations sur titres et OPCVM : + 24 % avec en particulier une belle performance dans le placement de TOPO d'ADP
  - commissions de facturation liées à l'activité de crédit : + 13 %
- ✓ **Une marge d'intérêt en hausse de 3,9 % S1-06/S1-05**



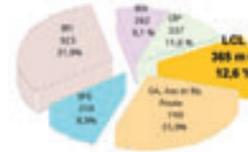
\* Hors dividendes de Crédit Agricole S.A.

16

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Banque de proximité en France – LCL

### Croissance soutenue du RBE



- ✓ Le RBE progresse de 23,5 % sur le semestre

- confirmation d'une solide dynamique commerciale
- excellente maîtrise des frais généraux (+ 0,4 % en un an)

- ✓ le coefficient d'exploitation poursuit son amélioration : 67 % soit 4,4 points de moins en un an (reprises de provisions épargne logement comprises)

- (1) Hors provisions épargne-logement et éléments non récurrents en 2005, les évolutions sont les suivantes :
- PNB : + 3,6%
  - RBE : + 12,6 %
  - COEX : -2,3 points

En m €	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1(1)
Produit net bancaire	920	+ 2,3 %	(1,9 %)	1 860	+ 7,0 %
Charges d'exploitation	(604)	(1,5 %)	(5,8 %)	(1 248)	+ 0,4 %
Résultat brut d'exploitation	316	+ 10,3 %	+ 6,2 %	614	+ 23,5 %
Coût du risque	(36)	+ 15,2 %	(0,3 %)	(71)	(1,5 %)
Résultat avant impôts	281	+ 9,7 %	+ 7,1 %	543	+ 27,8 %
Impôts	(84)	+ 9,6 %	+ 7,1 %	(163)	+ 27,8 %
Résultat net part du Groupe	197	+ 8,9 %	+ 7,7 %	380	+ 25,5 %
Coefficient d'exploitation	65,7 %	(2,8 pts)	(2,8 pts)	67,0 %	(1,4 pts)
Frais propres alloués (mlt €)				2,6	
ROE				26,3 %	

\* Quote-part (25 %) et hors compte propre et divers

17

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

CA CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## Banque de proximité en France – LCL

### En ligne avec « Crescendo »

- ✓ Ouvertures de comptes

**Objectifs**  
2008 : 100 000 par an

**Réalisé**  
6 mois 2006 : 41 000

- ✓ Ouvertures d'agences

**Objectifs**  
150 en 3 ans

**Réalisé**  
2005 – mi-2006 : 86

- ✓ Impact positif des actions commerciales récentes ciblées sur la clientèle des jeunes

**Objectifs**  
60 000 comptes jeunes (août → décembre 2006)

**Réalisé**  
15 000 à fin août

18

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

CA CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## Banque de proximité en France – LCL

### Un an après : lancement réussi de LCL



#### ✓ LCL : modifie l'image de l'entreprise<sup>(1)</sup>

- Juin 2005 : 51 % des français avaient « une mauvaise image »  
36 % " " avaient « une bonne image »
- Juin 2006 : 20 % des français ont « une mauvaise image »  
43 % " " ont « une bonne image »

#### ✓ LCL : de très bons scores d'impacts

- ✓ 1 français sur 2 connaît déjà la marque LCL
- ✓ 90 % des français reconnaissent les films pub LCL (standard 75 %)
- ✓ N° 1 des campagnes publicitaires bancaires (mémorisation juin-juillet 2006)  
..... alors que LCL n'est que le 7ème investisseur publicitaire
- ✓ 30 % des français "incités à acheter" (standard 26 %)
- ✓ 80 000 ouvertures de comptes nettes en 12 mois juin 06/05  
(versus 20 000 juin 05/juin 04)

<sup>(1)</sup> Baromètre IPSOS / Le Point / Postlemaek-Margent

18

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

CA CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## Banque de proximité en France – LCL

### Une dynamique commerciale confirmée

- ✓ Progression soutenue des encours de collecte, toujours tirée par les livrets (+ 20 %) et l'assurance vie (+ 10 %). LCL a également profité de la bonne dynamique des marchés financiers au 1<sup>er</sup> semestre avec une hausse de 40 % des souscriptions de mandats de gestion privée



- ✓ Forte croissance des encours de crédits : poursuite de l'excellente dynamique sur les crédits habitat (+ 24 %), et trimestre très favorable sur les marchés des professionnels (+ 9,5 %) et des entreprises (+ 7,8 %)



20

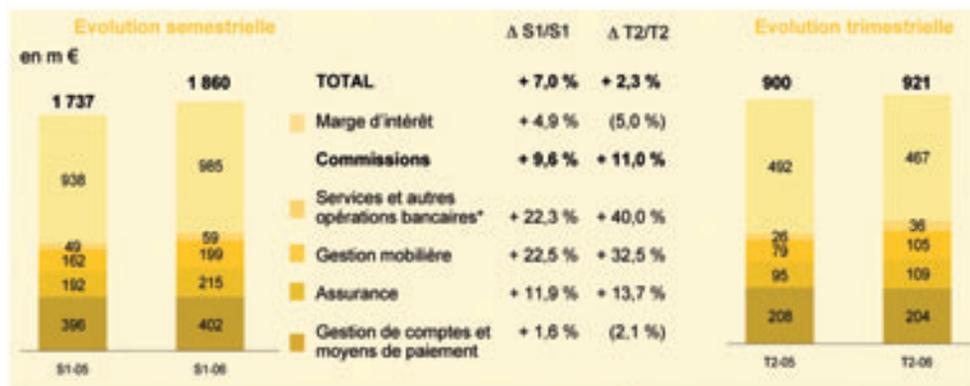
Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

CA CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## Banque de proximité en France – LCL

### PNB : + 3,8 % sur le semestre, hors éléments non récurrents

- ✓ Hors effet épargne-logement et éléments non récurrents de 2005, la marge d'intérêts se tasse légèrement du fait d'une forte pression concurrentielle
- ✓ Accélération du rythme de progression des commissions: + 11 % au T2-06 vs + 8 % au T1-06
  - Excellentes performances pour les commissions de gestion mobilière : forte activité titres en direct, succès des nouveaux fonds Drakkar/Practis et de l'OPO ADP (16 % des titres alloués)
  - Renforcement du rythme de croissance des commissions assurances



\* Les forts taux de progression s'expliquent par un ajustement de la provision sur le programme de fidélisation « Avantages » au T2-06



21

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Services financiers spécialisés

### Croissance régulière de l'activité et des résultats



- ✓ Une hausse du résultat d'exploitation de 8 % sur le premier semestre
- ✓ Activité toujours dynamique en crédit à la consommation (12 Mds € de production sur le semestre), en particulier à l'étranger
- ✓ Poursuite de la politique de développement à l'international avec le partenariat Fiat Auto portant sur la création d'une JV 50/50
- ✓ Un chiffre d'affaires factoré de 16,3 Mds € en hausse de 9,4 % sur celui du S1-05

La fusion Transfact/Eurofactor s'est traduite par la mise en oeuvre, en avril, d'un système d'information unique et par la création de 3 marques commerciales, chacune dédiée à un réseau d'apport (Caisses régionales, LCL, autres partenaires)

En m €	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>664</b>	<b>+ 11,8 %</b>	<b>+ 2,9 %</b>	<b>1 309</b>	<b>+ 9,4 %</b>
Charges d'exploitation	(341)	+ 10,4 %	(1,2 %)	(685)	+ 8,3 %
<b>Résultat brut d'exploitation**</b>	<b>323</b>	<b>+ 13,3 %</b>	<b>+ 7,5 %</b>	<b>624</b>	<b>+ 10,6 %</b>
Coût du risque	(110)	+ 29,5 %	+ 8,9 %	(212)	+ 16,1 %
<b>Résultat d'exploitation**</b>	<b>213</b>	<b>+ 6,4 %</b>	<b>+ 6,8 %</b>	<b>412</b>	<b>+ 8,8 %</b>
Sociétés mises en équivalence	2	n.s.	n.s.	3	n.s.
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>215</b>	<b>+ 16,2 %</b>	<b>+ 7,1 %</b>	<b>415</b>	<b>+ 13,5 %</b>
Impôts	(74)	+ 12,3 %	+ 11,5 %	(341)	+ 15,2 %
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>141</b>	<b>+ 17,3 %</b>	<b>+ 4,6 %</b>	<b>274</b>	<b>+ 12,3 %</b>
Coefficient d'exploitation**	51,2 %	(0,6 pts)	(2,1 pts)	52,3 %	(0,5 pts)
Fonds propres alloués (M€)				2,4	
RCE					22,8 %

\* Quote-part (25 %) et hors compte propres et divers  
\*\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement



22

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Services financiers spécialisés

## Crédit à la consommation en France et à l'étranger

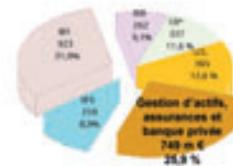
✓ Au T2, poursuite de l'activité dynamique constatée au T1, avec :

- Une production globale de 6 Mds € (12 Mds € sur le semestre, en hausse de 6,4 % / S1-05)
- Une progression plus rapide à l'étranger (40 % de la production), et notamment dans les pays du sud de l'Europe (Espagne, Portugal, Italie)
- Le Groupe, présent dans 16 pays, va se renforcer en Italie et dans une dizaine de pays européens par la création d'une joint venture avec le groupe Fiat



## Gestion d'actifs, assurances et banque privée

## Activité et résultats en forte croissance



✓ Poursuite de la forte dynamique de collecte au premier semestre :

- 31,7 Mds € en gestion d'actifs
- 3,3 Mds € en banque privée
- 13,6 Mds € en assurance vie

✓ Encours (hors doubles comptes) : 595 Mds € (+ 28,8 % sur un an)

✓ Contribution du pôle en très vive progression :

- RBE\*\* : + 28,6 %
- Résultat net : + 34,9 %

En m €	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>921</b>	<b>+ 22,6 %</b>	<b>(5,8 %)</b>	<b>1 900</b>	<b>+ 24,3 %</b>
Charges d'exploitation	(388)	+ 10,8 %	(9,9 %)	(819)	+ 18,9 %
<b>Résultat brut d'exploitation**</b>	<b>533</b>	<b>+ 33,0 %</b>	<b>(2,6 %)</b>	<b>1 081</b>	<b>+ 28,6 %</b>
Coût du risque	-	n.s.	n.s.	1	n.s.
Sociétés mises en équivalence	28	X 7,4	X 3,3	37	X 2,8
Résultat net sur autres actifs	(2)	n.s.	n.s.	(2)	n.s.
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>559</b>	<b>+ 44,0 %</b>	<b>+ 0,2 %</b>	<b>1 117</b>	<b>+ 35,3 %</b>
Impôts	(175)	+ 64,0 %	(3,7 %)	(356)	+ 36,1 %
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>377</b>	<b>+ 35,6 %</b>	<b>+ 1,9 %</b>	<b>749</b>	<b>+ 34,2 %</b>
Coefficient d'exploitation**	42,1 %	(4,5 pts)	(1,3 pts)	43,1 %	(1,9 pts)
Fonds propres alloués (Mds €)				5,5	
ROE				22,8 %	

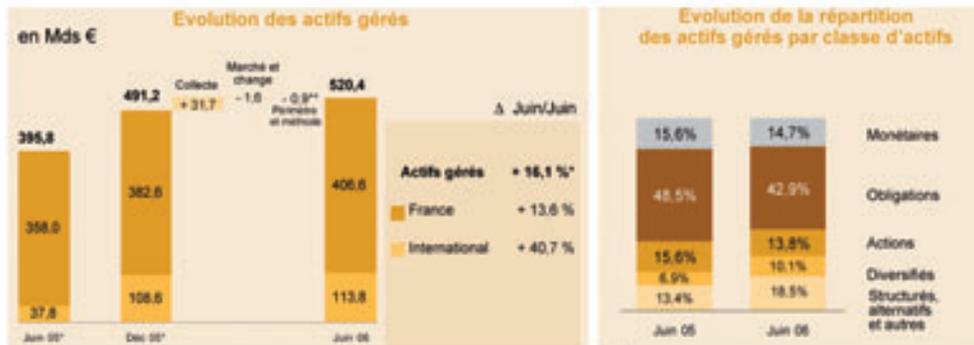
\* Quote-part (25 %) et hors compte propre et divers  
\*\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement

## Gestion d'actifs, assurances et banque privée

### Gestion d'actifs

✓ **Poursuite de la dynamique de croissance des actifs sous gestion :**

- **Un niveau de collecte de 9 Mds €** sur le T2, portant à 31,7 Mds € la collecte sur le semestre, soit 13 % des actifs gérés en taux annualisé, réalisé principalement sur les fonds spécialisés (54 % de la collecte) et les fonds obligataires (25 %)
- **Des réussites commerciales :**
  - en France, lancement de 5 fonds dont "Atout Vivactions" qui a obtenu le prix spécial du Jury "les actifs du patrimoine" de l'AGEFI et "CAAM Volatilité Actions" qui a obtenu "le prix de l'innovation"
  - à l'international, lancement de 5 nouveaux fonds dont 3 nouveaux compartiments "performance absolue"; commercialisation par le nouveau bureau d'Abu Dhabi de 2 mandats de gestion d'obligations internationales gérées à Londres (1,2 Md €) ; en Espagne, CAAM est devenue la 1<sup>ère</sup> société de gestion étrangère (collecte de plus de 3,2 Mds € sur le S1-05 et encours > 10 Mds €).



\* A périmètre et méthode inchangés  
\*\* Neutralisation de flux avec Nexira (retraitement de l'autoconsommation des OPCVM)



25 Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Gestion d'actifs, assurances et banque privée

### Banque privée

✓ **Après les bonnes performances commerciales enregistrées au T1, le deuxième trimestre est marqué par :**

- **Un bon niveau de collecte** en France où la coopération entre la BGPI et les Caisses régionales se développe notamment sur les produits d'assurance-vie et le "haut de gamme"
- L'impact négatif des marchés financiers et de la baisse des principales devises par rapport à l'euro

✓ **Au total sur le semestre, les actifs gérés progressent de 2,6 Mds € malgré un effet de change fortement défavorable (- 1,4 Md €)**



\* A périmètre constant



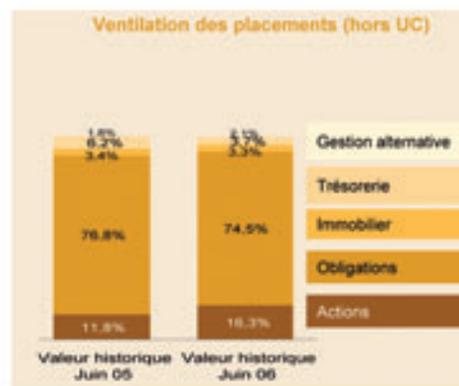
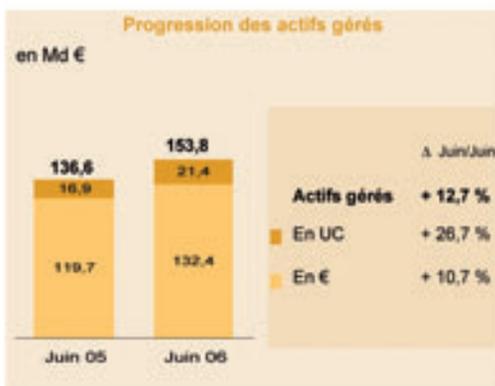
26 Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Gestion d'actifs, assurances et banque privée

## Assurance vie

## ✓ Très forte activité bénéficiant pour partie des transferts de PEL :

- La collecte du semestre atteint 13,6 Mds € (dont 5,7 Mds € sur le T2), en progression de plus de 39 % sur celle du S1-05 et de 49 % sur celle du S2-05 ; une croissance très supérieure à celle du marché
- La collecte sur les supports en UC a plus que doublé en un an et représente 20 % des primes d'épargne
- Des provisions mathématiques en croissance de 12,7 % à 153,8 Mds €



27

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Gestion d'actifs, assurances et banque privée

## Assurances IARD

## ✓ Poursuite de la croissance conformément au plan de développement de l'IARD :

- Un très bon premier semestre en termes d'activité commerciale avec plus de 550 000 nouveaux contrats souscrits auprès de Pacifica. Le portefeuille dépasse les 4,8 millions de contrats, en progression de près de 12 % sur un an
- Fort développement sur le marché des professionnels : croissance dynamique sur le marché agricole et lancement réussi de l'assurance dommages des artisans, commerçants et professions libérales ;
- Tous marchés confondus, forte progression du chiffre d'affaires sur les contrats santé (+ 43,1 % sur un an)



28

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Banque de financement et d'investissement

### Résultats record : + 53 % S1/S1 et + 48 % T2/T2



En m €	T2-05	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1	Δ S1/S1***
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 495</b>	<b>+ 33,5 %</b>	<b>+ 7,2 %</b>	<b>2 889</b>	<b>+ 34,2 %</b>	<b>+ 32,4 %</b>
Charges d'exploitation	(863)	+ 26,0 %	+ 5,2 %	(1 663)	+ 23,5 %	+ 22,3 %
<b>Résultat brut d'exploitation**</b>	<b>632</b>	<b>+ 45,4 %</b>	<b>+ 16,6 %</b>	<b>1 206</b>	<b>+ 52,8 %</b>	<b>+ 49,8 %</b>
Coût du risque	(15)	n.s.	n.s.	(15)	n.s.	
Sociétés mises en équivalence	41	+ 37,0 %	(18,0 %)	91	+ 75,0 %	
Résultat net sur autres actifs	(4)	n.s.	n.s.	(4)	n.s.	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>654</b>	<b>+ 44,0 %</b>	<b>+ 4,7 %</b>	<b>1 278</b>	<b>+ 54,2 %</b>	
Impôts	(176)	+ 67,1 %	+ 21,4 %	(321)	+ 67,2 %	
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>462</b>	<b>+ 47,6 %</b>	<b>(6,1 %)</b>	<b>923</b>	<b>+ 53,2 %</b>	
Coefficient d'exploitation**	57,7 %	(3,5 pts)	(1,1 pt)	55,3 %	(2,3 pts)	
Fonds propres attribués (Mds €)				3,4		
ROE				23,0 %		

- ✓ Excellent trimestre marqué par des performances record :
  - Revenus en hausse de 7 % par rapport au T1-05 et de 34 % par rapport au T2-05
  - Coefficient d'exploitation de 57,7%, en amélioration de 3,5 points en un an
  - ROE de 23,0%
- ✓ Confirmation du bien fondé de la stratégie de développement de Calyon reposant sur une offre produits complète, un réseau international étendu et une politique d'investissement progressive et régulière

\* Quote-part (25 %) et hors compte propre et divers  
 \*\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement  
 \*\*\* À change comparable

28 Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006



## Banque de financement et d'investissement

### Poursuite de la stratégie de croissance et de rentabilité récurrente

- ✓ Un modèle de développement équilibré orienté client et tourné vers l'international :
  - Préservation de la prépondérance des revenus clientèle : 85 % au T2-05
  - Extension de la base de clientèle corporates et institutionnels : + 12 % entre le S1-05 et le S1-06
  - Dynamique de croissance confortée par la politique de déploiement des lignes produits dans le réseau mondial de Calyon, comme en témoigne une hausse des revenus plus vive à l'international (+ 56 %) qu'en France (+ 16 %) au S1-06
- ✓ Une palette d'activités qui continue de se développer progressivement dans de nombreux métiers



Trimestre	Part des revenus clientèle
T1-05	82%
T2-05	82%
T3-05	82%
T4-05	87%
T1-06	76%
T2-06	85%

**Marchés de capitaux et courtage**

- **Structurés de crédit** : développement de l'activité de cash CDO
- **Titrisation** : première opération de conduit CMBS réalisée par Calyon au Japon
- **Dérivés actions** :
  - Extension de la couverture pays (Scandinavie, Corée du Sud notamment)
  - Essor des activités de structuration et dérivés sur fonds déployés au sein de Casam
- **Courtage actions** : développement des activités de CLSA au Japon

**Financements structurés**

- **Financements d'actifs** : premières opérations rail sur la zone Europe
- **Financements immobiliers** : développement des opérations et renforcement du dispositif en Europe de l'Est
- **Trade Finance** : intensification de la vente de produits dans l'ensemble du réseau

29 Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006



## Banque de financement et d'investissement

### Des positions solidement établies

#### ✓ Financements structurés

- 1<sup>er</sup> arrangeur mondial de financements aéronautiques (Airfinance journal)
- 5<sup>ème</sup> arrangeur mondial mandaté en financements structurés de matières premières (Dealogic)
- 5<sup>ème</sup> arrangeur mandaté de financements de projet mondial (Dealogic)

#### ✓ Syndication

- 10<sup>ème</sup> teneur de livre mondial (Thomson Financial)

#### ✓ Marchés de capitaux

- 2<sup>ème</sup> émetteur mondial de Medium Term Notes structurés (Euroweek - mai 2006)
- 8<sup>ème</sup> teneur de livre pour les titrisations ABS/MBS en euro (Thomson Financial - mai 2006)
- 11<sup>ème</sup> teneur de livre mondial pour les émissions obligataires en euro (Thomson Financial)

#### ✓ Banque d'investissement

- 1<sup>er</sup> teneur de livre pour les introductions en bourse en France et 11<sup>ème</sup> en Europe (Thomson Financial)
- 1<sup>er</sup> teneur de livre pour les émissions en actions à Hong-Kong et 7<sup>ème</sup> en Asie Pacifique (hors Japon) (Thomson Financial)

31

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Banque de financement



✓ Au S1-06, hausse du PNB de 18 %, sous l'effet d'une activité bien orientée et d'une opération significative de restructuration de créances au T2-06, faisant plus que compenser les coûts de la gestion de bilan

✓ Excellente efficacité opérationnelle, confortée par une bonne maîtrise des charges d'exploitation : le coefficient d'exploitation, à 39,2 %, a gagné 15 points par rapport au S1-04 et 5,5 points par rapport au S1-05.



✓ Maintien d'une dynamique favorable dans les financements structurés, dont la rentabilité intrinsèque est satisfaisante, avec de bonnes performances notamment en trade finance, telecom et immobilier et des revenus globalement en hausse de 13 % par rapport au T2-05.

✓ Poursuite de la politique de gestion active de bilan dans le but de :

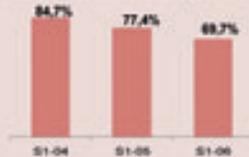
- maintenir stable la consommation de fonds propres dans les activités de banque commerciale et dégager ainsi des marges de manœuvre pour les activités de financements structurés
- tirer parti de la situation de marché actuelle pour couvrir le portefeuille dans de bonnes conditions

32

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Banque de marchés et d'investissement

Évolution du coefficient d'exploitation\*



✓ PNB proche au T2-06 du niveau record atteint au T1-06, confirmant la capacité de la Banque de marchés et d'investissement à générer de hauts niveaux de revenus dans une conjoncture globalement porteuse

✓ En un an, amélioration du coefficient d'exploitation de 7,7 points, pour s'établir légèrement en dessous du niveau de 70 %

✓ Au semestre, doublement du RBE grâce au maintien d'un écart favorable significatif entre les rythmes de progression du PNB et des charges

### Marchés de Capitaux :

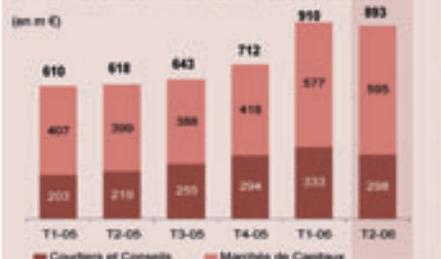
En comparaison T2-06/T2-05 :

- En dérivés de taux, quadruplement du PNB : Calyon figure dorénavant parmi les leaders dans ces activités
- Très bonne performance d'ensemble des marchés de crédit : structurés, titrisations et obligataire (PNB x 3,6)
- Développement des dérivés actions conforme aux objectifs (PNB + 80 %)
- PNB bien orienté en trésorerie et en change

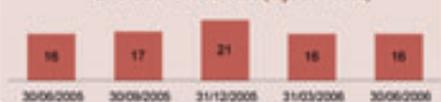
### Courtage :

- Niveau d'activité soutenu pour CLSA, Calyon Financial et CA Cheuvreux avec des revenus globalement en hausse de 37 % par rapport au T2-05.

Évolution trimestrielle des revenus



Évolution de la VaR (1 jour -99%)



\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement

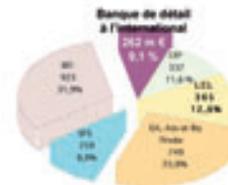


33

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Banque de détail à l'international

### Développement du pôle par croissance externe



- ✓ Un semestre très actif en opérations de croissance externe
- ✓ Succès de l'offre sur Emporiki en août : étape majeure dans la stratégie de développement international du Groupe
- ✓ La forte croissance du résultat brut d'exploitation reflète l'intégration de Meridian Bank et d'Egyptian American Bank (devenue Crédit Agricole Egypt début septembre, après la fusion avec Calyon Bank Egypt)
- ✓ Progression continue des contributions des sociétés mises en équivalence, en particulier celle de Banca Intesa (+ 21,7 %) à 234 m €

En m €	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1
<b>Produit net bancaire</b>	130	+46,3 %	+40,3 %	222	+46,3 %
Charges d'exploitation	(100)	+31,3 %	+29,1 %	(177)	+37,9 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	30	X 2,4	+98,7 %	45	+93,5 %
Coût du risque	(18)	+67,6 %	X 4,3	(22)	+72,2 %
Sociétés mises en équivalence	140	+30,0 %	+16,6 %	260	+12,8 %
<b>Résultat avant impôts</b>	152	+35,1 %	+16,2 %	283	+17,4 %
Impôts	1	n.s.	n.s.	(2)	n.s.
<b>Résultat net part du Groupe</b>	142	+29,5 %	+16,9 %	282	+14,5 %
Coefficient d'exploitation	77,1 %	(5,3 pts)	(5,3 pts)	79,9 %	(4,9 pts)
Fonds propres alloués (M€)				2,8	
ROE				22,4 %	

\* Quote-part (25 %) et hors compte propre et divers



34

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Banque de détail à l'international

## Emporiki Bank : une étape majeure dans l'Europe du Sud

4<sup>ème</sup> banque grecque

- 376 agences et 7 657 collaborateurs
- Dans un pays en forte croissance où le secteur bancaire connaît un phénomène de rattrapage par rapport au niveau moyen européen
- Des projets de développement ambitieux sur ces marchés avec le soutien et l'expertise du groupe Crédit Agricole
- Un renforcement significatif de la force de vente dans les deux prochaines années
- Une plate-forme de développement dans les Balkans avec déjà une présence en Roumanie, en Bulgarie et en Albanie

36

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006
 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## Gestion pour compte propre et divers

## Résultats du pôle

	En m €	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1
✓ Sensible amélioration de la contribution du pôle	<b>Produit net bancaire</b>	41	X 5,3	n.s.	(13)	(81,8 %)
	Charges d'exploitation	(200)	(9,2 %)	+ 11,9 %	(380)	(7,6 %)
	<b>Résultat brut d'exploitation*</b>	(159)	(25,2 %)	(31,7 %)	(393)	(18,7 %)
✓ Amélioration du PNB due aux résultats de la gestion financière et aux bonnes performances des activités de Private Equity (PNB de 96 m € sur le semestre)	Coût du risque	10	n.s.	(10,1 %)	24	n.s.
	Sociétés mises en équivalence	1	n.s.	n.s.	73	n.s.
	Résultat net sur autres actifs	43	n.s.	n.s.	61	X 3,5
	<b>Résultat avant impôts</b>	(105)	(58,6 %)	(21,1 %)	(235)	(57,0 %)
✓ Contribution très élevée d'Eurazeo (+ 70 m €) dans le résultat des sociétés mises en équivalence	Impôts	46	(46,6 %)	(30,3 %)	112	(52,3 %)
	<b>Résultat net part du Groupe</b>	(109)	(51,1 %)	(10,6 %)	(226)	(45,3 %)

\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement

36

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006
 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## Sommaire

### Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

### Plan de développement du groupe Crédit Agricole S.A.

#### Présentation des résultats des pôles

- Banque de proximité en France – Caisses régionales
- Banque de proximité en France – LCL
- Services financiers spécialisés
- Gestion d'actifs, assurances et banque privée
- Banque de financement et d'investissement
- Banque de détail à l'international
- Gestion pour compte propre et divers

#### Structure financière

#### Données clés du groupe Crédit Agricole

#### Annexes



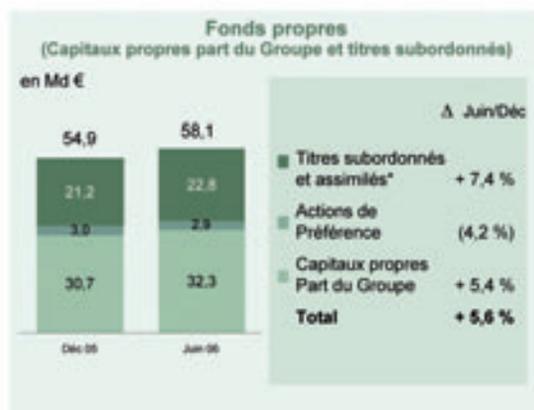
37

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Structure financière

### Crédit Agricole S.A. : une structure financière solide

- ✓ Hausse des fonds propres qui bénéficie aux ratios de solvabilité
- ✓ L'impact estimé de l'acquisition d'Emporiki Bank sur les ratios est de - 1,1 %



\* Dont 1,9 milliard d'euros de titres super subordonnés



38

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Sommaire

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

## Plan de développement du groupe Crédit Agricole S.A.

## Présentation des résultats des pôles

- Banque de proximité en France – Caisses régionales
- Banque de proximité en France – LCL
- Services financiers spécialisés
- Gestion d'actifs, assurances et banque privée
- Banque de financement et d'investissement
- Banque de détail à l'international
- Gestion pour compte propre et divers

## Structure financière

## Données clés du groupe Crédit Agricole

## Annexes



38

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Données clés du groupe Crédit Agricole

## Compte de résultat consolidé

en m €	S1-06	S1-05	Δ S1/05
<b>Produit net bancaire</b>	<b>14 558</b>	<b>12 637</b>	<b>+ 15,2 %</b>
Charges d'exploitation	(8 749)	(8 029)	+ 9,0 %
<b>Résultat brut d'exploitation*</b>	<b>5 809</b>	<b>4 608</b>	<b>+ 26,1 %</b>
Coût du risque	(914)	(593)	+ 54,1 %
Sociétés mises en équivalence	456	291	+ 56,7 %
Résultat net sur autres actifs	59	19	n.s.
Coûts liés au rapprochement		(144)	n.s.
Impôts	(1 708)	(1 293)	+ 32,1 %
<b>Résultat net</b>	<b>3 702</b>	<b>2 838</b>	<b>+ 28,2 %</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>3 531</b>	<b>2 726</b>	<b>+ 29,5 %</b>

\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement



40

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Données clés du groupe Crédit Agricole

### Fonds propres consolidés

en Md €	Déc 05	Juin 06
Capitaux propres part du Groupe	51,2	54,2
Actions de préférence	3,0	3,0
Titres subordonnés	20,1	21,6
Total des risques pondérés	480,5	495,7
Ratio International de Solvabilité	10,1 %	10,4 %
Ratio Tier 1	7,9 %	8,3 %

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006

Annexes



### Sommaire

- ✓ Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.  
Compte de résultat détaillé par pôle
- ✓ Evolution des fonds propres consolidés
- ✓ Allocation des fonds propres
- ✓ Evolution du risque
- ✓ Données complémentaires sur les pôles
  - Banque de proximité en France – Caisses régionales
  - Banque de proximité en France – LCL
  - Services financiers spécialisés
  - Gestion d'actifs, assurances et banque privée
  - Banque de financement et d'investissement
  - Gestion pour compte propre et divers
- ✓ Bilan consolidé au 30 juin 2006



## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

### Compte de résultat consolidé détaillé

en m €	Banque de proximité en France – Caisses régionales		Banque de proximité en France – LCL		Services Financiers Spécialisés		Gestion d'actifs, assurances et banque privée		Banque de financement et d'investissement		Banque de détail à l'international		Gestion pour compte propre et divers		Groupe	
	S1-05	S1-06	S1-05	S1-06	S1-05	S1-06	S1-05	S1-06	S1-05	S1-06	S1-05	S1-06	S1-05	S1-06	S1-05	S1-06
<b>Produit net bancaire</b>	-	-	<b>1 737</b>	<b>1 860</b>	<b>1 197</b>	<b>1 309</b>	<b>1 529</b>	<b>1 900</b>	<b>2 152</b>	<b>2 889</b>	<b>552</b>	<b>222</b>	<b>(72)</b>	<b>(13)</b>	<b>6 684</b>	<b>8 166</b>
Charges d'exploitation	-	-	(1 240)	(1 248)	(632)	(685)	(588)	(819)	(1 302)	(1 683)	(129)	(177)	(412)	(380)	(4 403)	(4 989)
<b>Résultat brut d'exploitation*</b>	-	-	<b>497</b>	<b>614</b>	<b>565</b>	<b>624</b>	<b>941</b>	<b>1 081</b>	<b>790</b>	<b>1 206</b>	<b>23</b>	<b>45</b>	<b>(484)</b>	<b>(393)</b>	<b>2 281</b>	<b>3 177</b>
Coût du risque	-	-	(72)	(71)	(183)	(212)	4	1	24	(15)	(13)	(22)	(21)	24	(261)	(255)
Sociétés mises en équivalence	444	424	-	-	2	3	13	37	52	91	230	260	(4)	73	738	888
Résultat net sur autres actifs	-	-	-	-	-	-	(2)	(2)	3	(4)	-	-	18	61	19	55
Coûts liés au rapprochement	-	-	-	-	(18)	-	(30)	-	(40)	-	-	-	(55)	-	(144)	-
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>444</b>	<b>424</b>	<b>425</b>	<b>543</b>	<b>366</b>	<b>415</b>	<b>826</b>	<b>1 117</b>	<b>829</b>	<b>1 278</b>	<b>240</b>	<b>283</b>	<b>(546)</b>	<b>(235)</b>	<b>2 583</b>	<b>3 825</b>
Impôts**	(71)	(87)	(128)	(163)	(123)	(141)	(262)	(306)	(192)	(321)	-	(2)	234	112	(541)	(508)
<b>Résultat net</b>	<b>373</b>	<b>337</b>	<b>297</b>	<b>380</b>	<b>243</b>	<b>274</b>	<b>564</b>	<b>761</b>	<b>627</b>	<b>957</b>	<b>240</b>	<b>281</b>	<b>(312)</b>	<b>(123)</b>	<b>2 042</b>	<b>2 866</b>
Intérêts minoritaires	-	-	(8)	(15)	(13)	(15)	(8)	(12)	(34)	(34)	(11)	(18)	(107)	(103)	(177)	(197)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>373</b>	<b>337</b>	<b>289</b>	<b>365</b>	<b>230</b>	<b>259</b>	<b>556</b>	<b>748</b>	<b>603</b>	<b>923</b>	<b>229</b>	<b>262</b>	<b>(419)</b>	<b>(226)</b>	<b>1 865</b>	<b>2 669</b>

\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement

\*\* La répartition entre pôles de la charge d'impôt est en partie faite sur base conventionnelle compte tenu des réorganisations survenues au cours de l'exercice et des pratiques antérieures des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Lyonnais

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

45

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

### Compte de résultat consolidé détaillé

en m €	Banque de proximité en France – Caisses régionales		Banque de proximité en France – LCL		Services Financiers Spécialisés		Gestion d'actifs, assurances et banque privée		Banque de financement et d'investissement		Banque de détail à l'international		Gestion pour compte propre et divers		Groupe	
	T2-05	T2-06	T2-05	T2-06	T2-05	T2-06	T2-05	T2-06	T2-05	T2-06	T2-05	T2-06	T2-05	T2-06	T2-05	T2-06
<b>Produit net bancaire</b>	-	-	<b>900</b>	<b>929</b>	<b>594</b>	<b>664</b>	<b>751</b>	<b>921</b>	<b>1 119</b>	<b>1 495</b>	<b>88</b>	<b>130</b>	<b>8</b>	<b>41</b>	<b>2 461</b>	<b>4 171</b>
Charges d'exploitation	-	-	(513)	(504)	(308)	(341)	(350)	(388)	(684)	(863)	(78)	(100)	(221)	(200)	(2 254)	(2 496)
<b>Résultat brut d'exploitation*</b>	-	-	<b>387</b>	<b>316</b>	<b>286</b>	<b>323</b>	<b>401</b>	<b>533</b>	<b>435</b>	<b>632</b>	<b>12</b>	<b>30</b>	<b>(213)</b>	<b>(159)</b>	<b>1 207</b>	<b>1 675</b>
Coût du risque	-	-	(31)	(35)	(85)	(110)	4	-	10	(15)	(50)	(18)	(10)	(123)	(168)	
Sociétés mises en équivalence	208	115	-	-	0	2	4	28	30	41	507	140	1	1	350	327
Résultat net sur autres actifs	-	-	-	-	-	-	(1)	(2)	(1)	(4)	3	-	13	43	14	37
Coûts liés au rapprochement	-	-	-	-	(15)	-	(19)	-	(20)	-	-	-	(41)	-	(95)	-
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>208</b>	<b>115</b>	<b>256</b>	<b>281</b>	<b>185</b>	<b>215</b>	<b>389</b>	<b>558</b>	<b>454</b>	<b>654</b>	<b>112</b>	<b>152</b>	<b>(258)</b>	<b>(155)</b>	<b>1 363</b>	<b>1 871</b>
Impôts**	(15)	(28)	(77)	(84)	(87)	(74)	(107)	(175)	(108)	(178)	1	1	86	46	(283)	(488)
<b>Résultat net</b>	<b>193</b>	<b>89</b>	<b>179</b>	<b>197</b>	<b>118</b>	<b>141</b>	<b>282</b>	<b>384</b>	<b>346</b>	<b>476</b>	<b>113</b>	<b>153</b>	<b>(164)</b>	<b>(89)</b>	<b>1 079</b>	<b>1 383</b>
Intérêts minoritaires	-	-	(5)	(7)	(8)	(8)	(3)	(7)	(30)	(16)	(4)	(11)	(50)	(50)	(110)	(96)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>193</b>	<b>89</b>	<b>174</b>	<b>190</b>	<b>112</b>	<b>133</b>	<b>279</b>	<b>377</b>	<b>316</b>	<b>460</b>	<b>109</b>	<b>142</b>	<b>(219)</b>	<b>(109)</b>	<b>969</b>	<b>1 284</b>

\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement

\*\* La répartition entre pôles de la charge d'impôt est en partie faite sur base conventionnelle compte tenu des réorganisations survenues au cours de l'exercice et des pratiques antérieures des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Lyonnais

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

46

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

## Compte de résultat consolidé trimestriel

en m €	Banque de proximité en France - Caisses Régionales										Banque de proximité en France - LCL									
	T1-04	T2-04	T3-04	T4-04	T1-05	T2-05	T3-05	T4-05	T1-06	T2-06	T1-04*	T2-04*	T3-04*	T4-04	T1-05	T2-05	T3-05	T4-05	T1-06	T2-06
Produit net bancaire	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	827	868	834	867	837	900	854	910	939	920
Charges d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(630)	(610)	(608)	(629)	(627)	(613)	(612)	(635)	(641)	(604)
Résultat brut d'exploitation	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	197	258	226	238	210	287	242	275	298	316
Coût du risque	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	(44)	(36)	(34)	(36)	(41)	(31)	(18)	(30)	(30)	(35)
Sociétés mises en équivalence	219	156	154	174	236	208	209	200	310	115	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net sur autres actifs	-	-	-	(3)	-	-	+	+	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coûts liés au rapprochement	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts	219	156	154	171	236	208	209	200	310	115	154	222	192	182	169	256	224	215	262	281
Impôts	(49)	(11)	-	-	(56)	(15)	(4)	-	(62)	(26)	(47)	(58)	(55)	(64)	(51)	(77)	(67)	(65)	(79)	(64)
Résultat net	170	145	154	171	180	193	205	200	248	89	107	164	137	118	118	179	157	150	183	117

\* A périmètre et conventions comparables



47

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

## Compte de résultat consolidé trimestriel

en m €	Services financiers spécialisés										Gestion d'actifs, assurances et banque privée									
	T1-04	T2-04	T3-04	T4-04	T1-05	T2-05	T3-05	T4-05	T1-06	T2-06	T1-04*	T2-04*	T3-04*	T4-04	T1-05	T2-05	T3-05	T4-05	T1-06	T2-06
Produit net bancaire	540	590	552	577	603	594	601	669	645	664	682	701	671	694	777	751	817	908	979	921
Charges d'exploitation	(289)	(303)	(294)	(330)	(324)	(308)	(317)	(342)	(344)	(341)	(321)	(340)	(353)	(341)	(338)	(350)	(342)	(434)	(431)	(388)
Résultat brut d'exploitation**	251	287	258	247	279	286	284	327	301	323	361	361	318	353	439	401	474	553	548	533
Coût du risque	(102)	(87)	(82)	(101)	(97)	(95)	(96)	(119)	(102)	(110)	(1)	(10)	7	(4)	-	4	4	11	1	-
Sociétés mises en équivalence	-	(3)	(1)	1	1	-	1	2	1	2	2	2	-	10	10	4	8	7	9	28
Résultat net sur autres actifs	(6)	-	+	(18)	+	+	(63)	-	-	-	-	-	-	(8)	-	(1)	-	(4)	-	(2)
Coûts liés au rapprochement	(2)	(6)	(2)	(7)	(2)	(16)	(3)	(4)	-	-	(6)	(18)	(14)	(17)	(12)	(19)	2	(4)	-	-
Résultat avant impôts	141	191	174	122	181	185	183	206	200	215	356	337	310	333	437	389	488	563	558	559
Impôts	(58)	(59)	(49)	(57)	(57)	(67)	(58)	(96)	(67)	(74)	(116)	(113)	(102)	(82)	(155)	(107)	(175)	(198)	(181)	(175)
Résultat net	83	132	125	65	124	118	125	110	133	141	240	224	208	251	282	282	313	365	377	384

\* A périmètre et conventions comparables

\*\* En 2004 et 2005, avant coûts liés au rapprochement



48

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

### Compte de résultat consolidé trimestriel

en m €	Banque de financement et d'investissement									
	T1-04*	T2-04*	T3-04*	T4-04	T1-05	T2-05	T3-05	T4-05	T1-06	T2-06
	<b>Produit net bancaire</b>	985	954	824	952	1 033	1 119	1 107	1 197	1 394
Charges d'exploitation	(700)	(675)	(589)	(668)	(678)	(664)	(691)	(760)	(820)	(863)
<b>Résultat brut d'exploitation**</b>	<b>285</b>	<b>279</b>	<b>235</b>	<b>284</b>	<b>355</b>	<b>435</b>	<b>416</b>	<b>437</b>	<b>574</b>	<b>632</b>
Coût du risque	(39)	49	14	22	14	10	(8)	(19)	-	(15)
Sociétés mises en équivalence	17	19	22	16	22	30	34	34	50	41
Résultat net sur autres actifs	2	(24)	1	(4)	4	(1)	14	(3)	-	(4)
Coûts liés au rapprochement	(8)	(98)	(23)	(110)	(20)	(20)	(18)	(19)		
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>289</b>	<b>252</b>	<b>249</b>	<b>188</b>	<b>375</b>	<b>454</b>	<b>438</b>	<b>430</b>	<b>624</b>	<b>654</b>
Impôts	(60)	(59)	(59)	(49)	(87)	(106)	(90)	(97)	(146)	(176)
<b>Résultat net</b>	<b>199</b>	<b>193</b>	<b>190</b>	<b>139</b>	<b>288</b>	<b>348</b>	<b>348</b>	<b>333</b>	<b>479</b>	<b>478</b>

\* A périmètre et conventions comparables  
\*\* En 2004 et 2005, avant coûts liés au rapprochement



48

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

### Compte de résultat consolidé trimestriel

en m €	Banque de financement										Banque d'investissement									
	T1-04*	T2-04*	T3-04*	T4-04	T1-05	T2-05	T3-05	T4-05	T1-06	T2-06	T1-04*	T2-04*	T3-04*	T4-04	T1-05	T2-05	T3-05	T4-05	T1-06	T2-06
	<b>Produit net bancaire</b>	429	454	396	389	423	501	464	485	484	602	565	500	428	563	610	618	643	712	910
Charges d'exploitation	(248)	(224)	(195)	(215)	(202)	(218)	(202)	(202)	(208)	(217)	(451)	(451)	(364)	(473)	(476)	(475)	(489)	(558)	(611)	(640)
<b>Résultat brut d'exploitation**</b>	<b>171</b>	<b>230</b>	<b>201</b>	<b>174</b>	<b>221</b>	<b>291</b>	<b>262</b>	<b>283</b>	<b>275</b>	<b>385</b>	<b>114</b>	<b>49</b>	<b>34</b>	<b>90</b>	<b>134</b>	<b>143</b>	<b>154</b>	<b>154</b>	<b>299</b>	<b>247</b>
Coût du risque	(37)	52	(5)	36	13	15	(8)	(18)	-	(16)	(2)	(6)	19	(14)	1	(5)	-	(1)	-	1
Sociétés mises en équivalence	17	19	21	17	22	30	33	35	49	42	-	-	1	(1)	-	-	1	(1)	1	(1)
Résultat net sur autres actifs	2	(21)	-	(2)	-	1	-	(7)	-	-	-	(3)	1	(2)	4	(2)	14	4	-	(4)
Coûts liés au rapprochement	(2)	(42)	(20)	(2)	(6)	(5)	(5)	(5)			(4)	(26)	(3)	(108)	(14)	(15)	(13)	(14)		
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>151</b>	<b>238</b>	<b>197</b>	<b>223</b>	<b>250</b>	<b>332</b>	<b>282</b>	<b>288</b>	<b>334</b>	<b>411</b>	<b>108</b>	<b>14</b>	<b>52</b>	<b>(36)</b>	<b>125</b>	<b>121</b>	<b>156</b>	<b>142</b>	<b>300</b>	<b>243</b>
Impôts	(42)	(51)	(46)	(51)	(56)	(73)	(58)	(58)	(70)	(106)	(17)	(6)	(13)	2	(31)	(33)	(32)	(36)	(75)	(71)
<b>Résultat net</b>	<b>109</b>	<b>187</b>	<b>152</b>	<b>172</b>	<b>194</b>	<b>259</b>	<b>224</b>	<b>229</b>	<b>254</b>	<b>305</b>	<b>91</b>	<b>8</b>	<b>39</b>	<b>(33)</b>	<b>94</b>	<b>88</b>	<b>124</b>	<b>104</b>	<b>225</b>	<b>172</b>

\* A périmètre et conventions comparables  
\*\* En 2004 et 2005, avant coûts liés au rapprochement



48

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

## Compte de résultat consolidé trimestriel

en m €	Banque de détail à l'international										Gestion pour compte propre & divers									
	T1-04*	T2-04*	T3-04*	T4-04	T1-05	T2-05	T3-05	T4-05	T1-06	T2-06	T1-04*	T2-04*	T3-04*	T4-04	T1-05	T2-05	T3-05	T4-05	T1-06	T2-06
Produit net bancaire	69	75	54	77	63	88	76	90	92	130	(158)	140	(77)	(193)	(80)	8	(137)	(171)	(54)	41
Charges d'exploitation	(55)	(58)	(37)	(88)	(53)	(78)	(67)	(71)	(77)	(100)	(138)	(154)	(198)	(170)	(190)	(221)	(199)	(232)	(178)	(200)
Résultat brut d'exploitation**	14	17	17	8	10	12	9	19	15	30	(294)	(14)	(278)	(363)	(270)	(213)	(336)	(483)	(233)	(159)
Coût du risque	(7)	(4)	2	(13)	(2)	(10)	(1)	(20)	(4)	(18)	(14)	(11)	(18)	(5)	(11)	(10)	(59)	2	13	10
Sociétés mises en équivalence	85	86	73	103	123	107	114	108	120	140	6	(9)	6	2	(4)	1	35	-	71	1
Résultat net sur autres actifs	-	-	-	(3)	(3)	3	-	-	-	-	(1)	-	81	(34)	4	13	90	3	18	43
Coûts liés au rapprochement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(27)	(33)	(88)	(145)	(15)	(40)	(9)	(20)	-	-
Résultat avant impôts	92	99	92	95	128	112	122	107	131	152	(332)	(87)	(273)	(545)	(296)	(250)	(279)	(418)	(131)	(108)
Impôts	(2)	(3)	(2)	(7)	(1)	1	(1)	(6)	(3)	1	159	(15)	51	221	148	86	201	225	66	46
Résultat net	90	96	90	88	127	113	121	101	128	153	(173)	(82)	(222)	(324)	(148)	(164)	(78)	(193)	(65)	(62)

\* A périmètre et conventions comparables

\*\* En 2004 et 2005, avant coûts liés au rapprochement


 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

51

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

## Compte de résultat consolidé trimestriel

en m €	Groupe									
	T1-04	T2-04	T3-04	T4-04	T1-05	T2-05	T3-05	T4-05	T1-06	T2-06
Produit net bancaire	2 946	3 328	2 858	2 975	3 233	3 461	3 317	3 682	3 995	4 171
Charges d'exploitation	(2 133)	(2 140)	(2 079)	(2 227)	(2 209)	(2 254)	(2 229)	(2 474)	(2 493)	(2 496)
Résultat brut d'exploitation*	813	1 188	779	748	1 024	1 207	1 088	1 208	1 502	1 675
Coût du risque	(207)	(102)	(109)	(157)	(138)	(123)	(177)	(205)	(127)	(168)
Sociétés mises en équivalence	329	251	264	306	388	350	402	350	561	327
Résultat net sur autres actifs	(5)	(24)	82	(71)	5	14	21	(4)	18	37
Coûts liés au rapprochement	(41)	(123)	(108)	(280)	(49)	(95)	(28)	(47)	-	-
Résultat avant impôts	889	1 190	928	545	1 230	1 353	1 306	1 302	1 954	1 871
Impôts	(173)	(329)	(215)	(37)	(258)	(283)	(195)	(206)	(471)	(488)
Résultat net	716	861	713	508	972	1 070	1 111	1 096	1 483	1 383

\* En 2004 et 2005, avant coûts liés au rapprochement


 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

52

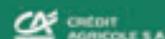
Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Evolution des fonds propres consolidés

### Ratio International de Solvabilité

en Md €	Juin 05	Déc 05	Juin 06
Risques de crédit	217,6	224,7	235,5
Risques de marchés*	18,3	23,8	15,7
<b>Total des risques pondérés</b>	<b>235,9</b>	<b>248,5</b>	<b>251,2</b>
Tier 1	18,9	20,7	22,3
Tier 2	15,2	16,5	17,9
Tier 3	1,1	0,7	0,9
Déductions	15,8	16,8	17,2
<b>Total des fonds propres nets</b>	<b>19,4</b>	<b>21,1</b>	<b>23,9</b>
Ratio de solvabilité Tier 1	7,8 %	8,2 %	8,9 %
Ratio de solvabilité global	8,2 %	8,5 %	9,5 %

\* A compter du 30 Juin 2006, utilisation du modèle interne pour l'appréciation des risques de marchés



53

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Evolution des fonds propres consolidés

### Répartition du capital et détermination du résultat net par action

Répartition du capital :	Juin 2005	Déc 2005	Juin 2006	%
SAS Rue la Boétie	817 341 575	819 541 855	819 541 855	54,73 %
Titres d'auto-contrôle*	26 776 714	26 312 207	24 724 849	1,85 %
Employés (FCPE, PEE)	68 057 250	87 223 339	89 018 905	5,95 %
Public	561 348 898	564 244 900	564 036 692	37,67 %
<b>Total des titres émis</b>	<b>1 473 522 437</b>	<b>1 497 322 301</b>	<b>1 497 322 301</b>	<b>100 %</b>
	Comptes consolidés	Comptes consolidés	Comptes consolidés	
Nombre moyen de titres retenu pour la détermination du résultat net par titre	1 444 219 902	1 450 806 810	1 466 942 592	
Résultat net - part du Groupe	1 865 m €	3 891 m €	2 669 m €	
<b>Résultat net annualisé par action</b>	<b>2,58 €</b>	<b>2,68 €</b>	<b>3,64 €</b>	

\* Actions détenues directement dans le cadre des programmes de rachat placées au bilan de Crédit Agricole S.A. en couverture des options attribuées



54

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Evolution des fonds propres consolidés

## Capitaux propres et dettes subordonnées

en m €	Part du Groupe	Part des Minoritaires	Total	Dettes subordonnées
31 décembre 2005	30 682	4 226	34 908	21 248
Dividendes versés en 2006	(1 382)	(313)	(1 695)	
Variation des réserves de conversion	(193)	(149)	(342)	
Résultats du 1 <sup>er</sup> semestre 2006	2 669	197	2 866	
Autres	562	220	782	
30 juin 2006	32 338	4 181	36 519	22 813

36

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## Allocation des fonds propres

## Fonds propres alloués aux métiers

en Md €	Jun 05	(%)	Déc 05	(%)	Jun 06	(%)
<b>Banque de proximité en France</b>	5,8	24,2 %	6,0	23,6 %	6,3	23,9 %
Caisses régionales	3,4		3,6		3,7	
LCL	2,4		2,4		2,6	
<b>Services financiers spécialisés</b>	2,1	8,9 %	2,3	9,1 %	2,4	9,0 %
Gestion d'actifs, assurances, banque privée	5,8	24,5 %	6,3	25,0 %	6,8	25,7 %
<b>Banque de financement et d'investissement</b>	7,7	32,5 %	8,2	32,1 %	8,4	31,7 %
dont banque de marchés et d'investissement	2,6		2,5		2,5	
dont banque de financement	5,1		5,7		5,9	
<b>Banque de détail à l'international</b>	2,4	9,9 %	2,6	10,2 %	2,6	9,7 %

36

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## Allocation des fonds propres

### Hausse de la rentabilité des métiers

	Fonds propres alloués			ROE S1-06 (%)
	S1-06		S1-05 (%)	
	(Mds €)	(%)		
Banque de proximité en France – Caisses régionales	3,7	14,0	14,2	16,7
Banque de proximité en France – LCL	2,6	9,9	10,0	29,1
Services financiers spécialisés	2,4	9,0	8,9	22,8
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	6,8	25,7	24,5	22,5
Banque de financement et d'investissement	8,4	31,7	32,5	23,0
Banque de détail à l'international	2,6	9,7	9,9	22,4
<b>Total des métiers</b>	<b>26,5</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>22,5</b>
<b>Groupe</b>				<b>19,0</b>

57

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## Allocation des fonds propres

### Risques pondérés retenus pour l'allocation

en Md €	Juin 05	Déc 05	Juin 06
<b>Banque de proximité en France</b>	<b>93,3</b>	<b>97,9</b>	<b>103,3</b>
- Caisses régionales (25 %)	53,8	57,1	59,8
- LCL	39,5	40,8	43,5
<b>Services financiers spécialisés</b>	<b>35,8</b>	<b>38,2</b>	<b>39,2</b>
<b>Gestion d'actifs, assurances, banque privée</b>	<b>13,1</b>	<b>15,3</b>	<b>16,2</b>
<b>Banque de financement et d'investissement</b>	<b>125,3</b>	<b>132,0</b>	<b>135,2</b>
<b>Banque de détail à l'international</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	<b>3,7</b>

58

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## Evolution du risque

## Evolution des encours du risque de crédit\*

Crédit Agricole S.A.		
en m €	Déc 05	Juin 06
Encours bruts de créances clientèle et établissements de crédit	247 889	268 749
Créances douteuses	7 733	7 698
Provisions constituées**	6 680	6 488
Taux des créances douteuses sur encours bruts	3,1 %	2,9 %
Taux de couverture des créances douteuses**	86,4 %	84,3 %
Taux de couverture des créances douteuses hors provisions collectives	65,9 %	61,4 %

Caisses régionales (données sociales cumulées)		
en m €	Déc 05***	Juin 06***
Encours bruts de créances clientèle	265 035	278 191
Créances douteuses	6 625	6 937
Provisions constituées**	6 430	6 772
Taux des créances douteuses sur encours bruts	2,5 %	2,5 %
Taux de couverture des créances douteuses**	97,1 %	97,6 %
Taux de couverture des créances douteuses hors provisions collectives	68,2 %	68,2 %

\* En principal et non compris les opérations de crédit-bail  
 \*\* Y compris provisions collectives  
 \*\*\* Normes françaises



38

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Evolution du risque

## Exposition aux risques de marché

➤ VAR (99% - 1 jour) au 30 juin 2006 : 22 m € pour le groupe Crédit Agricole S.A., dont 16 m € sur le seul périmètre Calyon

## Evolution de l'exposition aux risques des activités de marché de Crédit Agricole S.A.

en m €	VAR (99% - 1 jour) 31 décembre 2005 au 30 juin 2006				31 décembre 2005
	Minimum	Maximum	Moyenne	30 juin 2006	
Trésorerie	4	6	5	5	4
Change et commodities	5	8	7	7	5
Dérivés de taux	6	14	9	6	10
Crédits et liquid bonds	7	10	8	10	8
Crédits structurés	2	6	4	2	4
Actions	6	10	8	10	9
<b>VaR du groupe Crédit Agricole S.A.</b>	<b>16</b>	<b>30</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>34</b>

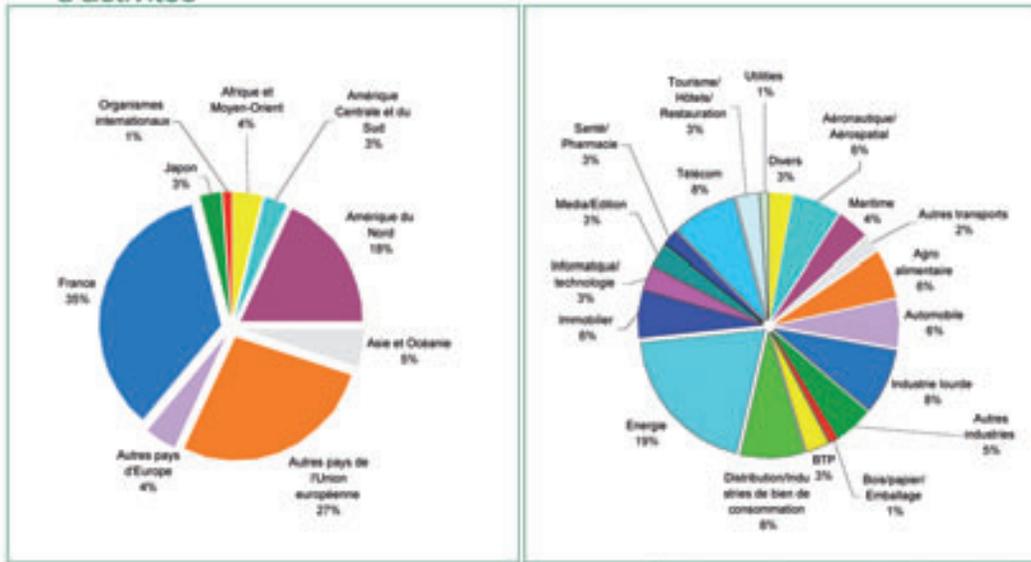


39

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Evolution du risque

### Répartition des risques par zone géographique et par secteur d'activités



81

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

CA CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## Banque de proximité en France – Caisses régionales



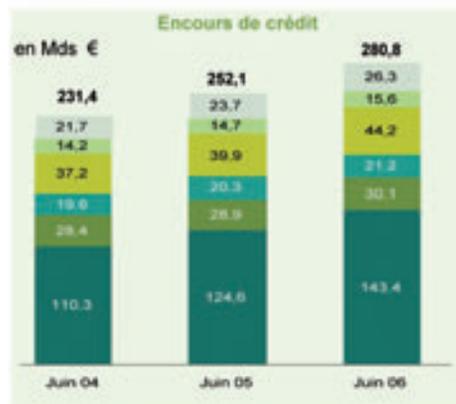
	Δ Juin/juin
Total	+ 5,6 %
Titres	+ 3,2 %
OPCVM et SCPI	+ 9,8 %
Assurance vie	+ 13,6 %
CAT, PEP (y compris Bons)	( 1,4 %)
Epargne-logement	( 4,7 %)
Livrets	+ 8,5 %
Dépôts à vue	+ 5,8 %

82

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

CA CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## Banque de proximité en France – Caisses régionales

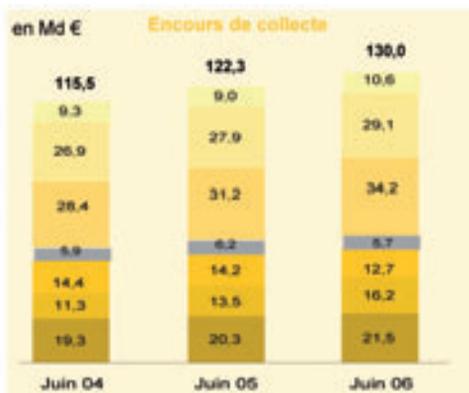


	Δ Juin/Juin
Total	+ 11,4 %
Collectivités locales	+ 10,8 %
Consommation	+ 5,8 %
Entreprises	+ 11,0 %
Professionnels	+ 4,2 %
Agriculture	+ 4,3 %
Habitat	+ 15,1 %

63

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Banque de proximité en France – LCL



	Δ Juin/Juin
Total	+ 6,2 %
Titres	+ 18,1 %
OPCVM	+ 3,9 %
Assurance vie	+ 9,7 %
CAT, PEP	(8,4 %)
Epargne logement	(11,1 %)
Livrets	+ 20,2 %
Dépôts à vue	+ 6,1 %

64

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Banque de proximité en France – LCL

en Md € Encours de crédit



Δ Juin/Juin

Total	+ 16,2 %
PME	+ 7,8 %
Professionnels	+ 9,5 %
Consommation	+ 4,8 %
Habitat	+ 23,7 %

65

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

CA CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## Services financiers spécialisés

### Données clés du crédit à la consommation

en m €	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1
Produit net bancaire	552	+ 14,5 %	+ 2,9 %	1 088	+ 12,0 %
Charges d'exploitation	(263)	+ 10,5 %	(0,1 %)	(526)	+ 8,7 %
Résultat brut d'exploitation*	289	+ 18,5 %	+ 5,8 %	562	+ 15,3 %
Coût du risque	(97)	+ 21,4 %	+ 0,8 %	(194)	+ 14,3 %
Résultat d'exploitation*	192	+ 17,0 %	+ 8,6 %	368	+ 15,8 %
Sociétés mises en équivalence	2	X 3,2	+ 58,3 %	3	+ 47,6 %
Résultat avant impôts	194	+ 21,2 %	+ 8,9 %	371	+ 17,6 %
Impôts	(66)	+ 17,7 %	+ 10,8 %	(125)	+ 19,5 %
Résultat net	128	+ 23,8 %	+ 7,9 %	246	+ 16,6 %

\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement

66

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

CA CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## Services financiers spécialisés

## Données clés du crédit-bail

en m €	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1
Produit net bancaire	63	(2,0 %)	+ 2,5 %	124	(5,6 %)
Charges d'exploitation	(43)	+ 7,5 %	(2,9 %)	(87)	+ 6,2 %
Résultat brut d'exploitation*	20	(17,8 %)	+ 16,4 %	37	(25,1 %)
Coût du risque	(6)	X 2,3	+ 3,6 %	(11)	(0,9 %)
Résultat avant impôts	14	(19,8 %)	+ 22,4 %	26	(19,9 %)
Impôts	(5)	(48,5 %)	+ 39,5 %	(9)	(34,1 %)
Résultat net	9	+ 20,3 %	+ 14,1 %	17	(9,2 %)

\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement

67

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

 CRÉDIT  
AGRICOLE S.A.

## Services financiers spécialisés

## Données clés de l'affacturage

en m €	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1
Produit net bancaire	50	+ 2,9 %	+ 3,1 %	98	+ 3,3 %
Charges d'exploitation	(32)	+ 0,3 %	(7,1 %)	(66)	+ 5,1 %
Résultat brut d'exploitation*	18	+ 7,8 %	+ 27,9 %	32	(6,3 %)
Coût du risque	(8)	X 2,6	n.s.	(8)	X 3,3
Résultat avant impôts	10	+ 56,3 %	(29,1 %)	24	+ 11,1 %
Impôts	(5)	n.s.	(2,1 %)	(9)	+ 47,8 %
Résultat net	5	(12,9 %)	(42,6 %)	15	(3,9 %)

\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement

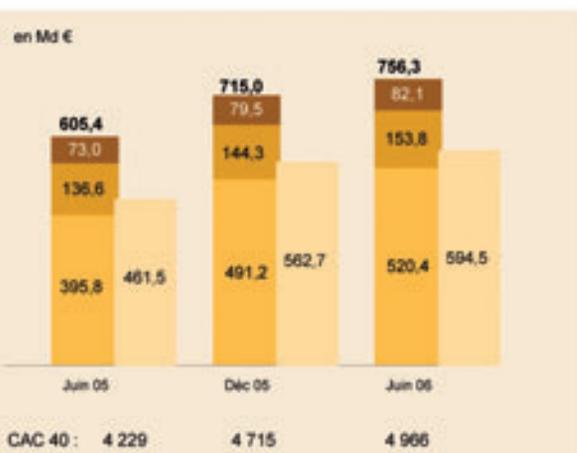
68

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

 CRÉDIT  
AGRICOLE S.A.

## Gestion d'actifs, assurances et banque privée

### Evolution des encours gérés (hors double comptes)



Total encours gérés : + 28,8 % + 15,2 %*		
Banque privée + 12,4 % + 9,5 %*	Assurance vie + 12,7 % + 12,7 %*	Gestion d'actifs + 31,5 % + 16,1 %*

\* A périmètre et méthode inchangés

CA CRÉDIT AGRICOLE S.A.

68

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Gestion d'actifs, assurances et banque privée

### Données clés de la gestion d'actifs

en m €	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>441</b>	<b>+ 39,0 %</b>	<b>+ 2,0 %</b>	<b>873</b>	<b>+ 36,9 %</b>
Charges d'exploitation	(206)	+ 11,7 %	(7,3 %)	(428)	+ 19,0 %
<b>Résultat brut d'exploitation*</b>	<b>235</b>	<b>+ 77,1 %</b>	<b>+ 12,1 %</b>	<b>445</b>	<b>+ 60,2 %</b>
Coût du risque	(4)	n.s.	n.s.	(4)	n.s.
Résultat net sur autres actifs	(2)	n.s.	n.s.	(2)	+ 25,0 %
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>229</b>	<b>+ 78,0 %</b>	<b>+ 9,3 %</b>	<b>439</b>	<b>+ 63,2 %</b>
Impôts	(90)	X 2,1	+ 25,5 %	(163)	+ 69,4 %
<b>Résultat net</b>	<b>139</b>	<b>+ 60,2 %</b>	<b>+ 0,8 %</b>	<b>276</b>	<b>+ 59,8 %</b>

\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement

CA CRÉDIT AGRICOLE S.A.

70

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Gestion d'actifs, assurances et banque privée

## Données clés des assurances

en m €	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>334</b>	<b>+ 7,9 %</b>	<b>(14,7 %)</b>	<b>726</b>	<b>+ 13,2 %</b>
Charges d'exploitation	(90)	+ 9,2 %	(25,8 %)	(187)	+ 34,3 %
<b>Résultat brut d'exploitation*</b>	<b>254</b>	<b>+ 7,5 %</b>	<b>(10,5 %)</b>	<b>539</b>	<b>+ 7,3 %</b>
Sociétés mises en équivalence	26	X 6,8	X 3,5	33	X 2,9
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>280</b>	<b>+ 21,7 %</b>	<b>(4,1 %)</b>	<b>572</b>	<b>+ 14,8 %</b>
Impôts	(70)	+ 22,9 %	(26,2 %)	(165)	+ 9,6 %
<b>Résultat net</b>	<b>210</b>	<b>+ 21,2 %</b>	<b>+ 6,4 %</b>	<b>407</b>	<b>+ 17,0 %</b>

\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement

71

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

 CRÉDIT  
AGRICOLE S.A.

## Gestion d'actifs, assurances et banque privée

## Données clés de la banque privée

en m €	T2-06	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-06	Δ S1/S1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>146</b>	<b>+ 17,5 %</b>	<b>(5,6 %)</b>	<b>301</b>	<b>+ 20,7 %</b>
Charges d'exploitation	(102)	+ 10,2 %	+ 1,4 %	(203)	+ 7,6 %
<b>Résultat brut d'exploitation*</b>	<b>44</b>	<b>+ 38,9 %</b>	<b>(18,6 %)</b>	<b>98</b>	<b>+ 61,7 %</b>
Coût du risque	4	n.s.	n.s.	6	n.s.
Sociétés mises en équivalence	2	X 2	X 2	3	+ 50,0 %
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>50</b>	<b>+ 69,4 %</b>	<b>(11,0 %)</b>	<b>107</b>	<b>+ 81,9 %</b>
Impôts	(14)	+ 92,0 %	(2,7 %)	(29)	+ 86,0 %
<b>Résultat net</b>	<b>36</b>	<b>+ 61,7 %</b>	<b>(13,9 %)</b>	<b>78</b>	<b>+ 80,5 %</b>

\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement

72

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

 CRÉDIT  
AGRICOLE S.A.

## Banque de financement et d'investissement

### Résultats de la banque de financement

en m €	T2-06	Δ T2/T2	S1-06	Δ S1/S1	Δ S1/S1**
<b>Produit net bancaire</b>	<b>602</b>	<b>+ 20,1 %</b>	<b>1 086</b>	<b>+ 17,5 %</b>	<b>+ 15,9 %</b>
Charges d'exploitation	(217)	+ 3,2 %	(426)	+ 3,4 %	+ 2,4 %
<b>Résultat brut d'exploitation *</b>	<b>385</b>	<b>+ 32,2 %</b>	<b>660</b>	<b>+ 28,9 %</b>	<b>+ 26,7 %</b>
Coût du risque	(16)	ns	(16)	ns	
Sociétés mises en équivalence	42	+ 40,3 %	91	+ 75,0 %	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>411</b>	<b>+ 23,7 %</b>	<b>735</b>	<b>+ 26,2 %</b>	
Impôts	(105)	+ 44,0 %	(175)	+ 35,7 %	
<b>Résultat net</b>	<b>306</b>	<b>+ 17,9 %</b>	<b>560</b>	<b>+ 23,5 %</b>	
Coefficient d'exploitation*	36,0 %	(5,9 pts)	39,2 %	(5,4 pts)	
ROE			13,1 %		

\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement  
\*\* À change comparable



73

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Banque de financement et d'investissement

### Sélection d'opérations significatives en banque de financement

#### Financements structurés

 <b>EUROPCAR</b> EUR 250 000 000 Senior debt EUR 142 000 000 High yield bond EUR 2 900 000 000 Bridge to securitisation for rental Mandated lead arranger & bookrunner Mai 2006	 <b>SECHLIENNE SIDEC</b> EUR 963 000 000 Senior debt EUR 120 000 000 subordinated debt engineering Mandated lead arranger & bookrunner Mars 2006	 <b>SECHLIENNE SIDEC</b> EUR 277 000 000 Senior debt Utilities Sole mandated lead arranger & bookrunner Février 2006	 <b>PATENTES TALGO</b> EUR 463 000 000 Senior debt Manufacturing Mandated lead arranger & bookrunner Mars 2006	 <b>AVIO</b> EUR 500 000 000 Senior debt Aerospace Mandated lead arranger & bookrunner Janvier 2006
 <b>Mitsubishi</b> USD 1 900 000 000 Project financing North South Bypass Tunnel Joint Lead Arranger & Underwriter 2006	 <b>SoftBank</b> Eur 8 500 000 000 354 day Bridge Facility Acquisition of Vodafone R.K. Mandated lead arranger Avril 2006	 <b>AERCAP</b> Acquisition Financing of <b>AeroTurbine</b> Secured by Engines and Rotables Agent & Lead Arranger Avril 2006	 <b>Rafiq Refinery and                      Petrochemical Project</b> USD 5 500 000 000 Project financing Mandated Lead Arranger Documentation Agent & Intercreditor Agent 2006	 <b>EGPC</b> US\$ 200 000 000 Project finance facility of 100% in Shari'ah Sole mandated lead arranger and documentation lead Mar 2006

#### Syndications

 <b>PETRI</b> EUR 2 500 000 000 Revolving Credit Facility Mandated lead arranger & bookrunner Facility Agent Mar 2006	 <b>Louis Delhaize</b> EUR 1 960 000 000 Term Loan & Revolving Credit Facility Sole Bookrunner Juin 2006	 <b>hannover re</b> USD 2 000 000 000 L.C. Facilities Mandated lead arranger & bookrunner Facility Agent and documentation bank Juin 2006	 <b>PORSCHER</b> (BATELIERE) EUR 1 400 000 000 Revolving Credit Facility Mandated lead arranger & bookrunner Février 2006	 <b>mtc</b> USD 4 000 000 000 Syndicated Revolving Facility Mandated lead arranger & joint bookrunner Facility Agent Juillet 2006
--	--	---	---	---



74

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Banque de financement et d'investissement

## Résultats de la banque de marchés et d'investissement

en m €	T2-05	Δ T2/T2	S1-05	Δ S1/S1	Δ S1/S1**
<b>Produit net bancaire</b>	<b>893</b>	<b>+ 44,4 %</b>	<b>1 803</b>	<b>+ 46,8 %</b>	<b>+ 44,9 %</b>
Charges d'exploitation	(646)	+ 36,1 %	(1 257)	+ 32,2 %	+ 30,8 %
<b>Résultat brut d'exploitation *</b>	<b>247</b>	<b>+ 72,0 %</b>	<b>546</b>	<b>+ 97,0 %</b>	<b>+ 93,1 %</b>
Coût du risque	1	ns	1	ns	
Sociétés mises en équivalence	(1)	ns	-	ns	
Résultat net sur autres actifs	(4)	n.s.	(4)	n.s.	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>243</b>	<b>+ 99,7 %</b>	<b>543</b>	<b>X 2,2</b>	
Impôts	(71)	X 2,2	(146)	X 2,3	
<b>Résultat net</b>	<b>172</b>	<b>+ 92,7 %</b>	<b>397</b>	<b>X 2,2</b>	
Coefficient d'exploitation*	72,4 %	(4,4 pts)	69,7 %	(7,7 pts)	
ROE			32,1 %		

\* En 2005, avant coûts liés au rapprochement  
\*\* À change comparable

CA CRÉDIT AGRICOLE S.A.

75

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Banque de financement et d'investissement

## Sélection d'opérations significatives en banque de marchés et d'investissement

## Origination Obligataire

 <b>Republic of Italy</b> EUR 4 000 000 000 2 75% due 2017 Joint bookrunner Juin 2006	 <b>Kingdom of Spain</b> EUR 6 000 000 000 4 2% due 2027 Joint bookrunner Janvier 2006	 <b>Cades</b> EUR 3 000 000 000 3,625% due 2016 Joint bookrunner Avril 2006	 <b>DaimlerChrysler</b> <b>Daimler Chrysler</b> <b>NA holding</b> EUR 1 250 000 000 4,375% due 2013 Joint bookrunner Mars 2006	 <b>General Finance BV</b> <b>Tier 1</b> EUR 1 275 000 000 Fixed Rate Pay MC 2006 GBP Fixed Rate Pay MC 2006 EUR Fixed Rate Pay MC 2010 Co-lead Manager Juin 2006
---	--	---	---	--

## Titrisations

 <b>Sunrise S.r.l.</b> EUR 1 014 000 000 ABS Consumer loan Arranger & lead manager Juin 2006	 <b>University finance trust</b> USD 368 000 000 ABS Senior bonds due 2039 Sole arranger & joint-bookrunner Juin 2006	 <b>Windsor financing LLC</b> USD 304 500 000 ABS Senior bonds due 2017 Joint-lead manager Février 2006	 <b>Taiwan life 2006-1</b> NTD 12 000 000 000 ABCP program corporate loans Sole arranger & sweep counterparty Juin 2006	 <b>Korea first mortgages no.5 Ltd</b> USD 500 000 000 RMBS residential mortgages Joint-lead manager Juin 2006
---	--	--	---	---

## Primaire action

 <b>Legrand</b> EUR 662 000 000 IPO Co-manager Juin 2006	 <b>AFPALDO</b> EUR 420 000 000 IPO Co-lead manager Avril 2006	 <b>VINCI</b> EUR 2 500 000 000 Augmentation de capital Co-lead manager Avril 2006	 <b>Euronext</b> EUR 888 000 000 Augmentation de capital Co-lead manager Mai 2006	 <b>Alcatel-Lucent</b> EUR 1 688 000 000 IPO Bookrunner Juin 2006
--	--	--	--	---

CA CRÉDIT AGRICOLE S.A.

76

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

## Gestion pour compte propre et divers

### Evolution des principaux agrégats du PNB

En m €	S1-05	S1-06
Coût de financement	(579)	(601)
Gestion financière	262	325
Activités hors métiers	81	152
Activités en réorganisation	164	111
<b>Produit net bancaire</b>	<b>(72)</b>	<b>(13)</b>

77

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## Etats financiers de Crédit Agricole S.A.

### Bilan consolidé au 31 décembre 2005 et 30 juin 2006

en Md €

Actif	31/12/05	30/06/06
Caisse, banques centrales, CCP	6,7	7,0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	344,5	403,6
Actifs financiers disponibles à la vente	144,3	163,3
Prêts et créances sur les établissements de crédit et la clientèle	446,5	477,2
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	19,8	19,0
Comptes de régularisation et actifs divers	63,8	70,2
Valeurs immobilisées	21,7	23,0
Ecart d'acquisition	14,1	14,4
<b>Total actif</b>	<b>1 061,4</b>	<b>1 177,7</b>

en Md €

Passif	31/12/05	30/06/06
Banques centrales, CCP	0,5	0,4
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	249,0	275,8
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	432,9	457,7
Dettes représentées par un titre	98,1	136,4
Comptes de régularisation et passifs divers	58,0	69,8
Provisions techniques des contrats d'assurance	162,5	174,6
Provisions pour risques et charges et dettes subordonnées	25,5	26,5
Capitaux propres part du Groupe	30,7	32,3
Intérêts minoritaires	4,2	4,2
<b>Total passif</b>	<b>1 061,4</b>	<b>1 177,7</b>

78

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006 - Septembre 2006

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## 1.2 – Rapport d'activité de Crédit Agricole S.A. sur le 1<sup>er</sup> semestre 2006

### ► Présentation des états financiers du groupe Crédit Agricole S.A.

#### Changements de principes et méthodes comptables : application du référentiel IAS/IFRS

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, les états financiers consolidés de Crédit Agricole S.A. sont établis conformément aux normes comptables internationales « International Financial Reporting Statements - IFRS » telles qu'adoptées par l'Union européenne à la date de clôture.

Le référentiel IFRS applicable pour les comptes et l'information semestriels au 30 juin 2006 comprend les normes IFRS et interprétations nouvelles de l'IFRIC d'application obligatoire au 30 juin 2006 et approuvées par l'Union européenne. Ces normes sont celles décrites dans la note 1 de l'annexe aux états financiers au 31 décembre 2005 « Principes et méthodes applicables dans le Groupe » complétées des dispositions applicables pour la première fois en 2006. Il s'agit de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire dont les dispositions sont mises en œuvre au 30 juin 2006. Il s'agit aussi des dispositions des normes et interprétations issues des règlements CE des 8 et 15 novembre 2005, 21 décembre 2005 et 11 janvier 2006 et d'application obligatoire. Ces nouvelles dispositions sont exposées dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2006. Leur traduction dans les comptes n'est pas significative sur la période.

#### Évolution du périmètre de consolidation

Au 30 juin 2006, le périmètre de consolidation du Groupe comprend 438 filiales et participations contre 421 au 31 décembre 2005. Les notes 8 et 2 de l'annexe aux états financiers présentent respectivement le périmètre de consolidation et son évolution au cours du semestre.

**Depuis le 31 décembre 2005**, le périmètre de consolidation s'est étendu suite à l'acquisition par Crédit Agricole S.A. de 56,1% du capital de l'Egyptian American Bank le 22 février 2006. À compter de cette date, EAB est consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe Crédit Agricole S.A.

En revanche, les opérations de prise de contrôle par Crédit Agricole S.A. des filiales de bancassurance du ESFG (Espirito Santo Financial Group) au Portugal ont peu d'impact sur les

résultats arrêtés au 30 juin 2006 eu égard à leur date tardive. La filiale Tranquilidade Vida renommée BES Vida a été consolidée par intégration globale à partir du 27 juin 2006; jusqu'à cette date, son résultat est consolidé par mise en équivalence à hauteur de 29,7%. En outre, la cession par Predica à ESFG du contrôle minoritaire qu'il exerçait sur Partran/Tranquilidade a conduit à constater un résultat de cession.

Ces opérations sont présentées en note n° 2.2 de l'annexe aux états financiers au 30 juin 2006.

**Les principales variations de périmètre affectant les comptes entre le 1<sup>er</sup> semestre 2005 et le 1<sup>er</sup> semestre 2006 résultent d'opérations antérieures, intervenues fin 2005.** Il s'agit principalement de :

- la consolidation par la méthode globale, à compter du quatrième trimestre 2005, de la banque serbe Meridian Bank A.D. suite à l'acquisition par Crédit Agricole S.A. d'une participation de 71% à son capital fin juin 2005;
- l'acquisition par Crédit Agricole Asset Management de 65% de Nextra Investment Management (« Nextra »), société de gestion, filiale de Banca Intesa. L'accord n'ayant été finalisé qu'en toute fin d'année 2005 (le 22 décembre 2005), seul le bilan de Nextra avait été consolidé par intégration proportionnelle dans les comptes 2005 de Crédit Agricole S.A. Au 30 juin 2006, les résultats de Nextra Investment Management SGR Spa devenu CAAM SGR Spa sont consolidés par la méthode proportionnelle à hauteur de 69,7% ;
- la création, le 1<sup>er</sup> juillet 2005, de CACEIS (Crédit Agricole – Caisse d'Épargne Investor Services), qui regroupe l'ensemble des métiers « Titres » des groupes Crédit Agricole et Caisse d'Épargne. Détenu à parité par Crédit Agricole S.A. et la CNCE, CACEIS est consolidé depuis le troisième trimestre 2005 par intégration proportionnelle dans les comptes de Crédit Agricole S.A. Les activités filialisées dans le groupe Crédit Agricole S.A. au sein de CA-IS (Crédit Agricole Investor Services) et de Fastnet ont été apportées à CACEIS (pour certaines la fusion juridique a lieu en 2006). En conséquence, les comptes 2005 de Crédit Agricole S.A. intégraient, pour le premier semestre 2005, les entités CA-IS et Fastnet consolidées par intégration globale et, à compter du 3<sup>e</sup> trimestre 2005, 50% du nouveau groupe constitué autour de CACEIS. Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2006, Ixis AF a été absorbé par Fastnet France devenu CACEIS Fastnet et EEF par CA-IS Corporate Trust.

Les autres modifications affectant le périmètre du Groupe entre les premiers semestres 2005 et 2006 n'ont pas d'impact sur les comptes; il s'agit de fusions d'entités dans le cadre notamment de

la réorganisation du Groupe ou de changement de dénomination sociale.

## ► Résultats du groupe Crédit Agricole S.A.

### Environnement économique et financier

**La croissance mondiale est restée robuste en première partie d'année et ce en dépit des turbulences financières du printemps.**

**Aux États-Unis, la croissance a continué d'osciller autour de son potentiel mais avec une certaine volatilité.** Une correction est intervenue au deuxième trimestre, avec un PIB en hausse de 2,5 % l'an, performance qui tempère le fort rebond de l'activité au cours des trois premiers mois de l'année (5,3 % l'an). Ces à-coups de croissance sont étroitement liés au profil erratique de la consommation dont le rattrapage était prévisible après les effets déprimants des ouragans de l'été 2005. Depuis février, les dépenses des ménages enregistrent un ralentissement sensible sur fond d'atterrissage du marché immobilier et de hausse du prix de l'essence. L'indice des prix à la consommation a eu tendance à accélérer ces derniers mois en réponse à la flambée pétrolière, sans que pour autant l'on puisse parler de dérapage inflationniste. À ce stade, il n'y a pas d'enclenchement d'une spirale prix-salaires. La vigilance reste néanmoins de mise, avec en particulier un décalage vers le haut des anticipations.

**La zone euro enregistre une forte reprise de l'activité depuis le début de l'année.** En Allemagne, les enquêtes de confiance ont même atteint leur plus haut de la période post-réunification (et ont un peu reflué dernièrement). Les statistiques du premier trimestre ont fait état d'une accélération de la croissance (0,7 % t/t et 1,7 % en glissement annuel), qui s'est encore renforcée au deuxième trimestre (0,9 % t/t et 2,4 % en glissement annuel). L'investissement des entreprises s'est redressé dans la plupart des pays de la zone. Grâce au reflux continu du taux de chômage, favorisé notamment par diverses mesures et réformes des marchés du travail (Allemagne, France), les ménages renouent avec l'optimisme. La demande des ménages affiche dès lors des performances encourageantes, surtout en Allemagne où le réveil de la consommation était très attendu. **En France**, les dépenses des ménages restent également soutenues, stimulées par la baisse du taux d'épargne, un recours accru à l'endettement et par des effets de richesse transitant par la hausse des prix immobiliers. Les dépenses d'investissement se redressent, tandis que les exportateurs français profitent de la meilleure santé des principaux partenaires commerciaux, notamment l'Allemagne, et engrangent également les bénéfices de la dépréciation passée

de l'euro. Au final, la croissance française a vivement accéléré au deuxième trimestre (1,1 % t/t et 2,6 % en glissement annuel).

**À partir de mai, les marchés financiers ont traversé une période de fortes turbulences.** Les manettes réglant la liquidité mondiale se resserrent peu à peu. La Fed a procédé à quatre nouvelles hausses de taux depuis le début de l'année (cible de 5,25 % en juin). La BCE a également profité de l'embellie conjoncturelle pour poursuivre son cycle de normalisation monétaire, avec deux hausses depuis décembre 2005. Les taux longs ont suivi le mouvement (+ 80 points de base entre janvier et juin aux USA et + 70 points de base en Europe) tout en restant à des niveaux relativement bas (respectivement 5,3 % et 4,1 % fin juin). Les marchés se sont ajustés à cette nouvelle donne en s'interrogeant sur la juste valorisation des actifs dans un univers où la liquidité est désormais moins abondante et plus onéreuse. Cette réappréciation globale du risque a entraîné une phase de corrections sur la plupart des places financières, surtout émergentes, et toutes classes d'actifs confondues. Ces mouvements abrupts correspondent en l'état actuel des choses à une normalisation des conditions financières, vu les excès de valorisations passés. Dans ce contexte, le dollar a lui aussi connu un regain de volatilité avant de se raffermir à mesure que la fin du cycle monétaire américain était reportée dans le temps (parité euro/USD à 1,27 fin juin).

### Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

**Le résultat net, part du Groupe**, de Crédit Agricole S.A. sur le premier semestre 2006 s'élève à 2 669 millions d'euros et le résultat d'exploitation à 2 882 millions d'euros, respectivement en hausse de 43,1 % et 46,3 % sur la même période de 2005.

Ces résultats, obtenus dans un environnement globalement porteur, traduisent une croissance vigoureuse de l'activité dans tous les métiers du Groupe, une efficacité opérationnelle (le coefficient d'exploitation gagne plus de 5 points en un an) et une vive amélioration de la rentabilité (le ROE annualisé ressort à 19 %).

Dans le même temps, la période a été très active au plan de la croissance externe avec **un programme dense d'acquisitions** ciblées à l'international conforme aux priorités sectorielles et géographiques du Plan de développement annoncé fin 2005.

Se sont succédé les opérations suivantes :

- l'acquisition de 56 % de l'Egyptian American Bank ;
- la prise de contrôle majoritaire des filiales de bancassurance-vie et dommages du Espirito Santo Financial Group et l'augmentation de la participation dans le Banco Espirito Santo au Portugal (de 22,5 % à 23,8 % d'intérêt) ;
- l'annonce le 24 mars 2006 de l'acquisition d'Index Bank en Ukraine (opération finalisée le 31 août) ;
- le lancement d'une offre d'achat sur le solde (29 %) du capital de la banque serbe Meridian Banka ;
- dans le crédit à la consommation, la conclusion d'un accord, fin juillet, sur la création de « FAFS » *joint-venture* à 50/50 avec le groupe Fiat ;

- et, début août, le succès de l'offre publique d'achat sur Emporiki Bank S.A. (avec 72 % du capital) qui constitue une nouvelle étape majeure dans le développement international du Groupe.

Ces quatre dernières opérations dont la réalisation est postérieure à la date de clôture n'impactent pas les comptes au 30 juin 2006 (cf. note 7 de l'annexe aux comptes).

Les transactions représentent un coût global de 4,3 milliards d'euros. Elles sont équilibrées au plan géographique : 3,8 milliards d'euros sont investis dans la zone euro et 0,5 milliard d'euros dans des pays adjacents.

#### COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS SYNTHÉTIQUE - PRINCIPAUX SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION

(en millions d'euros)

	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/2005
<b>Produit net bancaire</b>	<b>6 694</b>	<b>8 166</b>	<b>+ 22,0 %</b>
Charges d'exploitation et amortissements	(4 463)	(4 989)	+ 11,8 %
<b>Résultat brut d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>2 231</b>	<b>3 177</b>	<b>+ 42,4 %</b>
Coût du risque	(261)	(295)	+ 13,0 %
Résultat d'exploitation <sup>(1)</sup>	1 970	2 882	+ 46,3 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	738	888	+ 20,3 %
Résultat net sur autres actifs (y compris dépréciation des écarts d'acquisition)	19	55	X 2,9
Coûts liés au rapprochement	(144)	-	n.s.
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 583</b>	<b>3 825</b>	<b>+ 48,1 %</b>
Impôt sur les bénéfices	(541)	(959)	+ 77,3 %
<b>Résultat net</b>	<b>2 042</b>	<b>2 866</b>	<b>+ 40,4 %</b>
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>1 865</b>	<b>2 669</b>	<b>+ 43,1 %</b>
<b>Résultat avant impôts <sup>(1)</sup></b>	<b>2 727</b>	<b>3 825</b>	<b>+ 40,3 %</b>

(1) En 2005, avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit Agricole S.A. En 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.

Le **résultat brut d'exploitation** s'élève à 3 177 millions d'euros, en progression de 42,4 % par rapport au RBE du premier semestre 2005 (avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit Agricole S.A.). Cette forte hausse provient :

- d'une croissance du **produit net bancaire** de 22,0 % à 8 166 millions d'euros, tirée par le très bon niveau d'activité de tous les métiers, et plus particulièrement de la banque de financement et d'investissement et des métiers de gestion d'actifs et d'assurances ;
- d'une bonne maîtrise **des frais de gestion** dans le contexte de fort développement de l'activité et de poursuite des investissements. Les charges s'établissent à 4 989 millions d'euros, en augmentation de 11,8 % sur celles du premier semestre de 2005 (hors coûts liés au rapprochement).

En conséquence, le **coefficient d'exploitation** s'établit à 61,1 %, en forte amélioration (- 5,6 points) sur un an.

Le **coût du risque** (- 295 millions d'euros) reste à un niveau faible dans un environnement toujours très favorable.

Les créances douteuses (non compris celles sur les opérations de crédit-bail) s'élèvent à 7,7 milliards d'euros au 30 juin 2006

(- 35 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2005), soit 2,9 % des créances brutes sur la clientèle (non compris les opérations de crédit-bail) et les établissements de crédit contre 3,1 % sur l'année 2005. Elles sont couvertes à hauteur de 84,3 % par des provisions, (contre 86,4 % fin 2005) dont 61,4 % hors provisions collectives.

La **contribution des sociétés mises en équivalence** atteint 888 millions d'euros au premier semestre 2006 dont 424 millions d'euros de quote-part des résultats des Caisses régionales et 260 millions d'euros des participations relevant de la banque de détail à l'international (dont principalement Banca Intesa). Cette contribution s'accroît de 20,3 % sur un an à la faveur notamment des performances de Banca Intesa (+ 21,7 %) et de Al Bank Al Saudi Al Fransi (B.S.F. : + 73,6 %). Elle résulte aussi de la prise en compte au premier trimestre 2006 du résultat définitif de l'exercice 2005, exceptionnellement élevé, d'Eurazeo (70 millions d'euros), participation cotée.

Le **résultat avant impôts** s'élève à 3 825 millions d'euros, en hausse de 48,1 % sur celui de la même période de 2005 (+ 40,3 % hors coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit Agricole S.A. en 2005).

Le résultat net part du Groupe atteint 2 669 millions d'euros (+ 43,1 %) conduisant à un ROE annualisé (sur les capitaux propres moyens hors plus-values latentes) de 19 % (contre 15,9 % en 2005

hors coûts liés au rapprochement). La rentabilité des capitaux propres alloués aux métiers ressort à 22,5 %.

## ► Structure financière du Groupe

Au 30 juin 2006, les capitaux propres, part du Groupe, (y compris le résultat de l'exercice) s'élèvent à 32,3 milliards d'euros.

Leur augmentation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006 (+ 1,7 milliard d'euros) s'explique pour l'essentiel par le résultat du semestre (2,7 milliards d'euros), diminué des dividendes versés par Crédit Agricole S.A. au titre de l'exercice 2005 (1,2 milliard d'euros après dividendes perçus des Caisses régionales et des filiales). Elle résulte aussi de l'accroissement des gains latents sur les titres disponibles à la vente, des écarts de conversion et de la quote-part des capitaux propres des sociétés mises en équivalence.

Au 30 juin 2006, le capital social de Crédit Agricole S.A. s'élève à 4 491 966 903 euros, divisé en 1 497 322 301 actions. Il n'a pas connu d'évolution depuis le 26 août 2005.

Les fonds propres bruts (capitaux propres, dettes subordonnées et assimilées) atteignent 59,3 milliards d'euros (contre 56,2 milliards d'euros au 31 décembre 2005), en augmentation de 3,1 milliards d'euros sur le semestre en liaison avec l'accroissement des capitaux propres et des dettes subordonnées (+ 1,6 milliard d'euros).

Après déduction de la part des intérêts minoritaires (1,3 milliard d'euros hors actions de préférence), la part du Groupe dans les fonds propres atteint 58,1 milliards d'euros, en hausse de 3,1 milliards d'euros sur le semestre.

Au 30 juin 2006, le ratio international de solvabilité s'établit à 9,5 % contre 8,5 % au 31 décembre 2005 et 8,2 % au 30 juin 2005. Le ratio de solvabilité Tier One s'inscrit à 8,9 % contre 8,2 % au 31 décembre 2005 et 7,8 % au 30 juin 2005.

### RATIO INTERNATIONAL DE SOLVABILITÉ DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en milliards d'euros)

	31/12/2005	30/06/2006
<b>Risques</b>		
Risques de crédit	224,7	235,5
Risques de marchés	23,8	15,7
- Risques de taux	18,5	9,6
- Risques actions	0,3	0,6
- Risques de change	1,4	2,6
- Risques sur les matières premières	0,0	0,0
- Risques évalués par modèle interne	3,6	3,0
<b>TOTAL DES RISQUES PONDÉRÉS (DÉNOMINATEUR)</b>	<b>248,5</b>	<b>251,2</b>
<b>Fonds propres disponibles</b>		
Tier 1	20,7	22,3
Tier 2	16,5	17,9
Tier 3	0,7	0,9
Déductions	(16,8)	(17,2)
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES DISPONIBLES</b>	<b>21,1</b>	<b>23,9</b>
<b>Ratio de solvabilité Tier 1</b>	<b>8,2 %</b>	<b>8,9 %</b>
<b>Ratio de solvabilité global</b>	<b>8,5 %</b>	<b>9,5 %</b>

L'évolution des différentes composantes du ratio s'analyse comme suit :

- les encours pondérés s'élèvent à 251,2 milliards d'euros au 30 juin 2006 contre 248,5 milliards d'euros sur l'année 2005 (+ 1,1 %). Les encours pondérés des risques de crédit progressent de près de 10,8 milliards d'euros sur la période (+ 4,8 %) reflétant pour partie

l'augmentation des risques pondérés de la Banque de financement et d'investissement (+ 3 %).

Dans le même temps les encours pondérés des risques de marchés s'élèvent à 15,7 milliards d'euros, en recul de 8,1 milliards d'euros sur leur niveau au 31 décembre 2005. Cette diminution résulte essentiellement de l'utilisation du modèle interne de Value At Risk de Calyon pour mesurer son risque spécifique de taux;

• les fonds propres de base (Tier 1) s'élèvent à 22,3 milliards d'euros au 30 juin 2006, en hausse de 1,6 milliard d'euros par rapport à fin 2005 principalement en raison du résultat conservé sur la période. Les fonds propres complémentaires (Tier 2) augmentent de près de 1,4 milliard d'euros à 17,9 milliards d'euros sous l'effet essentiellement des émissions de TSR et de TSDI. Les fonds

propres surcomplémentaires admis au ratio (Tier 3) s'élèvent à 0,9 milliard d'euros contre 0,7 milliard d'euros en 2005.

Les déductions, quant à elles, augmentent de près de 0,5 milliard d'euros principalement en raison de la hausse de la valeur des établissements mis en équivalence.

## ► Résultats par pôle d'activité

Au sein du groupe Crédit Agricole S.A., les activités sont organisées en sept lignes métiers :

- deux pour la Banque de proximité en France : le pôle Caisses régionales et le pôle LCL ;
- les Services financiers spécialisés ;
- la Gestion d'actifs, les assurances et la banque privée ;
- la Banque de financement et d'investissement ;
- la Banque de détail à l'international ;
- et la Gestion pour compte propre et divers.

Cette organisation des pôles métiers est présentée en pages 50 à 59 du document de référence de Crédit Agricole S.A. et décrite dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2005 - note n° 8 « Informations sectorielles » - (cf. page 179 du document de référence).

Entre les premiers semestres 2005 et 2006, aucune modification n'est intervenue dans le découpage des activités.

### Allocation du capital

La méthodologie d'allocation des fonds propres par pôle et de calcul des retours sur fonds propres ou ROE (*Return On Equity*) n'a pas été modifiée par rapport à celle en vigueur au 31 décembre 2005. Les règles sont décrites dans l'annexe aux comptes consolidés de Crédit Agricole S.A. n° 8 « Informations sectorielles » (cf. page 179 du document de référence).

#### RISQUES PONDÉRÉS RETENUS POUR L'ALLOCATION DES FONDS PROPRES

(en milliards d'euros)

	30/06/2005	30/06/2006
<b>Banque de proximité en France</b>	<b>93,3</b>	<b>103,3</b>
Caisses régionales (25%)	53,8	59,8
LCL	39,5	43,5
<b>Services financiers spécialisés</b>	<b>35,8</b>	<b>39,2</b>
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	13,1	16,2
<b>Banque de financement et d'investissement</b>	<b>125,3</b>	<b>135,2</b>
Banque de détail à l'international	3,2	3,7

#### FONDS PROPRES ALLOUÉS PAR MÉTIER

(en milliards d'euros)

	30/06/2005	30/06/2006
<b>Banque de proximité en France</b>	<b>5,8</b>	<b>6,3</b>
Caisses régionales	3,4	3,7
LCL	2,4	2,6
<b>Services financiers spécialisés</b>	<b>2,1</b>	<b>2,4</b>
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	5,8	6,8
<b>Banque de financement et d'investissement</b>	<b>7,7</b>	<b>8,4</b>
Banque de marchés et d'investissement	2,6	2,5
Banque de financement	5,1	5,9
<b>Banque de détail à l'international</b>	<b>2,4</b>	<b>2,6</b>
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES ALLOUÉS AUX MÉTIERS</b>	<b>23,8</b>	<b>26,5</b>

(en %)	30/06/2005	30/06/2006
Banque de proximité en France	24,2 %	23,9 %
Services financiers spécialisés	8,9 %	9,0 %
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	24,5 %	25,7 %
Banque de financement et d'investissement	32,5 %	31,7 %
Banque de détail à l'international	9,9 %	9,7 %
<b>FONDS PROPRES ALLOUÉS AUX MÉTIERS</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Pour chacun des métiers, le ROE (*Return On Equity*) est obtenu en divisant le résultat net du métier hors variations de valeur des écarts d'acquisition - après refacturation des excédents ou déficits de fonds propres - par le montant des fonds propres, fin de période, alloués à ce métier.

Pour l'exercice 2005, le résultat net s'entend hors variations de valeur des écarts d'acquisition et avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit Agricole S.A.

## Résultats par pôle d'activité

La progression des résultats est forte pour l'ensemble du Groupe ; au cours du premier semestre 2006, la contribution des 6 pôles métiers au résultat net consolidé de Crédit Agricole S.A. s'accroît de près de 27 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

### CONTRIBUTION DES MÉTIERS AU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	30/06/2005	30/06/2006
Banque de proximité en France - Caisses régionales	373	337
Banque de proximité en France - LCL	291	365
Services financiers spécialisés	230	259
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	558	749
Banque de financement et d'investissement	603	923
Banque de détail à l'international	229	262
Gestion pour compte propre et divers	(419)	(226)
<b>TOTAL</b>	<b>1 865</b>	<b>2 669</b>

## 1. Banque de proximité en France - Caisses Régionales de Crédit Agricole

Au cours du premier semestre 2006, la contribution des Caisses régionales au résultat net consolidé de Crédit Agricole S.A. s'établit à 337 millions d'euros contre 373 millions d'euros au premier semestre 2005.

Sur la période, l'activité des Caisses régionales a été dynamisée sur les différents marchés par les campagnes de communication nationales. Poursuivant la relance de leur dynamique commerciale engagée depuis la fin 2005, elles diffusent des nouvelles offres commerciales reflétant le nouveau positionnement du Crédit Agricole (« Codebis » et « Vivactions » dans le cadre de la campagne épargne, « Goodloc » et « Prêts Verts 1<sup>er</sup> achat » dans le cadre de la campagne habitat, le « Prêt à Piloter », le « DAT évolution 5 », le microcrédit professionnel et le « Prêt Repreneur » destiné aux professionnels, et plus récemment « Nouvelle Vie Jeunes Actifs » un ensemble de solutions destinés aux jeunes actifs, etc.).

Les encours de collecte bilan et hors bilan augmentent de 5,6 % sur un an pour s'établir à 460,9 milliards d'euros à fin juin 2006. Cette progression est liée aux performances de l'assurance-vie (+ 6,9 milliards d'euros sur 6 mois et + 13,6 % sur un an) et des valeurs mobilières notamment des OPCVM (+ 9,9 %) et des actions (+ 20,5 %), qui bénéficient à la fois d'un très bon niveau de collecte (sous l'effet notamment du recyclage de l'épargne logement) et de l'évolution favorable des marchés actions d'une année sur l'autre (+ 17,4 % pour le CAC 40).

L'augmentation de la collecte bancaire est portée par les comptes à terme et les bons (+ 20 %), les dépôts à vue (+ 5,8 %) ainsi que les livrets (+ 8,5 %) dont le développement est soutenu par les bons résultats du Codebis, lancé en début d'année (850 000 contrats pour 2,7 milliards d'euros). En revanche, les encours d'épargne logement diminuent de 4,7 % par rapport à juin 2005. Cette décollecte nette liée à la modification de la fiscalité des plans anciens est toutefois en net ralentissement au second trimestre (- 1,7 milliard d'euros) par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre (- 4,1 milliards d'euros).

La forte croissance **des activités de crédit** ne se dément pas tant en ce qui concerne la production (+ 15,5 %) que les encours (+ 11,4 %). Les réalisations de prêts atteignent 32,8 milliards d'euros dont 18,3 milliards d'euros pour les crédits à l'habitat (+ 17,2 % par rapport au premier semestre 2005). La production semestrielle de crédits est également en forte hausse dans les autres secteurs : + 36,8 % pour les collectivités locales, + 12,5 % pour les prêts à la consommation...

L'encours des prêts bruts s'établit à 280,8 milliards d'euros au 30 juin 2006; sa croissance poursuit son accélération (+ 11,4 %

entre juin 2005 et juin 2006, après + 10,2 % fin 2005 et + 8,9 % au 30 juin 2005). La progression des encours est toujours très marquée pour les prêts à l'habitat (+ 15,1 % sur un an) mais également sur le marché des collectivités locales (+ 10,8 %) et sur celui des entreprises et des professionnels (+ 8,7 %).

Le poids des créances douteuses et litigieuses reste stable à 2,5 % des encours bruts en principal des créances clientèle. Néanmoins, leur provisionnement reste prudent; le taux de couverture par les provisions ressort à 97,6 % (contre 97,1 % en 2005) dont 68,2 % hors provisions collectives.

(en millions d'euros)	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/2005
PNB social cumulé	6 254	6 886	+ 10,1 %
PNB retraité <sup>(1)</sup>	5 678	6 069	+ 6,9 %
Charges d'exploitation et amortissements	(3 306)	(3 435)	+ 3,9 %
<b>Résultat brut d'exploitation cumulé</b>	<b>2 372</b>	<b>2 634</b>	<b>+ 11,1 %</b>
Coût du risque	(345)	(600)	+ 74,0 %
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 027</b>	<b>2 034</b>	<b>+ 0,4 %</b>

(en millions d'euros)	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/2005
<b>Quote-part de résultats des mises en équivalence</b>	<b>444</b>	<b>424</b>	<b>- 4,4 %</b>
Impôts <sup>(2)</sup>	(71)	(87)	+ 23,2 %
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>373</b>	<b>337</b>	<b>- 9,7 %</b>

(1) Données cumulées des 40 Caisses régionales mises en équivalence retraitées des dividendes et assimilés de Crédit Agricole S.A. perçus par les Caisses régionales.

(2) Charge fiscale des dividendes perçus des Caisses régionales.

**Le résultat brut d'exploitation** des Caisses régionales atteint 2 634 millions d'euros (données sociales cumulées retraitées des dividendes et assimilés reçus de Crédit Agricole S.A.). Sa progression de 11,1 % par rapport au premier semestre 2005 résulte de deux facteurs favorables :

- une hausse de 6,9 % **du produit net bancaire** retraité. Ce dernier bénéficie d'une solide progression des commissions (+ 12,1 % sur un an) dont notamment les commissions liées aux placements d'assurance-vie et IARD (en croissance de 18 %), aux opérations d'achats/ventes sur les titres et les OPCVM (+ 24 %). Les Caisses régionales ont réalisé une belle performance dans le placement auprès des particuliers de l'introduction en bourse d'Aéroport de Paris. En outre, les commissions de facturation directe sur les prêts augmentent de près de 13 % en liaison avec le dynamisme de l'activité crédit. La marge d'intérêt augmente de + 3,9 % d'un semestre sur l'autre, freinée par l'impact de l'évolution des marchés financiers sur l'activité de portefeuille.

Le PNB enregistre aussi des reprises de provisions d'épargne logement (175 millions d'euros) liées à la décollecte sur les plans d'épargne logement suite au changement de fiscalité intervenu fin 2005. Hors cet impact, le PNB augmente de 3,8 %;

- une progression moindre **des charges d'exploitation** (+ 3,9 %), à 3 435 millions d'euros. Cette évolution résulte pour partie d'une

croissance des frais de personnel et notamment de l'intéressement et de la participation (près de 1 % des charges d'exploitation) liés aux dividendes reçus de Crédit Agricole S.A. et du renforcement des provisions pour retraites. Elles s'inscrivent dans un contexte d'accélération des investissements commerciaux (75 ouvertures d'agences en un an, campagnes publicitaires). En conséquence, le coefficient d'exploitation des Caisses régionales s'améliore à 56,6 % (- 1,6 point par rapport au premier semestre 2005).

À 600 millions d'euros, la forte augmentation **du coût du risque** des Caisses régionales par rapport aux 2 semestres précédents (+ 74 % par rapport au premier semestre 2005) reflète principalement une politique de renforcement des provisions par les Caisses régionales fondée notamment sur la méthodologie Bâle II. Le coût du risque de crédit représente 27 points de base des encours de crédit contre 23 points de base au premier semestre 2005.

Au total, après passage au référentiel IFRS des comptes individuels, intégration des comptes de leurs filiales et retraitements de consolidation, la quote-part de résultat des Caisses régionales atteint 424 millions d'euros contre 444 millions d'euros au premier semestre 2005 et **la contribution du pôle « Caisses régionales »** au résultat net consolidé de Crédit Agricole S.A. ressort à 337 millions d'euros.

## 2. Banque de proximité en France - LCL

Dans le réseau LCL, le **lancement réussi de la nouvelle marque** il y a un an et les campagnes publicitaires du second semestre 2005 et du début 2006 ont généré une nouvelle dynamique commerciale. La progression du nombre de comptes de particuliers s'est sensiblement accélérée avec + 80 000 comptes en un an (soit + 1,8 % contre + 0,6 % un an avant). Les offres lancées récemment (mi-juin) dans le cadre de la nouvelle campagne publicitaire (Simplicio : remise sur la facture d'électricité et prise en charge des formalités de transfert de compte, la souscription en ligne des crédits à la consommation, le Crédit Pro) devraient renforcer encore l'attractivité de l'enseigne. Le réseau continue de s'étendre avec 19 nouvelles agences ouvertes au cours du premier semestre.

**Les encours de collecte bilan et hors bilan** enregistrent une progression de 6,2 % (contre + 5,9 % au premier semestre 2005) pour atteindre 130 milliards d'euros. La collecte hors bilan, et notamment les titres, progressent sensiblement, tirés en partie par la bonne tenue des marchés financiers au premier trimestre. L'assurance-vie affiche aussi de bonnes performances avec une collecte semestrielle en hausse de 19,4 % par rapport à celle

du premier semestre 2005 et des encours en hausse de 9,7 % à 34,2 milliards d'euros.

Dans le domaine de la collecte bilan, le réseau confirme également sa dynamique : les livrets d'épargne enregistrent une forte hausse de leurs encours (+ 20,2 % sur un an) et la croissance des dépôts à vue poursuit son accélération : + 6,1 % entre juin 2005 et juin 2006 contre + 5,9 % fin 2005 et + 5,2 % il y a un an.

**Les encours de crédits** progressent fortement (+ 16,2 %) à 58,4 milliards d'euros au 30 juin 2006 sous l'effet d'une production très soutenue dans l'ensemble des secteurs. Les crédits à l'habitat profitent de la bonne tenue du marché immobilier en secteur urbain avec une production semestrielle record (7,5 milliards d'euros). La production de crédits à moyen et long terme aux entreprises et aux professionnels se maintient sur un rythme élevé (+ 29,2 % pour la clientèle des professionnels et + 33,3 % pour la clientèle des entreprises). En crédit à la consommation, la production enregistre déjà un rebond notable (+ 4,6 % par rapport à la période correspondante de 2005) qui devrait se confirmer suite au lancement, début juin, du crédit à la consommation intégralement en ligne. LCL est la première banque française à proposer cette offre interactive, personnalisée et rapide.

(en millions d'euros)

	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/2005
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 737</b>	<b>1 860</b>	<b>+ 7,0 %</b>
Charges d'exploitation et amortissements	(1 240)	(1 246)	+ 0,4 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>497</b>	<b>614</b>	<b>+ 23,5 %</b>
Coût du risque	(72)	(71)	- 1,5 %
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>425</b>	<b>543</b>	<b>+ 27,8 %</b>
Impôts	(128)	(163)	+ 27,8 %
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>297</b>	<b>380</b>	<b>+ 27,8 %</b>
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>291</b>	<b>365</b>	<b>+ 25,5 %</b>

**Le résultat brut d'exploitation** augmente très fortement (+ 23,5 %) pour s'établir à 614 millions d'euros au premier semestre 2006. Le produit net bancaire s'accroît de 7 % à 1 860 millions d'euros ; il intègre des reprises de provisions d'épargne logement. Corrigé de cet effet et de produits non récurrents en 2005, le produit net bancaire et le résultat brut d'exploitation progressent respectivement de 3,8 % et de 12,6 %. Les commissions augmentent au rythme de 9,6 %, tirées en particulier par les placements financiers (assurance-vie et valeurs mobilières) qui profitent de la bonne tenue des marchés et de l'impact de la nouvelle fiscalité qui affecte les plans d'épargne logement. LCL s'est également distingué dans le placement auprès des particuliers des titres Aéroports de Paris à l'occasion de son introduction en Bourse (16,1 % des titres alloués). Sur le marché des entreprises, la bonne tenue des activités de Corporate Finance au cours du semestre génère une augmentation de 26 % des commissions perçues au titre du montage des dossiers.

**Les charges d'exploitation** sont quasiment stables sur un an (+ 0,4 %), les efforts de productivité, notamment par réduction des effectifs, permettant de maintenir un niveau soutenu d'investissements commerciaux (créations et rénovations d'agences). En conséquence, le coefficient d'exploitation (67 %) s'améliore de 4,4 points par rapport au premier semestre 2005 (et de 2,3 points hors l'impact de l'épargne logement et des éléments non récurrents de 2005).

**La charge du risque** reste faible ; elle diminue de 1,5 % par rapport au premier semestre 2005 et revient à 33 points de base des encours pondérés (contre 37 points de base à fin 2005).

**Le résultat net du pôle** s'établit à 380 millions d'euros sur le semestre, en croissance de 27,8 % par rapport à celui du premier semestre 2005, dégageant un ROE de 29,1 %.

### 3. Services financiers spécialisés

Le pôle Services financiers spécialisés enregistre, au cours du premier semestre 2006, une nouvelle progression régulière de ses résultats opérationnels et de son activité, à l'international notamment.

La production de **crédits à la consommation** atteint 12 milliards d'euros sur le semestre, en hausse de 6,4 % sur celle du premier semestre 2005 ; 40 % de la production est réalisée à l'étranger.

Les encours de crédits s'élèvent 39,3 milliards d'euros et augmentent de 15,0 % sur un an. Les encours hors de France marquent une progression très vive de 34,4 % avec des performances particulièrement remarquables en Italie (Agos Itafinco : + 36 %), en Espagne (Finconsum : + 56 %) et au Portugal (Credibom : + 54 %). En Pologne, l'activité crédit à la consommation de Lukas évolue favorablement (+ 18 % à taux de change constant) sous l'impulsion du développement du réseau (ouverture de 17 nouveaux *credit centers* au cours du semestre).

En France, Sofinco s'affiche comme un leader du crédit à la consommation en ligne (37 % des demandes de prêts réalisées en ligne).

Présent dans 16 pays, le Groupe poursuit sa politique d'acquisition à l'international avec la conclusion récente d'un nouveau partenariat portant sur la création d'une joint-venture « Fiat Auto Financial Services » (FAFS), qui sera chargée des principales activités de financement liées à Fiat auto en Europe.

Le métier de crédit à la consommation dégage un résultat brut d'exploitation de 562 millions d'euros, en hausse de 15,3 % par rapport au premier semestre 2005. À 1 088 millions d'euros, le PNB augmente de 12,0 % et les charges d'exploitation de 8,7 %. Contenues sur la France, ces dernières progressent davantage à l'international en liaison avec les acquisitions de Credilar, de CP Leasing (devenu Credium) et d'Ares (sociétés non consolidées ou partiellement au premier semestre 2005). Elles augmentent aussi en liaison avec l'ouverture des 17 *credit centers* en Pologne.

**En crédit-bail**, la production semestrielle ressort à 2,2 milliards d'euros, en hausse de 6,3 % sur un an. L'activité est plus soutenue à l'international, notamment en Espagne et en Pologne. En France, elle est portée par le crédit-bail immobilier (+ 32 %) et le financement d'équipements publics et d'investissements environnementaux (+ 16 %).

Dans un marché très concurrentiel, l'activité **d'affacturage** continue de progresser avec un chiffre d'affaires factoré en hausse de 9,4 % à 16,3 milliards d'euros. L'activité des filiales étrangères progresse de 21 % sur un an grâce au réseau européen (filiale allemande en particulier). La part du chiffre d'affaires semestriel réalisée à l'international représente 35 %.

Après la finalisation du rapprochement Transfact et Eurofactor qui a donné naissance au leader de l'affacturage en France, Eurofactor présente une nouvelle organisation commerciale autour de trois marques commerciales, chacune dédiée à un réseau d'apport :

- Crédit Agricole Factoring pour les Caisses régionales ;
- LCL factoring pour le réseau LCL ;
- Eurofactor pour les courtiers en assurance-crédit et les autres partenaires.

Eurofactor qui dispose déjà de la gamme des prestations la plus étendue du marché renforce encore son offre avec le lancement « d'Eurofactor Alliance », nouveau service d'affacturage destiné aux entreprises qui souhaitent se prémunir contre les variations de leur durée de crédit clients.

L'augmentation des charges d'exploitation sur le semestre (+ 3 millions d'euros soit + 5,1 %) est liée aux frais immobiliers induits par le regroupement géographique des équipes (consécutives à la fusion en 2005 de Transfact et d'Eurofactor) ainsi qu'à la mise en œuvre, en avril, d'un système d'information intégré.

Au total, le pôle dégage **un résultat brut d'exploitation** de 624,4 millions d'euros en hausse de 10,6 % résultant **d'un produit net bancaire** en développement de 9,4 % à 1 309 millions d'euros et **des charges d'exploitation** en hausse plus limitée (+ 8,3 %). Après un coût du risque de 212 millions d'euros, en progression de 29 millions d'euros par rapport au premier semestre 2005 principalement sur le crédit à la consommation à l'étranger, **le résultat d'exploitation** atteint 412 millions d'euros, en hausse de 8,0 %.

(en millions d'euros)

	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/2005
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 197</b>	<b>1 309</b>	<b>+ 9,4 %</b>
Charges d'exploitation et amortissements	(632)	(685)	+ 8,3 %
<b>Résultat brut d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>565</b>	<b>624</b>	<b>+ 10,6 %</b>
Coût du risque	(183)	(212)	+ 16,1 %
<b>Résultat d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>382</b>	<b>412</b>	<b>+ 8,0 %</b>
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	2	3	n.s.
Charges liées au rapprochement	(18)	-	-
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>366</b>	<b>415</b>	<b>+ 13,5 %</b>
Impôt sur les bénéfices	(123)	(141)	+ 15,2 %
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>243</b>	<b>274</b>	<b>+ 12,7 %</b>
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>230</b>	<b>259</b>	<b>+ 12,5 %</b>

(1) En 2005, avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit Agricole S.A. En 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.

Le résultat avant impôt ressort à 415 millions d'euros, en hausse de 13,5 % par rapport au premier semestre 2005. Le résultat net s'établit à 274 millions d'euros, en progrès de 12,7 %, et le rendement des fonds propres atteint 22,8 %.

#### 4. Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Les métiers de Gestion d'actifs, d'assurances et de banque privée enregistrent une vive progression de leur activité commerciale et de leurs résultats : une collecte particulièrement élevée, des encours cumulés sous gestion (hors doubles comptes) de 594,5 milliards d'euros (+ 28,8 % sur un an et + 15,2 % à périmètre constant c'est-à-dire principalement hors l'impact de l'acquisition de Nextra) et un résultat net en hausse de plus de 30 % (avant coûts liés au rapprochement en 2005) à 761 millions d'euros. Au total, la contribution du pôle au résultat consolidé du Groupe s'accroît vivement.

**En gestion d'actifs**, la dynamique de croissance des actifs sous gestion se poursuit au cours du semestre. À 520,4 milliards d'euros au 30 juin 2006, les encours sous gestion progressent de 31,5 % sur un an (dont + 16,1 % à périmètre constant c'est-à-dire hors acquisition de 65 % de Nextra et cession à Banca Intesa de 35 % de CAAM Sgr).

La collecte nette a enregistré un niveau exceptionnel de 31,7 milliards d'euros soit 13 % des actifs gérés en taux annualisé. Elle bénéficie en particulier du succès des fonds spécialisés (notamment gamme VaR) auprès de la clientèle institutionnelle (64 % de la collecte). Les fonds obligataires enregistrent aussi des apports importants (25 % de la collecte) sous l'effet notamment de la commercialisation par le nouveau bureau de représentation ouvert à Abu Dhabi de 2 nouveaux mandats (1,2 milliard d'euros) gérés à Londres ainsi que des replacements des fonds des plans d'épargne-logement anciens.

Le semestre a enregistré des réussites commerciales : en France, avec le lancement de 5 fonds dont « Atout Vivactions » qui a obtenu

le prix spécial du jury « Les actifs du patrimoine » de l'Agefi et « CAAM Volatilité actions » qui a remporté « le Prix de l'innovation institutionnel ». À l'international, 5 fonds ont également été lancés dont 3 nouveaux compartiments « performance absolue ». En outre, CAAM est devenue la première société de gestion étrangère en Espagne (avec une collecte de plus de 3,2 milliards d'euros sur le semestre et des encours supérieurs à 10 milliards d'euros). De fait, CAAM poursuit son développement à l'étranger : ainsi, au 30 juin 2006, après l'acquisition de Nextra et la cession de 35 % de CAAM Sgr, 22 % des actifs sont commercialisés par les filiales internationales du Groupe (contre moins de 10 % un an avant).

À l'inverse, dans un contexte de forte correction des marchés boursiers au cours des 2 derniers mois de la période, l'effet performance est défavorable de plus de 4 milliards d'euros sur le second trimestre et de 1,7 milliard d'euros sur le semestre.

Dans le domaine **des services financiers aux institutionnels**, le rapprochement des activités des deux groupes Crédit Agricole S.A. et Caisses d'Épargne se poursuit. CACEIS Fastnet, issue du rapprochement de Fastnet France et d'Ixis AF, a été créée le 1<sup>er</sup> avril dernier. Par ailleurs, l'entité Ixis Urquijo a été renommée CACEIS Bank Espana. La fusion juridique des entités CA-IS Bank et Ixis IS est prévue pour octobre prochain.

Leader en France, CACEIS se positionne parmi les 10 premiers acteurs mondiaux pour la conservation globale. Les encours d'actifs en conservation institutionnelle se sont développés de 150 milliards d'euros sur le semestre et représentent 1 696 milliards d'euros fin juin. Les fonds administrés, pour leur part, s'élèvent à 822 milliards d'euros, en hausse de 75 milliards d'euros depuis fin 2005.

Dans le domaine de **la Banque privée**, le semestre est marqué par une activité commerciale élevée dans un contexte de marchés chahuté sur la fin de période. La croissance de la fortune gérée (+ 2,6 milliards d'euros depuis le début de l'année et de + 9,5 % sur un an à périmètre constant) traduit un développement sensible de la collecte nette (+ 3,3 milliards d'euros sur 6 mois) tant à l'étranger après l'aboutissement des fusions des unités (notamment en Suisse et au Luxembourg), qu'en France avec l'accélération de

la coopération entre la BGPI et les Caisses régionales. L'effet marché est positif sur la période (+ 0,7 milliard d'euros) mais l'impact défavorable du change (- 1,4 milliard d'euros) en raison de la baisse des principales devises face à l'euro pèse sur la croissance des encours.

**L'assurance-vie** enregistre une très forte activité dans un marché très actif. Les provisions mathématiques du Groupe atteignent 153,8 milliards d'euros, en progression de 12,7% sur un an. Le chiffre d'affaires s'élève à 13,6 milliards d'euros, en développement de plus de 39% sur celui du premier semestre 2005 et de 49% sur celui du second semestre 2005; il bénéficie pour partie des transferts en provenance des anciens plans d'épargne logement dont le régime fiscal a été modifié fin 2005. En particulier, la collecte sur les supports en unités de compte (UC) a plus que doublé en un an (+ 109%) et représente 20% de la collecte d'épargne. Le produit Predissime 9, notamment, rencontre un succès certain avec plus de 2,6 milliards d'euros de souscriptions sur le semestre. Les transformations en contrats multisupports des anciens contrats en euros (mesure Fourgous) ont concerné plus de 480 millions d'euros à fin juin avec un taux d'UC moyen global supérieur à 30%.

De nombreuses distinctions ont couronné les contrats proposés par Predica : 8 contrats Prévoyance ont été distingués par les « Dossiers de l'Épargne », 6 trophées décernés par le magazine « Le Revenu », 3 palmes de l'assurance-vie décernées aux contrats PERP par le « Journal des Finances ».

**Les assurances IARD** connaissent un premier semestre 2006 dynamique, conforme au plan de développement du métier. Avec plus de 550 000 nouveaux contrats souscrits auprès de Pacifica, son portefeuille approche les 4,9 millions de contrats (+ 11,7% sur un an). Le chiffre d'affaires global (Pacifica et Finaref) progresse de 19,2% par rapport à celui du premier semestre 2005, à 806 millions d'euros. L'activité se développe rapidement sur les contrats santé (chiffre d'affaires en progression de 43,1% sur un an – tous marchés confondus) ainsi que sur le marché des professionnels avec en particulier une forte croissance sur le marché agricole et le lancement réussi de l'assurance-dommages des artisans, commerçants et professions libérales.

Par ailleurs, les ratios de sinistralités sont toujours très satisfaisants.

(en millions d'euros)

	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/2005
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 529</b>	<b>1900</b>	<b>+ 24,3%</b>
Charges d'exploitation et amortissements	(688)	(819)	+ 18,9%
<b>Résultat brut d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>841</b>	<b>1 081</b>	<b>+ 28,6%</b>
Coût du risque	4	1	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	13	37	X 2,8
Charges liées au rapprochement	(30)	-	-
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(2)	(2)	n.s.
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>826</b>	<b>1 117</b>	<b>+ 35,3%</b>
Impôt sur les bénéfices	(262)	(356)	+ 36,1%
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>564</b>	<b>761</b>	<b>+ 34,9%</b>
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>558</b>	<b>749</b>	<b>+ 34,2%</b>

(1) En 2005, avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit Agricole S.A. En 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.

Ce dynamisme commercial de l'ensemble des activités du pôle se traduit par une forte progression du **produit net bancaire** (+ 24,3%). Dans le même temps, **les charges d'exploitation** progressent de 18,9%; dans la gestion d'actifs, elles supportent notamment l'intégration de Nextra, la croissance des effectifs et des charges informatiques, et dans l'assurance-vie l'augmentation des impôts et taxes.

**Le résultat brut d'exploitation** ressort en progression de 28,6% (avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit Agricole S.A. en 2005).

**Le résultat des sociétés mises en équivalence** de 37 millions d'euros sur le semestre (contre 13 millions d'euros au premier semestre 2005) provient essentiellement de la contribution de la filiale d'assurance portugaise Tranquilidade Vida renommée BES Vida.

**Le résultat net du pôle** atteint 761 millions d'euros, en hausse de 34,9% par rapport au résultat du premier semestre 2005, et le rendement des fonds propres alloués s'établit à 22,5%.

## 5. Banque de financement et d'investissement

La banque de financement et d'investissement dégage un résultat net de 957 millions d'euros, en hausse de 50,3 % par rapport au résultat du premier semestre 2005.

Le premier semestre 2006 enregistre le plus haut niveau de revenus jamais réalisé par le pôle ainsi qu'une nette amélioration de son efficacité opérationnelle et de sa rentabilité. Ces performances confirment le bien fondé de la stratégie de développement de Calyon reposant sur une offre produits complète, un réseau international étendu et une politique d'investissement progressive et régulière.

(en millions d'euros)	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/2005
<b>Produit net bancaire</b>	<b>2 152</b>	<b>2 889</b>	<b>+ 34,2 %</b>
Charges d'exploitation et amortissements	(1 362)	(1 683)	+ 23,5 %
<b>Résultat brut d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>790</b>	<b>1 206</b>	<b>+ 52,8 %</b>
Coût du risque	24	(15)	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	52	91	+ 75,0 %
Résultats nets sur autres actifs	3	(4)	n.s.
Charges liées au rapprochement	(40)	-	-
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>829</b>	<b>1 278</b>	<b>+ 54,2 %</b>
Impôt sur les bénéfices	(192)	(321)	+ 67,2 %
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>637</b>	<b>957</b>	<b>+ 50,3 %</b>
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>603</b>	<b>923</b>	<b>+ 53,2 %</b>

(1) En 2005, avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit Agricole S.A. En 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.

Le produit net bancaire s'établit à 2 889 millions d'euros, en augmentation de 34,2 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2005 (+ 32,4 % à taux de change constants). Cette très forte progression, obtenue dans un environnement favorable, reflète la pertinence du modèle de développement de Calyon orienté vers le client et vers l'international : en effet, elle traduit d'une part la poursuite de l'extension de la base de clientèle mondiale (institutionnels et corporates) ; elle reflète de l'autre les effets de la politique de déploiement des lignes produits dans le réseau mondial comme en témoigne la croissance des revenus, plus vive à l'international (+ 56 % par rapport au premier semestre 2005) qu'en France (+ 16 %).

Calyon dispose d'une palette d'activités qui a continué de se développer progressivement dans de nombreux métiers au cours du premier semestre 2006. Ainsi dans les dérivés actions, la couverture pays a-t-elle été étendue à la Scandinavie et à la Corée du sud notamment ; les activités de structuration et de dérivés sur fonds déployées au sein de CASAM ont en outre continué de se développer. Les activités de cash CDO réalisées par les équipes de structurés de crédit ont poursuivi leur essor. En titrisation, Calyon a réalisé sa première opération de conduit CMBS au Japon.

En financements structurés, les opérations de financements immobiliers ont pris de l'ampleur en Europe de l'Est et le dispositif y a été renforcé. Les ventes se sont par ailleurs intensifiées en trade finance dans l'ensemble du réseau.

La hausse des charges d'exploitation (+ 23,5 %) reste modérée eu égard au niveau d'activité et le résultat brut d'exploitation ressort à 1 206 millions d'euros, en hausse de 52,8 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2005 (+ 49,8 % à taux de change constant). En conséquence, le coefficient d'exploitation s'améliore très fortement (- 5 points sur un an) ; à 58,3 % au premier semestre 2006, il atteint un niveau d'efficacité opérationnelle qui situe Calyon parmi les meilleures BFI européennes.

La forte progression des résultats des sociétés mises en équivalence (+ 75 % à 91 millions d'euros) est portée par les résultats de la BSF.

Le résultat net du pôle ressort à 957 millions d'euros (+ 50,3 % par rapport au résultat du premier semestre 2005). La rentabilité des capitaux propres alloués au métier s'établit à 23,0 %.

## LA BANQUE DE FINANCEMENT

(en millions d'euros)

	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/2005
<b>Produit net bancaire</b>	<b>924</b>	<b>1 086</b>	<b>+ 17,5 %</b>
Charges d'exploitation et amortissements	(411)	(426)	+ 3,4 %
<b>Résultat brut d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>513</b>	<b>660</b>	<b>+ 28,9 %</b>
Coût du risque	28	(16)	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	52	91	+ 75,0 %
Résultats nets sur autres actifs	1	-	-
Charges liées au rapprochement	(11)	-	-
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>583</b>	<b>735</b>	<b>+ 26,2 %</b>
Impôt sur les bénéfices	(129)	(175)	+ 35,7 %
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>454</b>	<b>560</b>	<b>+ 23,5 %</b>
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>424</b>	<b>543</b>	<b>+ 28,3 %</b>

(1) En 2005, avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit Agricole S.A. En 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.

La contribution de la seule banque de financement au résultat du Groupe s'apprécie de 23,5 % à 560 millions d'euros.

Le **produit net bancaire** du semestre atteint 1 086 millions d'euros, en hausse de 17,5 % sur un an ; il bénéficie de la bonne orientation générale de l'activité : c'est notamment le cas au sein du réseau international de Calyon qui tire parti de ses implantations dans des zones à forte croissance telles que l'Asie et le Moyen-Orient.

Par ailleurs, les financements structurés, qui s'appuient sur des positions de premier plan détenues dans plusieurs de ses métiers, conservent une dynamique de croissance satisfaisante, notamment en trade finance, en financements télécoms et immobiliers.

Enfin, le produit d'une opération significative de restructuration de dettes est venu conforter la performance d'ensemble du semestre.

Grâce à la bonne maîtrise **des charges d'exploitation** (+ 3,4 %), **le résultat brut d'exploitation** progresse de 28,9 % à 660 millions d'euros et le coefficient d'exploitation s'inscrit à 39,2 %, en amélioration de 5,4 points par rapport à celui du 1<sup>er</sup> semestre 2005.

Le coût du risque reste faible puisqu'il enregistre une dotation nette de 16 millions d'euros au semestre.

## LA BANQUE DE MARCHÉS ET D'INVESTISSEMENT

(en millions d'euros)

	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/2005
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 228</b>	<b>1 803</b>	<b>+ 46,8 %</b>
Charges d'exploitation et amortissements	(951)	(1 257)	+ 32,2 %
<b>Résultat brut d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>277</b>	<b>546</b>	<b>+ 97,0 %</b>
Coût du risque	(4)	1	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-
Résultats nets sur autres actifs	2	(4)	n.s.
Charges liées au rapprochement	(29)	-	-
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>246</b>	<b>543</b>	<b>X 2,2</b>
Impôt sur les bénéfices	(63)	(146)	X 2,3
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>183</b>	<b>397</b>	<b>X 2,2</b>
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>179</b>	<b>380</b>	<b>X 2,1</b>

(1) En 2005, avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit Agricole S.A. En 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.

Au cours du premier semestre 2006, **la banque de marchés et d'investissement** poursuit sa croissance confirmant sa capacité à générer des revenus très élevés dans une conjoncture globalement porteuse ; le PNB atteint le niveau record de 1 803 millions d'euros, en progression de 46,8 % sur celui du 1<sup>er</sup> semestre 2005, et de 33,1 % sur celui du second semestre 2005.

Au sein des marchés de capitaux, le très haut niveau de revenus obtenus en dérivés de taux démontre que Calyon bénéficie d'une position de premier plan dans ces activités. De même, d'excellentes performances sont réalisées sur les marchés de crédit : structurés, titrisations et obligataire. Pour leur part, les dérivés actions poursuivent leur développement conformément aux objectifs et

le change et la trésorerie connaissent une bonne orientation de leurs activités.

En courtage, CLSA, CA Cheuvreux et Calyon Financial profitent de conditions de marchés favorables, notamment au premier trimestre 2006, pour capter des volumes d'opérations plus importants et faire progresser de moitié les revenus semestriels globaux par rapport au premier semestre 2005.

À 546 millions d'euros, le **résultat brut d'exploitation** du premier semestre 2006 double (+ 97 %) sur un an, bénéficiant de l'effet de ciseau favorable entre les rythmes de progression du PNB et des charges. Le **coefficient d'exploitation** s'améliore ainsi de 7,7 points pour s'établir à 69,7 % soit légèrement en dessous du niveau cible de 70 %.

Au total, la contribution de la banque de marchés et d'investissement au résultat net de Crédit Agricole S.A. fait plus que doubler sur un an à 397 millions d'euros.

## 6. Banque de détail à l'international

Le pôle Banque de détail à l'international se développe par croissance externe dans la ligne du plan de développement 2006-2008.

De fait, le premier semestre 2006 a été très actif en termes d'opérations de croissance externe avec, notamment, en février l'acquisition de la banque de détail égyptienne Egyptian American Bank qui a donné naissance, le 1<sup>er</sup> septembre, à la banque Crédit Agricole Egypt après le regroupement de ses opérations avec celles de Calyon Bank Egypt, le renforcement dans le capital du BES au Portugal et, en mars, l'annonce de l'acquisition d'Index Bank en Ukraine.

En outre, le succès remporté début août par Crédit Agricole S.A. dans l'offre publique d'achat sur Emporiki Bank S.A. (avec 72 % du capital) constitue une nouvelle étape majeure dans le développement international du Groupe. Cette acquisition de la troisième\* banque grecque permet d'étendre sa couverture géographique et donne accès à un marché en croissance dans une région en rapide expansion (cf. communiqué de presse du 9 août 2006 dans « Tendances récentes et perspectives - événements récents »).

(en millions d'euros)

	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/2005
<b>Produit net bancaire</b>	152	222	+ 46,3 %
Charges d'exploitation et amortissements	(129)	(177)	+ 37,9 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	23	45	+ 93,5 %
Coût du risque	(13)	(22)	+ 72,2 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	230	260	+ 12,8 %
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-
<b>Résultat avant impôts</b>	240	283	+ 17,4 %
Impôt sur les bénéfices	0	(2)	n.s.
<b>RÉSULTAT NET</b>	240	281	+ 16,9 %
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	229	262	+ 14,5 %

La forte croissance du **résultat brut d'exploitation** du pôle Banque de détail à l'international au premier semestre 2006 (+ 93,5 % à 45 millions d'euros) reflète l'acquisition d'Egyptian American Bank ainsi que celle de la banque Serbe Meridian Bank consolidée depuis la fin de l'année 2005.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** passe de 230 millions d'euros au premier semestre 2005 à 260 millions d'euros. Banca Intesa en est le principal contributeur avec un résultat mis en équivalence de 234 millions d'euros. Son accroissement de 21,7 % sur un an traduit l'amélioration de la solidité financière de la banque. En revanche, la contribution du BES dans les comptes consolidés est affectée par l'harmonisation de la méthode de couverture des engagements de retraites avec celle du Groupe.

Le **résultat net** du pôle s'élève à 281 millions d'euros, en hausse de 16,9 % sur celui du premier semestre 2005, conduisant à un ROE de 22,4 %.

## 7. Gestion pour compte propre et divers

La contribution du pôle Gestion pour compte propre et divers au résultat du Groupe s'améliore sensiblement passant de - 312 millions d'euros au premier semestre 2005 à - 123 millions d'euros au premier semestre 2006.

\* Emporiki : troisième banque grecque en termes d'agences, quatrième par le montant total des prêts gérés, cinquième en terme d'actifs.

(en millions d'euros)	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/2005
<b>Produit net bancaire</b>	(72)	(13)	- 81,8 %
Charges d'exploitation et amortissements	(411)	(380)	- 7,6 %
<b>Résultat brut d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>(483)</b>	<b>(393)</b>	<b>- 18,7 %</b>
Coût du risque	(21)	24	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(3)	73	n.s.
Résultats nets sur autres actifs	17	61	X 3,5
Charges liées au rapprochement	(56)	-	-
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(546)</b>	<b>(235)</b>	<b>- 57,0 %</b>
Impôt sur les bénéfices	234	112	- 52,3 %
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>(312)</b>	<b>(123)</b>	<b>- 60,6 %</b>
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>(419)</b>	<b>(226)</b>	<b>- 45,9 %</b>

(1) En 2005, avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit Agricole S.A. En 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.

Cette évolution positive provient des activités de **private equity** qui génèrent un produit net bancaire de 96 millions d'euros (contre 35 millions d'euros au premier semestre 2005). Celui-ci traduit l'activité soutenue de Crédit Agricole Private Equity (CAPE) en capital risque sur l'ensemble du semestre. Selon le baromètre européen publié par Ernst & Young, CAPE a été classé investisseur en capital risque le plus actif dans les entreprises françaises au 1<sup>er</sup> trimestre 2006. Il ressort à la seconde place du classement pour les investissements dans les entreprises européennes.

Crédit Agricole Private Equity, qui entend continuer à développer la gestion pour compte de tiers et augmenter significativement son volume d'investissement annuel, a lancé courant juin deux nouveaux véhicules d'investissement : Capenergie, 1<sup>er</sup> FCPR dédié aux énergies renouvelables, et Meridiam Infrastructure, activité de financement en fonds propres et quasi-fonds propres des infrastructures en Partenariats Publics Privés.

**Hors les activités de private equity**, le pôle enregistre une hausse des revenus de la gestion financière par rapport au premier semestre 2005. À l'inverse, il inclut un accroissement de 22 millions d'euros des coûts de financement des investissements réalisés.

**Le résultat des sociétés mises en équivalence** s'accroît de 76 millions d'euros d'un semestre sur l'autre en raison de la prise en compte au premier trimestre 2006 du résultat définitif de l'exercice 2005 d'Eurazeo, participation cotée (+ 70 millions d'euros).

**Le résultat net sur autres actifs** de 61 millions d'euros enregistre notamment la plus-value de cession de 35 % de CAAM Sgr Italie à Banca Intesa, la plus-value liée à la cession à ESFG du contrôle minoritaire sur les filiales d'assurances portugaises Partran et Tranquilidade, la plus-value de cession sur le logiciel de gestion d'épargne salariale Pacteo.

## ► La gestion des risques dans le groupe Crédit Agricole S.A. : facteurs de risques, pilotage et exposition aux risques

### Le contrôle interne

À la suite de l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2006 des modifications du règlement 97-02 sur le contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (arrêté du ministre des finances du 31 mars 2005), le premier semestre 2006 a été consacré au déploiement de la nouvelle organisation des fonctions de contrôle, dont les responsables avaient été nommés ou confirmés au cours de l'année 2005 : Directeur des Risques et Contrôles Permanents Groupe, Inspecteur Général Groupe (contrôle périodique), directement rattachés au Directeur Général de Crédit Agricole S.A. et, au sein du Secrétariat Général dirigé

par un membre du Comité exécutif du groupe Crédit Agricole S.A., Directeur de la Conformité.

Le Comité de Contrôle Interne Groupe, chargé de la coordination des trois fonctions de contrôle prévues par la nouvelle réglementation, s'est réuni au cours du premier semestre, sous la présidence du Directeur Général de Crédit Agricole S.A. Ce Comité a pour objectif de renforcer les actions à caractère transversal à mettre en œuvre au sein du Groupe Crédit Agricole. Il a vocation à examiner les problématiques de contrôle interne communes à l'ensemble du Groupe (Crédit Agricole S.A., filiales de Crédit Agricole S.A., Caisses régionales, structures communes de moyens) et à s'assurer de la cohérence et de l'efficacité du contrôle interne sur base consolidée.

Au cours du premier semestre, Crédit Agricole S.A. a procédé à l'émission de recommandations relatives à l'accomplissement des obligations légales et réglementaires relatives au contrôle interne : rapport du Président au titre de la loi de sécurité financière, rapports de contrôle interne au titre du règlement 97-02, déploiement des normes relatives à l'encadrement des prestations essentielles externalisées. Des travaux d'approfondissement des dispositifs et des outils dévolus aux contrôles permanents ont été poursuivis, sous l'égide de la Direction des Risques et Contrôles Permanents Groupe.

## L'organisation de la conformité

Au cours de la période sous revue, la Direction de la Conformité s'est assurée de l'application opérationnelle du programme renforcé de contrôle de conformité, demandé par la Commission bancaire et par la Réserve Fédérale des États-Unis, dans l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole S.A.

Des mesures organisationnelles ont été adoptées pour répondre aux modifications de la réglementation relative au contrôle interne et ont donné lieu à la nomination de responsables Conformité ainsi qu'au rapprochement du département Sécurité Financière, précédemment rattaché à l'Inspection Générale Groupe, et de la Direction de la Conformité-Déontologie pour former la Direction de la Conformité.

En application des nouvelles dispositions réglementaires relatives à la remontée des dysfonctionnements dans l'application des lois, règlements, normes professionnelles et déontologiques propres aux activités bancaires et financières, certaines dispositions du règlement intérieur de Crédit Agricole S.A. ont été modifiées, qui seront présentées aux partenaires sociaux courant du deuxième semestre 2006.

Par ailleurs, des actions de sensibilisation des collaborateurs du groupe Crédit Agricole S.A. ont été engagées au cours du premier semestre pour accompagner la mise en place de la transposition en droit français de la directive « Abus de Marché ».

Un renforcement des contrôles automatisés a été opéré dans le suivi des réglementations du Bank Holding Company Act et de franchissement de seuil, et un outil de filtrage a priori des flux internationaux a été mis en place dans les implantations asiatiques aux fins de respect des mesures de gel des avoirs et d'embargos.

Par ailleurs, le choix d'un logiciel de monitoring des comptes a été effectué pour la banque de proximité conjointement par l'ensemble des Caisses régionales et LCL. Sa mise en place qui débutera au second semestre de 2006 sera achevée en 2007 dans toutes les Caisses régionales.

À la suite de la réalisation du plan de formation 2005, 75 % des 50 000 personnes formées du groupe Crédit Agricole S.A. ont répondu à un questionnaire d'auto-contrôle dont les résultats traduisent une forte compréhension des enjeux et des principes de la conformité.

## Le contrôle périodique

Dans le cadre des évolutions du dispositif de contrôle interne rendues nécessaires par les évolutions réglementaires, l'Inspection Générale Groupe a pour responsabilité exclusive, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, d'assurer le contrôle périodique du Groupe Crédit Agricole au travers des missions qu'elle mène et du pilotage de la ligne métier audit-inspection qui lui est hiérarchiquement rattachée.

Les missions de vérifications sur place et sur pièces de l'Inspection Générale Groupe ont concerné diverses entités et unités et porté notamment sur la préparation de l'entrée en vigueur du nouveau ratio international de solvabilité, les plans de continuité d'activité et sur la cohérence de la délimitation du périmètre de contrôle interne du Groupe.

Dans son rôle de pilotage de la ligne métier audit-inspection, l'Inspection Générale Groupe s'est assurée, au travers des Comités de Contrôle Interne des filiales concernées – auxquels participent la Direction Générale, l'Audit Interne, le Responsable du Contrôle Permanent et le Responsable de la Conformité de l'entité – du bon déroulement des plans d'audit, de la correcte maîtrise des risques et, d'une façon générale, de l'adéquation des dispositifs de contrôle interne de chaque entité.

## Les risques et le contrôle permanent

Le premier semestre 2006 a vu la mise en œuvre des modifications de la réglementation relative au contrôle interne avec la désignation d'un responsable du contrôle permanent et d'une ligne métier afférente, garantissant notamment l'indépendance des unités chargées de l'engagement des opérations, de celles chargées du suivi des diligences liées à la surveillance des risques.

Par ailleurs, la préparation de l'entrée en vigueur du nouveau ratio Bâle II se poursuit dans une phase opérationnelle, ce semestre marquant les premières étapes du passage du mode projet au mode production.

## Organisation de la fonction « Risques et contrôle permanent » au sein du Groupe

La prise en compte des dispositions du règlement 97-02 modifié par la publication de l'arrêté ministériel du 31 mars 2005, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006, a entraîné une réorganisation des fonctions de contrôle interne du Groupe, accompagnée de la création d'une ligne métier « Risque et Contrôles Permanents ».

La nouvelle Direction des Risques et Contrôles Permanents du Groupe (DRG) assure le contrôle des risques pilotés précédemment par la Direction des Risques Groupe : risques de crédits, financiers et opérationnels, auxquels s'ajoutent désormais les contrôles comptables permanents de l'information comptable et financière et le pôle sécurité et continuité d'activités.

Au sein de la DRG, le Pilotage des Risques Groupe (PRG) assure notamment la consolidation des risques sur l'ensemble du périmètre du Groupe Crédit Agricole, Caisses régionales comprises, le pilotage des dispositifs de risk – management (normes, méthodologies, système d'information, reporting) et la mise en œuvre opérationnelle des contrôles permanents.

Le déploiement dans le Groupe s'opère par la nomination d'un responsable risques et contrôle permanent, par grand métier ou pôle d'activité, rattaché hiérarchiquement au Directeur de la DRG et fonctionnellement à l'exécutif de la filiale ou du pôle métier. Le responsable des risques et contrôles permanents du pôle Caisses régionales assure la liaison et l'animation de la ligne métier et la consolidation des reporting risques de l'ensemble des Caisses régionales.

Par ailleurs, une mission « contrôles permanents » assure la coordination de la mise en place d'un dispositif adapté de contrôles permanents à l'échelle du Groupe. Au cours du premier semestre, ont aussi été lancés deux chantiers :

- l'analyse de l'existant en matière de processus et d'outils de contrôles permanents de second degré, complémentaires et distincts de ceux effectués pour les hiérarchies opérationnelles relevant des contrôles de premier degré;
- un état des lieux et l'amélioration du contrôle des prestations externalisées à l'échelle de tout le Groupe.

Enfin, une unité spécifique est dédiée à veiller à la cohérence des outils et de l'architecture des systèmes d'informations pour assurer les missions, tant du contrôle permanent de second degré que du pilotage des risques.

Cette évolution de l'organisation vers les missions du contrôle permanent ont donné lieu à diverses réunions de sensibilisation et de formation des équipes concernées, tant au niveau des Caisses régionales que des filiales.

## Le dispositif de surveillance des risques au sein de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales

Chaque filiale ou métier définit, en liaison avec la DRG, et fait valider par le Comité des Risques du Groupe, sa stratégie risque qui fixe le cadre de développement de son activité.

Ainsi, au premier semestre 2006, des stratégies risques ont été actualisées et validées, notamment sur certains pays (Pologne, Iran, Afrique, Russie, Maroc) et pour certains métiers (affacturage, immobilier, risques financiers de LCL, « hedge funds », « shipping »).

Par ailleurs la mise en œuvre des dispositifs de surveillance s'est poursuivie, au travers de l'établissement de tableaux de bord des risques du Groupe, de réunions périodiques entre la DRG et les diverses filiales-métiers ainsi que lors des présentations de reporting au Comité des Risques Groupe (grands risques, affaires sensibles, coût du risque, risques pays, risque de marchés).

## Le Projet Bâle II

La mise en œuvre opérationnelle du projet Bâle II s'est poursuivie à un rythme soutenu sur le premier semestre 2006.

S'agissant du risque de crédit, le processus de validation par la Commission Bancaire du dispositif du Groupe pour le portefeuille de la Banque de détail a commencé en début d'année et se poursuit actuellement.

Côté banque des entreprises, l'Inspection Générale du Groupe a réalisé au cours du premier trimestre sa mission de prévalidation des portefeuilles hors retail sur le périmètre des entités visant la méthode IRB (*Internal Rating Based*) au 1<sup>er</sup> janvier 2008. Cette mission a donné lieu à une demande d'actions correctives sur la base de tableaux d'écart. Les principaux points d'amélioration vont porter sur la qualité des données utilisées pour le calcul et sur la documentation et la justification des méthodologies. Les filiales concernées et les Caisses régionales ont mis en place les plans d'action nécessaires pour réduire ces écarts; de même la DRG a mis en place un plan d'action visant à corriger les écarts relatifs aux sujets transverses qui relèvent de sa responsabilité. L'avancement de la mise en œuvre de ces plans d'actions fera l'objet d'un suivi rapproché en centralisé.

Le premier semestre 2006 a parallèlement été marqué par les premières étapes de la sortie du mode projet et du passage au mode production. Les travaux réalisés visent d'une part à fiabiliser le circuit de déclaration réglementaire par la mise en place de contrôles de qualité des données et d'exhaustivité des périmètres, d'autre part à assurer le passage de témoin entre les équipes projet et les équipes en charge de la production. Le calcul du nouveau ratio est désormais réalisé à fréquence trimestrielle.

S'agissant du risque opérationnel, une mission d'inspection interne, transverse à l'ensemble du Groupe, a été conduite au cours du 2<sup>e</sup> trimestre en vue de prévalider le modèle interne de calcul d'exigence de fonds propres. Cette mission achèvera ses conclusions au cours du 3<sup>e</sup> trimestre.

## L'évolution du périmètre de contrôle interne d'activité

Au premier semestre 2006, l'expansion à l'international du Groupe amène à étendre le périmètre de contrôle interne :

- intégration de l'Egyptian American Bank (EAB), la fusion avec Calyon Égypte étant intervenue le 1<sup>er</sup> septembre 2006;
- partenariat renforcé de Crédit Agricole S.A. avec Espirito Santo Financial Group S.A. dans les activités de bancassurance vie et dommages au Portugal, qui amène à la prise de contrôle majoritaire de deux entités opérationnelles dans les métiers de l'assurance.

Les impacts de ces évolutions sur le dispositif de gestion des risques sont en cours de mise en œuvre, avec la nomination de responsables risques et contrôles permanents et l'intégration des normes et outils en matière de pilotage des risques.

## Le risque de crédit

### LES GRANDS RISQUES DE CONTREPARTIE

Les engagements consolidés de l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole S.A. sont suivis par contrepartie et par groupe lié de contreparties.

Au 30 juin 2006, les engagements en risques de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales auprès des 10 premiers groupes non bancaires s'élevaient à 22 milliards d'euros (données de gestion, intégrant les risques en montant brut avant toutes garanties sur opérations de crédit, titres et de marché), dont 2 milliards d'euros sur un établissement public français non industriel.

Le suivi des grands risques de contrepartie des Caisses régionales est opéré notamment au travers de la filiale Foncaris qui, au 30 juin 2006, garantissait à 50% les 7,5 milliards d'euros d'encours de crédit des Caisses régionales sur leurs plus grands risques.

À ce titre, ses engagements s'élevaient à cette date à 3,7 milliards d'euros. Les dix premiers risques de Foncaris représentaient 1,2 milliard d'euros soit un tiers de ses engagements totaux.

### LA POLITIQUE DE PROVISIONNEMENT ET LA COUVERTURE DES RISQUES

Le coût du risque de crédit consolidé sur le périmètre de Crédit Agricole S.A. est relativement stable à 25 points de base annualisés des emplois pondérés Cooke (hors risques de marchés) au premier semestre 2006, contre 24 points de base au premier semestre 2005.

Cette situation est liée à une situation globalement favorable sur la clientèle des grandes entreprises, même si certains secteurs deviennent sensibles comme l'automobile aux États-Unis.

## Les risques de marchés

### EXPOSITION AUX RISQUES DE MARCHÉ DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

#### Mesure par la Value at Risk

L'évolution de la VaR, déclinée par lignes produits, sur les activités de marché de Crédit Agricole S.A. se présente de la façon suivante :

#### RÉPARTITION DE LA VAR (99%, 1 JOUR)

##### 31 décembre 2005 au 30 juin 2006

(en millions d'euros)	Minimum	Maximum	Moyenne	30/06/2006	31/12/2005
Trésorerie	4	6	5	5	4
Change et Commodities	5	8	7	7	5
Dérivés de Taux	6	14	9	6	10
Credits et liquid bonds	7	10	8	10	8
Crédits structurés	2	6	4	2	4
Actions	6	10	8	10	9
<b>VaR DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.</b>	<b>16</b>	<b>30</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>24</b>

La VaR totale du groupe Crédit Agricole S.A., incluant les risques de marché résiduels issus de filiales de Crédit Agricole S.A. peu actives sur les marchés, est obtenue par sommation des différentes VaR

individuelles. Elle s'élève à 22 millions d'euros au 30 juin 2006 (dont 16 millions d'euros sur le seul périmètre CALYON).

### Mesure par les scénarios de stress

À fin juin 2006, les scénarios de stress calculés sur le périmètre de Calyon donnaient les résultats suivants :

(en millions d'euros)	Stress historique Krach obligataire 1994 <sup>(1)</sup>	Stress historique Hausse des spreads crédit 1998 <sup>(2)</sup>	Stress historique Krach boursier technologique 2002 <sup>(3)</sup>	Stress hypothétique Reprise économique <sup>(4)</sup>	Stress hypothétique Incertitude géopolitique <sup>(5)</sup>	Stress adverse <sup>(6)</sup>
Trésorerie	(19)	11	7	(56)	64	
Change et Commodities	0	58	10	2	29	
Dérivés de Taux	(165)	135	19	34	110	
Credit & liquid bonds	0	(8)	1	(22)	14	
Crédits structurés	19	10	(25)	8	(24)	
Actions	(22)	(169)	(39)	43	(185)	
<b>TOTAL</b>	<b>(187)</b>	<b>38</b>	<b>(26)</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>(212)</b>

(1) Hausse massive des taux (reproduit les facteurs de risques observés du 17 février au 2 mars 1994).

(2) Forte hausse des spreads émetteurs.

(3) Baisse significative des marchés actions.

(4) Stress visant à mesurer l'impact d'une reprise économique (hausse des marchés actions, des taux, du spot USD, du pétrole et baisse des spreads émetteurs).

(5) Baisse des marchés actions et des taux, hausse du spot USD, du pétrole et des spreads émetteurs.

(6) Stress adverse : stress ex-post (fonction de la nature des positions) calculé par les sensibilités aux principaux facteurs de risques.

Au 30 juin 2006, le scénario de stress qui pourrait entraîner des pertes importantes est celui répliquant les chocs historiques de 1994 (krach obligataire), se caractérisant par une hausse massive des taux.

## La gestion du bilan

### LE RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT GLOBAL

La Direction financière du groupe Crédit Agricole S.A. participe aux Comités actif-passif des filiales portant un risque de taux d'intérêt global significatif et assure l'harmonisation des méthodes et des pratiques au sein du Groupe ainsi que le suivi des limites allouées à chacune de ces entités. Elle consolide le risque de taux d'intérêt global de Crédit Agricole S.A. et de ces filiales.

Au premier semestre 2006, le risque de perte du groupe Crédit Agricole S.A. sur l'exercice en cas de variation adverse de 1 % des taux d'intérêt représentait moins de 1 % des fonds propres prudentiels. Le risque de pertes cumulées et non actualisées sur les 10 prochaines années en cas de variation adverse de 1 % des taux d'intérêt représentait moins de 10 % des fonds propres prudentiels.

Suite à la forte remontée des taux d'intérêt et à la modification de la fiscalité des PEL intervenue, le premier semestre 2006 a vu une décollecte importante des générations touchées par les nouvelles modalités de prélèvement. Ces évolutions réglementaires ont par ailleurs conduit à modifier les modèles d'écoulement, entraînant une variation sensible de la provision épargne logement associée, calculée à partir de ces lois d'écoulement (impact de même nature pour Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales).

### LE RISQUE DE LIQUIDITÉ

À fin juin 2006, le ratio de liquidité de Crédit Agricole S.A. s'élève à 114 % contre 104 % au 31 décembre 2005.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. a relevé le plafond de son programme d'émissions annuelles d'Euro Medium Term Notes (EMTN) à 28 milliards d'euros, contre 25 milliards d'euros précédemment.

Au cours du premier semestre 2006, Crédit Agricole S.A. a procédé à l'émission d'emprunts obligataires senior et subordonnés auprès des clients des Caisses régionales pour un montant global de 1,7 milliard d'euros. Des EMTN ont également été émis pour un montant total de 7,5 milliards d'euros.

### Les risques opérationnels

Au cours du premier semestre 2006, le groupe Crédit Agricole a poursuivi, dans la perspective du démarrage de Bâle II, la mise en place du dispositif qualitatif et quantitatif d'identification, d'évaluation, de prévention et de surveillance des risques opérationnels.

Ce dispositif vise l'homologation par la Commission Bancaire au titre de la méthode avancée (« Advanced Measurement Approach ») pour la majeure partie du périmètre du groupe Crédit Agricole (Caisses régionales, Calyon, LCL, CAAM, Sofinco France et Finaref France) au plus tard d'ici fin 2007.

Dans cette perspective et à la demande de la Commission Bancaire, une mission de prévalidation du dispositif Bâle II au titre des risques opérationnels a été conduite par l'Inspection Générale de Crédit Agricole S.A. de mai à juillet 2006.

Conformément au règlement 97-02 modifié et afin de renforcer l'usage de ce dispositif, la gestion des risques opérationnels constitue l'une des composantes des Directions des Risques et Contrôles Permanents mises en place sur le 1<sup>er</sup> semestre à Crédit Agricole S.A. ainsi que dans les entités du Groupe.

Le dispositif de gestion des RO étant désormais déployé dans les Caisses régionales et les principales filiales du Groupe (cartographies, collecte des pertes, tableau de bord), les travaux du premier semestre 2006 se sont concentrés sur :

- **l'enrichissement du modèle de calcul d'exigence des fonds propres et son adaptation au contexte des Caisses régionales :** le Comité de Pilotage Bâle II du 4 juillet 2006 a validé le principe d'un calcul « mutualisé » d'exigence de fonds propres sur la base des historiques de pertes de l'ensemble des Caisses régionales. La composante de l'exigence de fonds propres calculée à partir des scénarios de risque exceptionnel sera évaluée par chaque Caisse régionale et viendra compléter l'exigence de fonds propres sur base historique pour tenir compte d'évènements extrêmes et rares ;
- **la mise à jour des simulations pour les filiales du périmètre AMA** en actualisant les historiques de données internes au 31 décembre 2005 et en incluant une évaluation de l'ensemble des scénarios de risque exceptionnel.

## Les risques juridiques

À la date de dépôt à l'AMF du présent document, il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité, les résultats ou le patrimoine de la société et du groupe Crédit Agricole S.A.

### FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Les principales procédures judiciaires en cours impliquant des entités du groupe Crédit Agricole S.A. sont mentionnées dans :

- le document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers le 17 mars 2005 sous le numéro D.05-0233 ;
- le document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers le 30 mars 2006 sous le numéro D.06-0188.

Depuis le 31 décembre 2005, certaines procédures judiciaires en cours impliquant des entités du groupe crédit Agricole S.A. ont connu une évolution, notamment :

### Verte France

Le Syndicat Verte France, regroupant des personnes physiques, a intenté une nouvelle action contre le Crédit Agricole en citant Crédit Agricole S.A. ainsi que la totalité des Caisses régionales à comparaître devant le tribunal correctionnel de Paris.

Verte France prétend que le Crédit Agricole a indûment affecté une part des réserves des Caisses régionales au financement de l'offre publique sur le Crédit Lyonnais et demande que soit restitué aux sociétaires du Crédit Agricole le montant des réserves qui, selon eux, auraient été détournées.

Cette action, qui ne repose sur aucun fondement juridique ou économique, est dans la lignée de celles pour lesquelles Verte France, qui demandait la nullité des Caisses régionales, a été déboutée par le Tribunal de grande Instance de Paris (jugements en date des 21 et 28 janvier 2003) puis par la Cour d'appel de Paris par deux arrêts du 1<sup>er</sup> avril 2005. Le syndicat s'est pourvu en cassation alors que la Cour a d'ores et déjà rejeté des demandes comparables.

### Bernard Tapie – Adidas

Suite à l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, saisie de la seule affaire Adidas, le montant de la condamnation a été payé. La somme a été mise sous séquestre par les liquidateurs.

Le CDR et le Crédit Lyonnais ont formé un pourvoi contre cette décision en février 2006 ; la Cour de cassation doit se prononcer en octobre prochain.

### Alstom

Les investisseurs qui avaient initié une class action à l'encontre d'Alstom et des underwriters, dont Calyon, ont été déboutés de leurs demandes.

### Dapta

Le CDR et le Crédit Lyonnais ont été assignés conjointement, le 30 mai 2005, devant le Tribunal de commerce de Thiers par le Commissaire à l'exécution du plan des sociétés du Groupe Ifi Dapta Mallinoud.

La Cour d'appel de Riom, par arrêt du 12 juillet 2006, a renvoyé l'affaire devant le Tribunal de commerce de Paris.

Il est reproché au CDR et au Crédit Lyonnais d'avoir commis diverses fautes à l'occasion du montage et du financement de l'opération d'acquisition du pôle meuble (ex CIA) du Groupe Pinault par le Groupe IFI.

## ► Tendances récentes et perspectives

### Événements récents

#### Communiqué de Crédit Agricole S.A. concernant Alliance & Leicester

Extrait du communiqué de presse du 5 juillet 2006

Le 22 mai 2006, Crédit Agricole S.A. a annoncé qu'il étudiait la possibilité, parmi d'autres, d'acquiescer Alliance & Leicester, mais que cet examen en était à une phase préliminaire.

Depuis, il a entrepris une analyse approfondie d'Alliance & Leicester et des bénéfices qu'il pourrait obtenir d'une offre sur Alliance & Leicester. Au vu de cette analyse, Crédit Agricole S.A. a décidé qu'il ne poursuivrait pas dans cette voie. Il n'a pas présenté de proposition d'offre à Alliance & Leicester et n'a réalisé aucune due diligence portant sur des informations non publiques concernant Alliance & Leicester.

#### Partenariat européen de financement automobile entre Crédit Agricole S.A. et Fiat Auto S.p.A.

Extrait du communiqué de presse du 24 juillet 2006

Fiat Auto et Crédit Agricole S.A. ont annoncé la conclusion d'un accord portant sur la création d'une joint venture à 50/50, Fiat Auto Financial Services (« FAFS »), qui sera chargée des principales activités de financement liées à Fiat Auto en Europe. La conclusion définitive de cet accord dépend de la finalisation des éléments du contrat. L'opération peut être finalisée jusqu'au 30 juin 2007, mais tous les efforts seront faits pour qu'elle le soit avant le 31 décembre 2006, lorsque les autorisations réglementaires indispensables auront été délivrées et que Fiat Auto aura exercé son option d'achat sur Fidis Retail Italia.

Les activités de FAFS comprendront le financement des concessionnaires Fiat Auto, les services de location-bail et de gestion des flottes automobiles ainsi que les activités de financement automobile pour particuliers actuellement confiées à Fidis Retail Italia (aujourd'hui détenue à hauteur de 51 % par Banca Intesa, Capitalia, UniCredit et San Paolo-IMI). En utilisant l'expertise financière du Crédit Agricole, FAFS proposera en outre de nouveaux produits financiers aux clients et concessionnaires de Fiat Auto. Elle sera présente dans 13 pays européens et gèrera environ 13 milliards d'euros d'actifs.

Aux termes de l'accord, Fiat Auto recevra 1 milliard d'euros en numéraire en échange de 50 % du capital de FAFS, ce qui valorise la joint venture à 2 milliards d'euros. FAFS bénéficiera d'une forte intégration avec Fiat Auto et du leadership européen du Crédit Agricole dans le secteur du crédit à la consommation. Crédit Agricole accordera des financements à FAFS à un coût extrêmement compétitif. Les deux partenaires se partageront la direction de la société.

René Carron, Président de Crédit Agricole S.A. a déclaré : « Cette opération marque une nouvelle étape de la stratégie de développement à l'international de Crédit Agricole S.A., qui est un élément clé de son plan de développement à trois ans. » Georges Pauget, Directeur général de Crédit Agricole S.A., a ajouté : « Cette opération est extrêmement importante pour conforter nos positions sur le marché des services financiers spécialisés. Nous sommes heureux de renforcer nos liens avec Fiat, premier groupe industriel d'Italie, et de participer au développement de la croissance de son pôle automobile. »

Sergio Marchionne, Directeur général de Fiat Auto, a déclaré : « Avec ce nouvel accord, nous élargissons le champ de notre stratégie d'alliances visant à renforcer notre offre financière aux concessionnaires et aux clients. Cette alliance entre une grande institution bancaire et un constructeur automobile de premier plan représente une nouvelle référence en matière de financement des véhicules de tourisme et soutiendra les ambitions de Fiat Auto en Europe. Nous sommes ravis d'avoir noué ce partenariat avec une institution financière du calibre et de la réputation du Crédit Agricole. »

#### Calyon et Pirelli RE créent une joint-venture pour investir sur le marché européen des créances douteuses

Extrait du communiqué de presse du 3 août 2006

- Calyon (67 %) et Pirelli RE (33 %) créent une joint-venture pour investir sur le marché européen des créances douteuses : les principaux marchés visés sont l'Italie, l'Allemagne et la Pologne.
- Les deux groupes rachèteront cinq portefeuilles de créances douteuses de la joint-venture Pirelli RE / Morgan Stanley Real Estate Funds (MSREF).
- La valeur brute comptable des portefeuilles rachetés s'élève à environ 3 milliards d'euros.
- Au terme du rachat de 53 % de Credit Servicing S.P.A. et de 25 % de Asset Management NPL S.R.L., Pirelli RE contrôlera 100 % du capital de ces deux entités spécialisées dans le recouvrement et la gestion de créances douteuses.

Pirelli RE, acteur de premier plan du marché immobilier italien, et Calyon, la banque de financement et d'investissement du Groupe Crédit Agricole, ont signé un accord de création d'une joint-venture dont l'activité consistera à investir sur le marché européen des créances douteuses. Dans le cadre de cet accord, les deux parties rachèteront des portefeuilles de créances douteuses, dont Pirelli RE détiendra 33 % dans le cadre de son modèle de développement stratégique, et Calyon 67 %.

La nouvelle joint-venture conjugue l'expérience de Pirelli RE dans le recouvrement de créances douteuses en Italie et les compétences de Calyon sur les marchés financiers internationaux. Elle vise à devenir l'un des principaux acteurs du secteur en Europe, marché

au potentiel de croissance très élevé, notamment en Italie, en Allemagne et en Pologne. L'Allemagne est considérée comme le premier marché européen, avec un encours de créances douteuses estimé aux environs de 300 milliards d'euros par Ernst & Young. En Pologne, Pirelli RE a déjà créé une plate-forme de services immobiliers et d'investissement en association avec Bank Pekao.

L'opération devrait être finalisée fin novembre, sous réserve d'une part de l'agrément de l'autorité italienne de la concurrence et de réglementation des marchés, et d'autre part de celui des représentants des porteurs de titres actuels.

#### **Crédit Agricole S.A. réussit son offre publique d'achat sur Emporiki Bank S.A. et atteint une participation de 71,97 %**

#### **Une étape majeure dans le développement international de Crédit Agricole S.A.**

*Extrait du communiqué de presse du 9 août 2006*

Crédit Agricole S.A. a annoncé aujourd'hui le succès de son offre publique d'achat en numéraire d'actions d'Emporiki Bank of Greece S.A. (« Emporiki ») faite aux actionnaires d'Emporiki. À compter du règlement des actions apportées, la participation totale de Crédit Agricole S.A. atteindra 71,97 % du capital d'Emporiki.

- 1 300 actionnaires d'Emporiki détenant un total de 69 574 826 actions ont apporté leurs actions à l'offre à la clôture le 7 août 2006, représentant près de 52,55 % du capital d'Emporiki.
- Avec la détention directe par Crédit Agricole S.A. de 25 702 456 actions (incluant 14 002 359 actions acquises sur le marché depuis l'annonce de l'offre à ce jour), représentant 19,41 % du capital d'Emporiki, Crédit Agricole S.A. détiendra, à compter du règlement des actions apportées, 71,97 % du capital d'Emporiki.
- Le transfert hors-marché et le règlement des actions dûment apportées à l'offre au 7 août 2006 sont prévus le 16 août 2006.
- La Banque Centrale de Grèce a approuvé l'acquisition par Crédit Agricole S.A. du contrôle d'Emporiki, en conformité avec la loi 2076/1992.
- L'offre a été notifiée, en vertu de la procédure simplifiée, à la Commission européenne, qui doit adopter une décision au plus tard le 21 août 2006.

René Carron, Président de Crédit Agricole S.A. a déclaré : « *Je suis ravi du succès de l'offre concernant Emporiki et voudrais exprimer ma reconnaissance à l'égard du gouvernement grec et des autres actionnaires pour la confiance dont ils ont témoigné en apportant leurs actions à l'offre. Cette transaction marque une étape majeure dans notre stratégie internationale et contribuera à notre objectif d'augmentation de notre produit net bancaire sur des opérations non françaises. Nous sommes impatient de renforcer la banque en Grèce et dans la région au profit de tous les clients, employés et actionnaires d'Emporiki.* ».

Georges Pauget, Directeur Général de Crédit Agricole S.A. a déclaré « *d'un point de vue stratégique, cette acquisition nous convient parfaitement, elle nous permet d'étendre notre couverture géographique et nous donne accès à un marché en croissance dans*

*une région en rapide expansion. Elle remplit également tous nos critères financiers d'acquisition. Nous allons maintenant concentrer nos efforts sur le développement des procédures opérationnelles d'Emporiki, notamment la gestion des risques, le marketing et les relations avec la clientèle ainsi que les relations avec les salariés et la formation, en conformité avec les usages de Crédit Agricole S.A.* ».

#### **Crédit Agricole S.A. annonce aujourd'hui qu'il a obtenu l'autorisation de la Commission européenne pour l'acquisition du contrôle d'Emporiki Bank of Greece S.A. (« Emporiki »)**

*Extrait du communiqué de presse du 16 août 2006*

Après examen de la notification reçue le 13 juillet 2006, la Commission européenne a estimé que l'opération entrerait dans le champ d'application du Règlement du Conseil (CE) 139/2004 et du paragraphe 5, sous-paragraphe c, de la Communication de la Commission relative à une procédure simplifiée de traitement de certaines opérations de concentration. En conséquence, la Commission européenne a décidé de la déclarer compatible avec le marché commun et l'accord EEE conformément à l'article 6(1)(b) du Règlement du Conseil (CE) 139/2004.

#### **Crédit Agricole SA – Banca Intesa**

*Communiqué de presse du 26 août 2006*

Crédit Agricole S.A. annonce aujourd'hui qu'il a approuvé, lors de la réunion du pacte d'actionnaires d'Intesa, les grandes lignes du projet de fusion entre Intesa et San Paolo IMI.

L'approbation par le Crédit Agricole du projet définitif sera subordonnée à la conclusion d'un accord qui sauvegarde et valorise les intérêts stratégiques du Crédit Agricole en Italie, dans le cadre de la création de la nouvelle entité.

Cette position a été communiquée au pacte d'actionnaires qui en a pris acte et a souhaité que soient recherchées les solutions les plus appropriées.

## **Perspectives pour le second semestre 2006**

**En deuxième partie d'année, les éléments de risque du scénario global restent liés aux déséquilibres financiers et à l'incertitude entourant l'évolution des cours des matières premières dans un contexte géopolitique agité.** Sous réserve d'une stabilisation, voire d'un léger repli, des prix du pétrole, le rééquilibrage de la croissance mondiale pourrait se faire selon un schéma ordonné et graduel. La période estivale a toutefois été l'occasion de remettre au premier plan les incertitudes de nature géopolitique (conflit au Proche-Orient, risques d'attentats) et à rendre un peu plus incertaines les perspectives concernant 2007.

**Aux États-Unis,** le freinage en douceur des dépenses des ménages devrait se poursuivre si l'accalmie du marché immobilier reste bien maîtrisée, un partage de la valeur ajoutée un peu plus

favorable aux salariés jouant alors son rôle de relais. Le déficit des comptes courants extérieurs ne devrait, au mieux, que se réduire marginalement, parallèlement au léger ralentissement de l'activité, laissant l'économie américaine dans la dépendance des afflux de capitaux étrangers. La menace inflationniste devrait progressivement se dissiper avec un plafonnement de l'indice des prix sous-jacent en fin d'année. Au plan institutionnel, la deuxième partie de l'année sera marquée par des élections de mi-mandat, lesquelles pourraient réorienter les priorités de l'Administration Bush. La croissance américaine devrait encore afficher une performance honorable en 2006, à 3,5 %.

**Dans la zone euro**, la conjoncture devrait continuer de s'affermir. L'emploi, maillon faible de la reprise, continuerait de se redresser, permettant d'asseoir une croissance plus robuste et pérenne. Cette embellie sur le front de l'emploi devrait aussi permettre de jouer un rôle d'amortisseur dans les pays où la consommation est très tributaire de la santé du marché immobilier, laquelle est amenée à légèrement se dégrader (Espagne et Irlande surtout). Des facteurs temporaires vont également jouer. En Allemagne particulièrement, l'effet « Coupe du Monde » et la hausse anticipée de la TVA au 1<sup>er</sup> janvier 2007 devraient propulser le consommateur au rang de premier contributeur à la croissance en seconde partie d'année (quitte à avoir un contrecoup en 2007). Le commerce intra-zone pourrait largement en profiter. Le rythme de croissance de l'investissement devrait continuer à côtoyer sa moyenne de long terme (2,8 % en moyenne sur l'année) mais ne devrait pas accélérer en l'absence de besoins tangibles de nouvelles capacités. Stabilisation des prix pétroliers aidant, l'inflation devrait refluer en fin d'année mais rester au-dessus de la cible de la BCE (2,3 % en 2006). En France, compte tenu des performances du premier semestre, la croissance devrait avoisiner 2,3 % et se rapprocher ainsi de son potentiel à la faveur d'une conjoncture mondiale et européenne porteuse et grâce au soutien sans faille d'une consommation toujours aussi dynamique.

**Sur les marchés financiers, après les turbulences du printemps, le retour à la normale devrait se confirmer même si des poches de volatilité pourraient perdurer voire re-émerger au gré des aléas géopolitiques.** Aux États-Unis, la balance des risques pencherait selon nous du côté de la croissance, la Fed optant alors pour un statu quo avec un point culminant du cycle à 5,25 % en juin. La BCE, profitant de la bonne conjoncture domestique, a les cartes en main pour accélérer son cycle de normalisation monétaire et viser la neutralité dès la fin de l'année (soit 3,5 % en décembre 2006, contre 3 % depuis début août).

Avec l'arrêt des hausses de taux courts aux États-Unis, le marché est largement convaincu que le prochain mouvement de taux de la Fed sera baissier (en 2007), ce qui a déjà pesé sur le niveau des taux longs, qui ont reflué durant l'été. Les taux longs européens restent largement déterminés par le marché obligataire américain, et ont donc reflué aussi, même si la conjoncture et la BCE pourraient justifier des taux plus élevés que ceux atteints à la fin août (3,80 % à dix ans). Les taux longs européens pourraient se reprendre

un peu et stabiliser au-dessus de 4 % fin 2006, les marchés anticipant encore une nouvelle hausse de taux de la BCE.

De son côté, la monnaie américaine perdrait un de ses principaux soutiens avec la fin du cycle de hausses des taux de la Fed. Le dollar renouerait alors avec sa tendance baissière, mais cette fois-ci face à l'ensemble des devises. Le fardeau porté par l'euro en serait allégé et rendrait supportable une parité au voisinage de 1,35 \$ fin 2006. Sur les marchés, tous les paris ne seront pas gagnants, suivant la classe d'actifs et la place financière choisie. Les actions européennes auront alors de bons arguments à faire valoir avec des fondamentaux toujours solides, des PER en dessous de leur moyenne historique et un euro en hausse.

**Dans ce contexte, le Groupe réaffirme les ambitions exprimées dans son plan de développement stratégique annoncé en fin d'année 2005 et mentionnées dans le rapport de gestion sur l'exercice 2005 (se reporter au document de référence 2005 déposé auprès de l'AMF le 30 mars 2006 sous le n° D.06- 0188) : confirmer la place de leader du groupe Crédit Agricole dans la Banque de détail en France, accroître sa part de marché dans les métiers qui lui sont liés, développer significativement les activités et la part de résultats à l'international, tout en maintenant le profil du risque, et en étant prêts à saisir des opportunités de croissance...**

## 1.3 – Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2006

Examinés par le Conseil d'Administration de Crédit Agricole S.A. en date du 5 septembre 2006.

### ► Cadre général

#### Présentation juridique de l'entité

Depuis l'Assemblée générale extraordinaire du 29 novembre 2001, la société a pour dénomination sociale : **Crédit Agricole S.A.**

**Adresse du siège social de la société** : 91-93, boulevard Pasteur - 75015 Paris.

**Immatriculation au registre du commerce et des sociétés** de Paris sous le numéro 784 608 416.

**Code APE** : 651 D.

Crédit Agricole S.A. est une société anonyme à Conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le livre deuxième du Code de commerce.

Crédit Agricole S.A. est également soumise aux dispositions du Code monétaire et financier, notamment ses articles L.512-47.

Crédit Agricole S.A. est enregistrée sur la liste des établissements de crédit dans la catégorie des banques mutualistes ou coopératives depuis le 17 novembre 1984. A ce titre, elle est soumise aux contrôles des autorités de tutelle bancaire et notamment de la Commission bancaire.

Les actions Crédit Agricole S.A. sont admises aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris. Crédit Agricole S.A. est soumise à la réglementation boursière en vigueur, notamment pour ce qui concerne les obligations d'information du public.

### ► Compte de résultat

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
Intérêts et produits assimilés	3.1	17 344	40 773	17 627
Intérêts et charges assimilés	3.1	(14 400)	(31 838)	(14 719)
Commissions (produits)	3.2	4 413	7 198	3 382
Commissions (charges)	3.2	(2 423)	(3 689)	(1 743)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	3 718	5 033	3 661
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	891	2 105	618
Produits des autres activités	3.5	15 141	22 912	5 178
Charges des autres activités	3.5	(16 518)	(28 801)	(7 310)
<b>Produit net bancaire</b>		<b>8 166</b>	<b>13 693</b>	<b>6 694</b>
Charges générales d'exploitation	3.6.a et 3.6.b	(4 757)	(8 712)	(4 242)
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	(232)	(454)	(221)
<b>Résultat brut d'exploitation <sup>(1)</sup></b>		<b>3 177</b>	<b>4 527</b>	<b>2 231</b>
Coût du risque	3.8	(295)	(643)	(261)
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		888	1 490	738
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	54	122	21
Coûts liés au rapprochement			(219)	(144)
Variations de valeur des écarts d'acquisition		1	(86)	(2)
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>3 825</b>	<b>5 191</b>	<b>2 583</b>
Impôts sur les bénéfices	3.10.a et 3.10.b	(959)	(942)	(541)
<b>Résultat net</b>		<b>2 866</b>	<b>4 249</b>	<b>2 042</b>
Intérêts minoritaires		197	358	177
<b>RÉSULTAT NET – PART DU GROUPE</b>		<b>2 669</b>	<b>3 891</b>	<b>1 865</b>
Résultat par action		3,638	2,682	2,583
Résultat dilué par action		3,638	2,682	2,583

(1) En 2005, avant coûts liés au rapprochement.

## ► Bilan

### ACTIF

(en millions d'euros)

	Notes	30/06/2006	31/12/2005
Caisse, banques centrales, CCP		6 968	6 721
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		399 699	339 535
Instruments dérivés de couverture		3 906	4 947
Actifs financiers disponibles à la vente		163 319	144 267
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.1.a	270 816	258 928
Prêts et créances sur la clientèle	5.1.b	206 402	187 586
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		1 688	4 229
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		18 974	19 769
Actifs d'impôts courants		298	116
Actifs d'impôts différés		5 023	6 503
Comptes de régularisation et actifs divers		63 148	52 992
Participations dans les entreprises mises en équivalence		16 283	15 491
Immeubles de placement	5.5	3 308	3 278
Immobilisations corporelles	5.6	2 556	2 460
Immobilisations incorporelles	5.6	822	511
Écarts d'acquisition	2.3	14 440	14 110
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>1 177 650</b>	<b>1 061 443</b>

## PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2006	31/12/2005
Banques centrales, CCP		392	484
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		270 647	243 432
Instruments dérivés de couverture		5 195	5 607
Dettes envers les établissements de crédit	5.3.a	134 389	114 494
Dettes envers la clientèle	5.3.b	323 321	318 365
Dettes représentées par un titre	5.4	136 368	98 123
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		796	2 569
Passifs d'impôts courants		891	780
Passifs d'impôts différés		4 166	5 822
Comptes de régularisation et passifs divers		63 832	48 838
Provisions techniques des contrats d'assurances		174 642	162 482
Provisions pour risques et charges	5.8	3 679	4 291
Dettes subordonnées	5.4	22 813	21 248
Capitaux propres			
Capitaux propres part du Groupe		32 338	30 682
Capital et réserves liées		17 519	17 520
Réserves consolidées		9 886	7 126
Gains ou pertes latents ou différés		2 264	2 145
Résultat de l'exercice		2 669	3 891
Intérêts minoritaires		4 181	4 226
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>1 177 650</b>	<b>1 061 443</b>

## ► Tableau de variation des capitaux propres

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du Groupe	Gains ou pertes latents ou différés			Résultat net part du Groupe	Total des capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et réserves consolidées <sup>(1)</sup>	Élimination des titres d'auto-contrôle		Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des dérivés de couverture				
<i>(en millions d'euros)</i>											
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2004 (hors normes 32 &amp; 39 et IFRS 4)</b>	<b>4 418</b>	<b>22 415</b>	<b>(558)</b>	<b>26 275</b>	<b>(53)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>26 222</b>	<b>3 858</b>	<b>30 080</b>
Incidence de l'adoption des normes IFRS (32,39 & IFRS 4) (publié 31 décembre)		(1 469)		(1 469)		1 258	31		(180)	(7)	(187)
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2005 <sup>(2)</sup></b>	<b>4 418</b>	<b>20 946</b>	<b>(558)</b>	<b>24 806</b>	<b>(53)</b>	<b>1 258</b>	<b>31</b>	<b>0</b>	<b>26 042</b>	<b>3 851</b>	<b>29 893</b>
Augmentation de capital				0					0		0
Variation des titres d'auto-contrôle			(61)	(61)					(61)		(61)
Dividendes versés en 2005		(954)		(954)					(954)	(284)	(1 238)
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales		141		141					141		141
Effets des acquisitions/cessions sur les minoritaires				0						(64)	(64)
Variation de valeurs des titres disponibles à la vente (IAS 39)				0		252			252		252
Couverture de flux de trésorerie (IAS 39)				0			31		31		31
Résultat au 30 juin 2005				0				1 865	1 865	177	2 042
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées mises en équivalence		141		141					141		141
Variation de l'écart de conversion				0	230				230	212	442
Autres variations		(25)		(25)					(25)	13	(12)
<b>Capitaux propres au 30 juin 2005 <sup>(2)</sup></b>	<b>4 418</b>	<b>20 249</b>	<b>(619)</b>	<b>24 048</b>	<b>177</b>	<b>1 510</b>	<b>62</b>	<b>1 865</b>	<b>27 662</b>	<b>3 905</b>	<b>31 567</b>
Augmentation de capital	71	324		395					395		395
Variation des titres d'auto-contrôle			1	1					1		1
Dividendes versés en 2005				0					0	48	48
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales		4		4					4		4
Effets des acquisitions/cessions sur les minoritaires				0					0	(12)	(12)
Variation de valeurs des titres disponibles à la vente (IAS 39)				0		453			453		453
Couverture de flux de trésorerie (IAS 39)				0			(93)		(93)		(93)
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées mises en équivalence		121		121					121		121
Variation de l'écart de conversion				0	36				36	52	88
Résultat au 2 <sup>e</sup> semestre 2005				0				2 026	2 026	181	2 207
Autres variations		77		77					77	52	129
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2005</b>	<b>4 489</b>	<b>20 775</b>	<b>(618)</b>	<b>24 646</b>	<b>213</b>	<b>1 963</b>	<b>(31)</b>	<b>3 891</b>	<b>30 682</b>	<b>4 226</b>	<b>34 908</b>
Changement de méthode comptable				0					0		0
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2006</b>	<b>4 489</b>	<b>20 775</b>	<b>(618)</b>	<b>24 646</b>	<b>213</b>	<b>1 963</b>	<b>(31)</b>	<b>3 891</b>	<b>30 682</b>	<b>4 226</b>	<b>34 908</b>

Tableau de variation des capitaux propres

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du Groupe	Gains ou pertes latents ou différés			Résultat net part du Groupe	Total des capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et réserves consolidées <sup>(1)</sup>	Élimination des titres d'auto-contrôle		Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des dérivés de couverture				
<i>(en millions d'euros)</i>											
Augmentation de capital				0					0		0
Variation des titres d'auto-contrôle			29	29					29		29
Résultat 2005		3 891		3 891				(3 891)	0		0
Dividendes versés en 2006		(1 382)		(1 382)					(1 382)	(313)	(1 695)
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales		194		194					194		194
Effets des acquisitions/cessions sur les minoritaires				0					0	180	180
Variation de valeurs des titres disponibles à la vente (IAS 39)				0		372			372	0	372
Couverture de flux de trésorerie (IAS 39)				0				(60)	(60)		(60)
Résultat au 30 juin 2006				0				2 669	2 669	197	2 866
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées mises en équivalence		(28)		(28)					(28)		(28)
Variation de l'écart de conversion				0	(193)				(193)	(149)	(342)
Autres variations		55		55					55	40	95
<b>Capitaux propres au 30 juin 2006</b>	<b>4 489</b>	<b>23 505</b>	<b>(589)</b>	<b>27 405</b>	<b>20</b>	<b>2 335</b>	<b>(91)</b>	<b>2 669</b>	<b>32 338</b>	<b>4 181</b>	<b>36 519</b>

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle.

(2) Le montant des capitaux propres part du Groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2005 s'élève à 26 042 millions d'euros, soit une différence de - 68 millions d'euros par rapport au montant des capitaux propres part du Groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2005 tel que présentés dans les états financiers au 30 juin 2005. De même, le montant des capitaux propres part du Groupe s'élève à 27 662 millions d'euros soit une différence - 68 millions d'euros par rapport au montant des capitaux propres part du Groupe au 30 juin 2005, tel que présentés dans les états financiers à cette date.

Ces différences correspondent principalement à des ajustements sur le traitement des dérivés et des provisions.

## ► Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

**Les activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Crédit Agricole S.A. en ce compris les actifs recensés dans le portefeuille de placements détenus jusqu'à l'échéance.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

**Les activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises

consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille « actifs financiers disponibles à la vente » sont compris dans ce compartiment.

**Les activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

### Tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)

	1 <sup>er</sup> semestre 2006	2005
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>3 825</b>	<b>5 191</b>
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	291	454
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	(1)	86
Dotations nettes aux provisions	(43)	(1 127)
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(888)	(1 490)
Perte nette/gain net des activités d'investissement	(10)	(122)
Produits/charges des activités de financement	1 078	964
Autres mouvements	704	(301)
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>1 131</b>	<b>(1 535)</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	2 860	(17 062)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(5 355)	(1 471)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(10 923)	(20 913)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	6 863	20 268
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence <sup>(1)</sup>	576	356
Impôts versés	(601)	(528)
<b>Diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>(6 580)</b>	<b>(19 350)</b>
<b>Total flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)</b>	<b>(1 624)</b>	<b>(15 694)</b>
<b>Flux liés aux participations <sup>(2)</sup></b>	<b>(73)</b>	<b>(2 715)</b>
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>(226)</b>	<b>(334)</b>
<b>Total Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)</b>	<b>(299)</b>	<b>(3 049)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires <sup>(3)</sup></b>	<b>(1 542)</b>	<b>(384)</b>
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement <sup>(4)</sup></b>	<b>2 799</b>	<b>690</b>
<b>Total Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)</b>	<b>1 257</b>	<b>306</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>	<b>335</b>	<b>(711)</b>
<b>Diminution/augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)</b>	<b>(331)</b>	<b>(19 147)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>6 520</b>	<b>25 667</b>
Caisse, banques centrales, CCP (actif et passif)	6 237	23 081
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	283	2 586
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>6 189</b>	<b>6 520</b>
Caisse, banques centrales, CCP (actif et passif)	6 570	6 237
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(381)	283
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>(331)</b>	<b>(19 147)</b>

En l'absence d'information comparative d'un format homogène sur les six premiers mois de l'exercice 2005, sont présentés ci-après les flux de trésorerie relatifs aux opérations de structure financière (hors opérations courantes et de change) les plus significatives de cette période :

- Actifs financiers et participations :
  - ▶ Acquisition de titres de filiales consolidées : 384 millions d'euros.  
Au cours du premier semestre 2005, le groupe Crédit Agricole S.A. a principalement acquis la participation résiduelle de 10 % dans Finaref SA et Finaref AB, suite à un accord conclu le 31 décembre 2004 et effectivement payé en date du 27 janvier 2005.
  - ▶ Cession de titres de filiales consolidées : néant.
  - ▶ Acquisition de titres mis en équivalence : 56 millions d'euros.  
Au cours du premier semestre 2005, le groupe Crédit Agricole S.A., au travers de Pacifica, a porté sa participation à 40 % dans la filiale Assurances fédérales IARD du groupe AGF.
  - ▶ Cession de titres mis en équivalence : néant.
- Immobilisations corporelles et incorporelles :
  - ▶ Acquisition d'immobilisations : 302 millions d'euros.
  - ▶ Cession d'immobilisation : 228 millions d'euros.
- Opérations sur capitaux propres :
  - ▶ Émission d'instruments de capital : néant.
  - ▶ Cession ou remboursement d'instrument de capital : néant.
  - ▶ Paiement de dividendes : 805 millions d'euros.  
Le paiement des dividendes comprend à hauteur de 521 millions d'euros le montant versé par Crédit Agricole S.A. à ses actionnaires. Ce montant comprend également à hauteur de 284 millions d'euros le montant payé aux minoritaires au titre des actions de préférence qu'ils détiennent.
- Financement long terme :
  - ▶ Émission de dettes subordonnées : 1 597 millions d'euros.  
Au cours du premier semestre 2005, Crédit Agricole S.A. a réalisé en février 2005 une émission de 531 millions d'euros d'emprunts subordonnés à échéance 2017, en juin 2005 une émission d'emprunts subordonnés à durée indéterminée de 466 millions d'euros et en février 2005 une émission de titres super subordonnés de 600 millions d'euros.
  - ▶ Remboursement de dettes subordonnées : 354 millions d'euros.  
Au cours du premier semestre 2005, Crédit Agricole S.A. a réalisé des remboursements de titres subordonnés pour 354 millions d'euros.

(1) Ce montant comprend notamment, pour l'exercice 2006, le versement des dividendes de Banca Intesa S.p.A. pour 243 millions d'euros, des dividendes d'Eurazeo pour 55 millions d'euros et des dividendes des Caisses régionales pour 219 millions d'euros. Au titre de l'exercice 2005, le montant des dividendes versés s'élève à 123 millions d'euros pour Banca Intesa S.p.A., 7 millions pour Eurazeo et 193 millions d'euros pour les Caisses régionales.

(2) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participations. Au cours du premier semestre de l'exercice 2006, l'impact net des acquisitions de titres de participations consolidées (filiales et mises en équivalence) sur la trésorerie du Groupe s'élève à + 137 millions d'euros, portant notamment sur les acquisitions de Egyptian American Bank et de Tranquilidade Vida (renommée BES Vida) dans le cadre du renforcement du partenariat entre Espírito Santo Financial Group S.A. et Crédit Agricole S.A. Ce solde comprend la trésorerie acquise du fait de l'entrée de périmètre de ces filiales, pour un montant de 1 156 millions d'euros.

Au cours de l'exercice 2005, l'impact net des acquisitions de titres de participations consolidées sur la trésorerie du Groupe s'élève à - 2 423 millions d'euros, portant notamment sur les acquisitions du groupe Nextra dans le cadre des accords sur la gestion d'actifs entre le Crédit Agricole S.A. et Banca Intesa, l'acquisition de la participation résiduelle de 10% dans Finaref sa et Finaref AB (accord conclu le 31 décembre 2004 et paiement effectif endate du 27 janvier 2005), et l'acquisition de Meridian Bank.

(3) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend à hauteur de 1 382 millions d'euros pour l'exercice 2006, et 521 millions d'euros pour l'exercice 2005, le paiement des dividendes versés par Crédit Agricole S.A. à ses actionnaires. Ce montant comprend également à hauteur de 153 millions d'euros pour l'exercice 2006, et 261 millions d'euros pour l'exercice 2005, le montant de dividendes payés aux minoritaires. Pour l'exercice 2005, ce montant comprend enfin, à hauteur de 395 millions d'euros, l'augmentation de capital réservée aux salariés du groupe Crédit Agricole S.A. réalisée au second semestre.

(4) Au cours de l'exercice 2006, les émissions nettes de dettes subordonnées s'élèvent à 2 063 millions d'euros. Sur la même période, la dette obligataire progresse de 1 180 millions d'euros. Au cours de l'exercice 2005, les émissions nettes de dettes subordonnées ressortent à 2 447 millions d'euros, dont deux émissions de titres super subordonnés de 600 millions chacune (au premier trimestre et au 4<sup>e</sup> trimestre). La dette obligataire se réduit de 613 millions d'euros sur la même période. La ligne « Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement » recense également les flux liés aux versements d'intérêts sur les dettes subordonnées et obligataires.

## ► Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2006

<b>Note 1 :</b> Principes et méthodes applicables dans le Groupe	p. 85	<b>Note 5 :</b> Notes relatives au bilan au 30 juin 2006	p. 97
<b>Note 2 :</b> Périmètre de consolidation – parties liées	p. 85	5.1. Prêts et créances sur établissements de crédit et sur la clientèle	p. 97
2.1. Évolutions du périmètre de consolidation de l'exercice	p. 85	5.2. Provisions inscrites en déduction de l'actif	p. 99
2.2. Principales opérations externes réalisées au cours du semestre	p. 86	5.3. Dettes sur établissements de crédit et sur la clientèle	p. 99
2.3. Les écarts d'acquisition	p. 88	5.4. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	p. 100
2.4. Parties liées	p. 89	5.5. Immeubles de placement	p. 100
<b>Note 3 :</b> Notes relatives au compte de résultat	p. 89	5.6. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)	p. 101
3.1. Produits et charges d'intérêts	p. 89	5.7. Écarts d'acquisition	p. 101
3.2. Commissions nettes	p. 90	5.8. Provisions pour risques et charges	p. 101
3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	p. 91	5.9. Capitaux propres	p. 102
3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	p. 91	<b>Note 6 :</b> Engagements de financement et de garantie	p. 104
3.5. Produits et charges nets des autres activités	p. 91	<b>Note 7 :</b> Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire	p. 105
3.6. Charges générales d'exploitation	p. 91	<b>Note 8 :</b> Périmètre de consolidation au 30 juin 2006	p. 107
3.7. Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	p. 92		
3.8. Coût du risque	p. 92		
3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs	p. 92		
3.10. Impôts	p. 92		
<b>Note 4 :</b> Informations sectorielles	p. 93		
4.1. Information sectorielle par pôle d'activité	p. 93		
4.2. Spécificité de l'assurance	p. 95		
4.3. Banque de proximité en France – Réseau des Caisses régionales	p. 96		

## Note 1 :

### Principes et méthodes applicables dans le Groupe

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe Crédit Agricole S.A. ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2006.

Celles-ci sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2005, et complétées :

- par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire et définit le contenu minimum de cette information ;
- par les dispositions des normes et interprétations dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2006. Celles de ces normes et interprétations dont l'application n'est qu'optionnelle sur la période n'ont pas été retenues par le Groupe.

Ces nouvelles dispositions sont issues des règlements du 15 novembre 2005 (CE n° 1864/2005), du 8 novembre 2005 (CE n° 1910/2005), du 21 décembre 2005 (CE n° 2106/2005) et du 11 janvier 2006 (CE n° 108/2008). Elles portent sur :

- la révision de la norme IAS 19 relative aux avantages du personnel et concernant les écarts actuariels ainsi que les régimes groupe (les nouvelles dispositions concernant les informations à fournir seront mises pour la première fois en application dans les états financiers de l'exercice 2006) ;
- les révisions de la norme IAS 39 relative aux instruments financiers et concernant la couverture de flux de trésorerie au titre des transactions intra-groupe futures, d'une part, ainsi que les conditions de l'utilisation de l'option juste valeur d'autre part ;

- les révisions de la norme IAS 39 relative aux instruments financiers et de la norme IFRS 4 relative aux contrats d'assurance et portant sur les contrats de garantie financière ;
- l'interprétation IFRIC 4 qui porte sur les conditions permettant de déterminer si un accord contient une location.

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Les comptes semestriels résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2005 du groupe Crédit Agricole S.A. et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances du Groupe sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les régimes de retraites et autres avantages sociaux, les moins-values durables, les provisions pour créances irrécouvrables, les provisions pour risques et charges, la dépréciation des écarts d'acquisition, les actifs d'impôts différés.

## Note 2 :

### Périmètre de consolidation – parties liées

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2006 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 8.

#### 2.1. Évolutions du périmètre de consolidation de l'exercice

##### SOCIÉTÉS NOUVELLEMENT CONSOLIDÉES AU 30 JUIN 2006

1) Sociétés entrées dans le périmètre soit par création, soit du fait de leur acquisition ou d'un complément d'acquisition de leurs titres, soit du fait d'un franchissement du seuil de signification

CACI1

Crédit Agricole Immobilier Transaction

Créer SA

Egyptian American Bank (EAB)

Force 4

Force Alpes Maritime Deux Sèvres

Force Alpes Provence

Force Run

GRD12

Green Island

IDIA Participations

SCI Euralliance Europe

**2) Passage d'un palier à une consolidation en directe**

Néant

**SOCIÉTÉS SORTIES DU PÉRIMÈTRE AU 30 JUIN 2006**

**1) Cession de sociétés hors Groupe**

Partran

Tranquilidade

**2) Application des seuils de signification ou cessation d'activité**

ABF-AM SAS

BFC Holding

CA Deveurope BV

CPR BK

CL Rouse UK

Crédit Lyonnais Capital Market Plc

Crédit Lyonnais Group Management Ltd

Crédit Lyonnais Property Broadwalk

Indosuez Holding UK

MACO

Rivoli Vineuse 1 SAS

SCI Capucines

Sofincar

Sofinclot (ex-Sofinroute)

Sofinrec

**3) Fusion ou absorption par une société du groupe**

BGP Indosuez absorbe Vendôme Courtage

CA Asset Management SGR Spa absorbe Calyon Holding Italia Due SRL

CACEIS Fastnet absorbe IAF

C.A Investor Services Corporate Trust absorbe EEF (Euro Emetteurs Finances)

Crédit Agricole Capital Investissement fusionne avec C.A. Private Equity

Slibail Location Informatique fusionne avec Etica

**4) Passage d'une consolidation en direct à un palier**

Néant

**CHANGEMENT DE DÉNOMINATION SOCIALE :**

Agos Itafinco devient Agos Spa

C.A Alternat. Invest..Prod. Serv. Inc. devient CAAM AI S Inc

C.A Alternat. Invest. Prod. Gpe Ltd devient CAAM AI Ltd

CA AIPG Holding devient CAAM AI Holding

CA AIPG Inc. devient CAAM AI Inc

CA AIPG Sas devient CAAM AI SAS

CP Leasing devient Credium

Crédit Plus (ex-Bénéficial Bank) devient Créditplus

Idia Participation devient Crédit Agricole Capital Investissement

Fastnet France devient CACEIS Fastnet

FCC ESF devient FCC Masterace

Nextra Investment Management SGR Spa devient CAAM SGR S.p.a

Sofinroute devient Sofinclot

Systeia Equity Linked Fund devient Casam Systeia Linked Fund

Tranquilidade Vida devient BES Vida

**5) Changement de méthode de consolidation**

Tranquilidade Vida est désormais consolidée par intégration globale

**2.2. Principales opérations externes réalisées au cours du semestre**

**DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. EN EGYPTE**

Crédit Agricole S.A. et son partenaire égyptien El Mansour & El Maghraby Investment and Development Co (MMID) ont signé, le 5 janvier 2006, un accord de vente et d'achat avec la Bank of Alexandria S.A.E. et le groupe American Express pour l'acquisition de la participation de 74,6 % qu'ils détenaient ensemble dans l'Egyptian American Bank (EAB), Crédit Agricole S.A. devant acquérir 75 % de ces actions et MMID 25 %.

Crédit Agricole S.A. et MMID ont convenu de verser un prix de 45 EGP par action, ce qui revient à valoriser 100 % d'EAB à 2 916 millions EGP.

EAB étant coté à la Bourse du Caire et d'Alexandrie, Crédit Agricole S.A. et MMID ont lancé une OPA sur 100 % des actions émises, qui s'est achevée le 22 février 2006.

Depuis cette date, Crédit Agricole S.A. détient 56,15 % du capital d'EAB.

EAB a le troisième réseau privé de banque de détail en Egypte. Prévu au troisième trimestre 2006, le regroupement des opérations d'EAB et de Calyon Bank Egypt, la filiale commune de Crédit Agricole et de MMID, permettra au groupe Crédit Agricole et à MMID de renforcer leur position sur le marché égyptien, l'objectif étant de créer un intervenant de premier plan dans les services bancaires aux particuliers comme aux entreprises.

### Impacts comptables de l'acquisition :

En date d'acquisition, les actifs et les passifs identifiables d'EAB ont été comptabilisés sur la base d'une juste valeur provisoire.

Prix d'acquisition (frais inclus)	1 670 MEGP
Juste valeur de l'actif net acquis	470 MEGP
Écart d'acquisition	1 200 MEGP soit 181 M€ au 30 juin 2006

Cet écart d'acquisition a été déterminé de manière provisoire et peut faire l'objet d'ajustements dans les 12 mois qui suivent la date d'acquisition. Il est rattaché à l'unité génératrice de trésorerie « Banque de détail internationale - Egypte ».

EAB a été consolidé par intégration globale à partir du 22 février 2006.

Au 30 juin 2006, les actifs et les passifs sont essentiellement composés de 874 millions d'euros de trésorerie, 379 millions d'euros de titres AFS et de 251 millions d'euros de prêts clientèles refinancés à hauteur de 1 117 millions d'euros par des dépôts clientèles.

### Partenariat renforcé entre Espírito Santo Financial Group S.A. et Crédit Agricole S.A. dans leurs activités de bancassurance vie et dommages au Portugal

Espírito Santo Financial Group S.A. (ESFG) et Crédit Agricole S.A. (CASA) ont annoncé le 20 février 2006 l'accord suivant :

- acquisition de 50 % du capital et contrôle par CASA du management de Tranquilidade Vida et Espírito Santo Seguros, filiales de bancassurance vie et dommages d'ESFG au Portugal ;
- acquisition par Banco Espírito Santo (BES), filiale d'ESFG, de 50 % du capital de Tranquilidade Vida et conservation de sa participation de 25 % au capital d'Espírito Santo Seguros, Tranquilidade Seguros restant actionnaire d'Espírito Santo Seguros à hauteur de 25 % ;
- reprise par ESFG de 100 % du capital de Tranquilidade Seguros (grâce au rachat des intérêts minoritaires indirectement détenus par CASA), chargé de la conduite du développement des activités d'assurance traditionnelle du groupe (réseau de courtiers) ;
- diffusion des produits de Tranquilidade Vida et Espírito Santo Seguros à travers le réseau commercial du BES, dans le cadre d'un accord de distribution de 25 ans ;
- transfert à Tranquilidade Seguros du portefeuille d'assurance vie de Tranquilidade Vida issu du réseau de courtiers et d'agents.

Ces opérations ont été effectivement réalisées le 27 juin 2006 (à l'exception du transfert du portefeuille « courtiers et agents » intervenu le 1<sup>er</sup> août 2006). Tranquilidade Vida a été renommée BES Vida, Espírito Santo Seguros est devenue BES Seguros.

Cette opération est pour Crédit Agricole S.A. une étape importante dans la mise en œuvre de sa stratégie de développement à l'international en assurance vie et dommages. Elle témoigne également de la qualité du partenariat de longue date de CASA avec ESFG. Ce partenariat dans le domaine de la bancassurance au

Portugal offre d'importantes opportunités de création de valeur, en conjuguant l'expertise de CASA en bancassurance et le dynamisme du réseau commercial du BES.

Ces opérations valorisent 100 % des activités de bancassurance de BES Vida à 900 millions d'euros et 100 % de celles de BES Seguros à 80 millions d'euros. Le portefeuille de produits distribués par le canal traditionnel des agents et des courtiers de BES Vida transféré à Tranquilidade Seguros est valorisé à 50 millions €.

BES Vida constitue la troisième société d'assurance vie du Portugal. L'entreprise est aussi leader sur le segment des produits d'Épargne Retraite en assurance.

BES Seguros fait partie des dix premiers assureurs au Portugal.

### Impacts comptables de l'acquisition de BES Vida :

Le 27 juin 2006, Crédit Agricole S.A. a acquis directement 50 % des titres de BES Vida, aux côtés du BES :

- les dispositions de l'accord de gouvernance qui organise les relations entre les deux actionnaires établissent le contrôle exclusif de Crédit Agricole S.A. sur BES Vida. En conséquence, BES Vida est consolidé par intégration globale ;
- la part totale d'intérêts directs et indirects (via la participation dans le BES) du groupe Crédit Agricole S.A. dans BES Vida est au 30 juin 2006 de 61,9 % ;
- jusqu'au 27 juin 2006, le groupe Crédit Agricole S.A. disposait d'une part d'intérêts indirects de 29,7 % dans BES Vida, consolidée par mise en équivalence. La cession de cette part d'intérêt dans le cadre de la mise en place de la nouvelle structure de détention du capital de BES Vida a engendré des flux intragroupes pris en compte dans la détermination de l'écart d'acquisition constaté par le groupe Crédit Agricole S.A.

En date d'acquisition, les actifs et les passifs identifiables ont été comptabilisés sur la base d'une juste valeur provisoire. Ils sont essentiellement composés d'actifs financiers à la juste valeur et des provisions techniques représentatives des engagements vis-à-vis des porteurs de contrats d'assurance. En particulier, les contrats relevant de la norme IFRS 4 ont fait l'objet, en date d'acquisition, d'une valorisation selon une approche d'« embedded value ». L'écart entre la valeur ainsi obtenue et la valeur comptable de ces contrats a été inscrit en actif incorporel. Cet actif est amorti selon l'échéancier des contrats qui le sous-tendent. Le portefeuille « courtiers et agents » destiné à être cédé à Tranquilidade Seguros a également été identifié et est inscrit à l'actif pour sa valeur de cession.

Prix d'acquisition (frais inclus)	483 M€
Neutralisation des flux intragroupes engendrés par la cession des participations historiques	- 103 M€
Prix de revient consolidé	380 M€
Juste valeur de l'actif net acquis	185 M€
Écart d'acquisition	195 M€

Cet écart d'acquisition a été déterminé de manière provisoire et peut faire l'objet d'ajustements dans les 12 mois qui suivent la date d'acquisition. Il s'ajoute à un goodwill historique de 9 millions d'euros, ce qui porte au total le goodwill inscrit à l'actif au titre de BES Vida à 204 millions d'euros. Il est rattaché à l'unité génératrice de trésorerie « Assurances portugaises ».

BES Vida a été consolidé par intégration globale à partir du 27 juin 2006. Jusqu'à cette date, son résultat est consolidé par équivalence à hauteur de 29,7 % d'intérêts.

### 2.3. Les écarts d'acquisition

	31/12/2005	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Écart de conversion	Autres mouvements	30/06/2006
<i>(en millions d'euros)</i>							
<b>Valeur brute</b>	14 241	407	(39)	0	(5)	(33)	14 571
<b>Cumul des pertes de valeur</b>	(131)						(131)
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	14 110	407	(39)	0	(5)	(33)	14 440

	31/12/2005	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Écart de conversion	Autres mouvements	30/06/2006
<i>(en millions d'euros)</i>							
<b>Valeur brute</b>	14 241						14 571
<b>Banque de proximité en France</b>							
- Groupe LCL	5 280	7				3	5 290
<b>Services financiers spécialisés</b>							
- Groupe Sofinco	574						574
- Groupe Finaref - France	1 392						1 392
- Groupe Finaref - Nordic	242						242
- Danactiv	41						41
- Lukas	264						264
- Groupe CA Leasing	160						160
- EFL	196						196
- Groupe Eurofactor	62						62
- Autres	0						0
<b>Gestion d'actifs, assurances et banque privée</b>							
- Groupe CAAM	2 533					(133)	2 400
- Calyon - BPI	497						497
- Groupe Predica	483						483
- Groupe Pacifica	33						33
- Groupe CACEIS	88		(2)				86
- Groupe Finaref	487						487
- Tranquilidade Vida		195				9	204
<b>Banque de financement et d'investissement</b>	1 872	29	(37)		(10)	41	1 895
<b>Banque de détail à l'international</b>	37	176			5	47	265
<b>Compte propre et divers</b>	0						0
<b>Cumul des pertes de valeur</b>	(131)						(131)
<b>Banque de proximité en France</b>							
<b>Services financiers spécialisés</b>							
- Groupe Finaref - Nordic	(34)						(34)
- EFL	(73)						(73)
- Autres							
<b>Gestion d'actifs, assurances et banque privée</b>	(10)						(10)
<b>Banque de financement et d'investissement</b>	(14)						(14)
<b>Banque de détail à l'international</b>							
<b>Compte propre et divers</b>	0						0
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	14 110	407	(39)	0	(5)	(33)	14 440

## 2.4. Parties liées

### RELATIONS ENTRE LES SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES AFFECTANT LE BILAN CONSOLIDÉ

Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale étant totalement éliminées en consolidation, seules les transactions réalisées entre des sociétés consolidées par intégration globale et les sociétés consolidées par intégration proportionnelle, à hauteur de la part des tiers associés au groupe dans ces dernières, affectent les comptes consolidés du groupe.

Les encours correspondants dans le bilan consolidé au 30 juin 2006 sont relatifs au groupe CACEIS, pour les montants suivants :

- prêts et créances sur les établissements de crédit : 848 millions d'euros ;
- prêts et créances sur la clientèle : 193 millions d'euros ;
- dettes envers les établissements de crédit : 475 millions d'euros.

Les effets de ces transactions sur le compte de résultat de l'exercice 2006 ne sont pas significatifs.

## Note 3 :

### Notes relatives au compte de résultat

#### 3.1. Produits et charges d'intérêts

(en millions d'euros)

	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
Sur opérations avec les établissements de crédit	3 278	3 626	1 440
Sur opérations internes au Crédit Agricole	3 179	6 046	2 968
Sur opérations avec la clientèle	5 212	8 066	4 234
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	2 648	4 676	2 275
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	117	1 321	786
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	1 008	14 986	4 981
Intérêts sur obligations et autres titres à revenus fixes			
Sur opérations de location-financement	1 902	1 636	778
Autres intérêts et produits assimilés		416	165
<b>PRODUITS D'INTÉRÊTS</b>	<b>17 344</b>	<b>40 773</b>	<b>17 627</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	(3 651)	(5 034)	(2 284)
Sur opérations internes au Crédit Agricole	(367)	(886)	(707)
Sur opérations avec la clientèle	(4 178)	(7 478)	(3 679)
Actifs financiers disponibles à la vente	(96)	(651)	(357)
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	(9)	(26)
Sur dettes représentées par un titre	(2 398)	(3 810)	(2 102)
Sur dettes subordonnées	(594)	(964)	(481)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(1 603)	(12 064)	(4 655)
Intérêts sur obligations et autres titres à revenus fixes			
Sur opérations de location-financement	(1 513)	(942)	(428)
Autres intérêts et charges assimilées			
<b>CHARGES D'INTÉRÊTS</b>	<b>(14 400)</b>	<b>(31 838)</b>	<b>(14 719)</b>

### 3.2. Commissions nettes

	30/06/2006		
	Produits	Charges	Net
<i>(en millions d'euros)</i>			
Sur opérations avec les établissements de crédit	99	(42)	57
Sur opérations internes au Crédit Agricole	70	(373)	(303)
Sur opérations avec la clientèle	878	(244)	634
Sur opérations sur titres	60	(118)	(58)
Sur opérations de change	10	(31)	(21)
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	491	(113)	378
Prestations de services bancaires et financiers dont :	2 805	(1 502)	1 303
- Produits nets de gestion d'OPCVM	1 042	(437)	605
- Produits nets sur moyens de paiement	310	(179)	131
- Autres	1 453	(886)	567
<b>PRODUITS NETS DES COMMISSIONS</b>	<b>4 413</b>	<b>(2 423)</b>	<b>1 990</b>

	31/12/2005		
	Produits	Charges	Net
<i>(en millions d'euros)</i>			
Sur opérations avec les établissements de crédit	213	(176)	37
Sur opérations internes au Crédit Agricole	118	(639)	(521)
Sur opérations avec la clientèle	1 287	(298)	989
Sur opérations sur titres	678	(235)	443
Sur opérations de change	21	(13)	8
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	686	(168)	518
Prestations de services bancaires et financiers dont :	4 195	(2 160)	2 035
- Produits nets de gestion d'OPCVM	2 127	(215)	1 912
- Produits nets sur moyens de paiement	581	(350)	231
- Autres	1 487	(1 595)	(108)
<b>PRODUITS NETS DES COMMISSIONS</b>	<b>7 198</b>	<b>(3 689)</b>	<b>3 509</b>

	30/06/2005		
	Produits	Charges	Net
<i>(en millions d'euros)</i>			
Sur opérations avec les établissements de crédit	137	(81)	56
Sur opérations internes au Crédit Agricole	59	(309)	(250)
Sur opérations avec la clientèle	814	(138)	676
Sur opérations sur titres	251	(105)	146
Sur opérations de change	10	(6)	4
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	323	(63)	260
Prestations de services bancaires et financiers dont :	1 788	(1 041)	747
- Produits nets de gestion d'OPCVM	904	(87)	817
- Produits nets sur moyens de paiement	284	(177)	107
- Autres	600	(777)	(177)
<b>PRODUITS NETS DES COMMISSIONS</b>	<b>3 382</b>	<b>(1 743)</b>	<b>1 639</b>

### 3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
Dividendes reçus	130	385	17
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat	2 290	4 757	3 320
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	1 341	(34)	309
Inefficacité des couvertures de juste valeur	(44)	(89)	14
Inefficacité des couvertures de flux de trésorerie	1	14	1
<b>GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT</b>	<b>3 718</b>	<b>5 033</b>	<b>3 661</b>

### 3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
Dividendes reçus	408	392	386
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente	643	1 782	244
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres à revenu variable)	(160)	(68)	(17)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	(1)	5
<b>GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE</b>	<b>891</b>	<b>2 105</b>	<b>618</b>

### 3.5. Produits et charges nets des autres activités

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	(47)	53	45
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurances	(2 806)	(5 804)	(2 448)
Autres produits nets de l'activité d'assurances	8 705	9 622	4 766
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	(7 695)	(10 678)	(4 862)
Produits nets des immeubles de placement	74		
Autres produits (charges) nets	392	918	367
<b>PRODUITS (CHARGES) DES AUTRES ACTIVITÉS</b>	<b>(1 377)</b>	<b>(5 889)</b>	<b>(2 132)</b>

### 3.6. Charges générales d'exploitation

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
Charges de personnel	(2 870)	(5 061)	(2 422)
Impôts et taxes	(176)	(261)	(145)
Services extérieurs et autres charges	(1 711)	(3 390)	(1 675)
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>(4 757)</b>	<b>(8 712)</b>	<b>(4 242)</b>

#### DÉTAIL DES CHARGES DE PERSONNEL

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
Salaires et traitements	(1 929)	(3 415)	(1 651)
Charges sociales	(684)	(1 223)	(633)
Intéressement et participation	(125)	(209)	(83)
Impôts et taxes sur rémunération	(132)	(214)	(55)
<b>TOTAL CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>(2 870)</b>	<b>(5 061)</b>	<b>(2 422)</b>

### 3.7. Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>			
Dotations aux amortissements	(231)	(453)	(221)
Dotations aux provisions pour dépréciation	(1)	(1)	
<b>TOTAL</b>	<b>(232)</b>	<b>(454)</b>	<b>(221)</b>

### 3.8. Coût du risque

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>(1 044)</b>	<b>(2 291)</b>	<b>(1 106)</b>
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	(833)	(1 693)	(723)
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)			(2)
Provisions pour risques et charges	(211)	(598)	(381)
<b>Reprises de provisions</b>	<b>704</b>	<b>1 587</b>	<b>813</b>
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	638	987	632
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)			18
Provisions pour risques et charges	66	600	163
<b>Variation des provisions</b>	<b>(340)</b>	<b>(704)</b>	<b>(293)</b>
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	(54)	(102)	(59)
Récupérations sur prêts et créances amorties	136	192	87
Autres pertes	(37)	(29)	4
<b>COÛT DU RISQUE</b>	<b>(295)</b>	<b>(643)</b>	<b>(261)</b>

### 3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>20</b>	<b>9</b>	<b>13</b>
Plus-values de cession	22	24	24
Moins-values de cession	(2)	(15)	(11)
<b>Titres de capitaux propres consolidés</b>	<b>34</b>	<b>113</b>	<b>8</b>
Plus-values de cession	41	113	8
Moins-values de cession	(7)		
<b>GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS</b>	<b>54</b>	<b>122</b>	<b>21</b>

### 3.10. Impôts

#### CHARGE D'IMPÔTS

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
Charge d'impôts courants	(761)	(945)	(419)
Charge d'impôts différés	(198)	3	(122)
<b>CHARGE D'IMPÔTS DE LA PÉRIODE</b>	<b>(959)</b>	<b>(942)</b>	<b>(541)</b>

#### RÉCONCILIATION DU TAUX D'IMPÔT THÉORIQUE AVEC LE TAUX D'IMPÔT CONSTATÉ

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôts, provisions sur écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	2 937	34,43 %	(1 011)
Effet des différences permanentes		3,26 %	(96)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		- 2,80 %	82
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		- 0,35 %	10
Effet de l'imposition à taux réduit		- 0,34 %	10
Effet des autres éléments		- 1,55 %	46
<b>TAUX ET CHARGE EFFECTIF D'IMPÔTS</b>		<b>32,65 %</b>	<b>(959)</b>

#### Note 4 :

### Informations sectorielles

#### 4.1. Information sectorielle par pôle d'activité

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions de marché.

	30/06/2006							Total
	Banque de proximité en France		Services financiers spécialisés	Gestion d'actifs, assurances et banque privée	Banque de financement et d'investissement	Banque de détail à l'international	Gestion pour compte propre et divers	
	Caisses régionales	LCL						
<i>(en millions d'euros)</i>								
<b>Produit net bancaire</b>		<b>1 859</b>	<b>1 309</b>	<b>1 900</b>	<b>2 889</b>	<b>222</b>	<b>(13)</b>	<b>8 166</b>
Charges d'exploitation		(1 245)	(685)	(819)	(1 683)	(177)	(380)	(4 989)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>614</b>	<b>624</b>	<b>1 081</b>	<b>1 206</b>	<b>45</b>	<b>(393)</b>	<b>3 177</b>
Coût du risque		(71)	(212)	1	(15)	(22)	24	(295)
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	424		3	37	91	260	73	888
Gains ou pertes nets sur autres actifs					(4)		58	54
Variation de valeur des écarts d'acquisition				(2)			3	1
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>424</b>	<b>543</b>	<b>415</b>	<b>1 117</b>	<b>1 278</b>	<b>283</b>	<b>(235)</b>	<b>3 825</b>
Impôts sur les bénéfices	(88)	(163)	(141)	(356)	(321)	(2)	112	(959)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées								0
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>336</b>	<b>380</b>	<b>274</b>	<b>761</b>	<b>957</b>	<b>281</b>	<b>(123)</b>	<b>2 866</b>

	31/12/2005							Total
	Banque de proximité en France		Services financiers spécialisés	Gestion d'actifs, assurances et banque privée	Banque de financement et d'investissement	Banque de détail à l'international	Gestion pour compte propre et divers	
	Caisses régionales	LCL						
<i>(en millions d'euros)</i>								
<b>Produit net bancaire</b>		<b>3 501</b>	<b>2 466</b>	<b>3 333</b>	<b>4 456</b>	<b>317</b>	<b>(380)</b>	<b>13 693</b>
Charges d'exploitation		(2 487)	(1 291)	(1 465)	(2 813)	(267)	(843)	(9 166)
<b>Résultat brut d'exploitation (avant coûts liés au rapprochement)</b>		<b>1 014</b>	<b>1 175</b>	<b>1 868</b>	<b>1 643</b>	<b>50</b>	<b>(1 223)</b>	<b>4 527</b>
Coût du risque		(151)	(398)	19	(3)	(33)	(77)	(643)
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	854		5	28	120	452	31	1 490
Gains ou pertes nets sur autres actifs				(2)	14		110	122
Coûts liés au rapprochement			(25)	(32)	(77)		(85)	(219)
Variation de valeur des écarts d'acquisition			(83)	(3)				(86)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>854</b>	<b>863</b>	<b>674</b>	<b>1 878</b>	<b>1 697</b>	<b>469</b>	<b>(1 244)</b>	<b>5 191</b>
Impôts sur les bénéfices	(75)	(259)	(246)	(636)	(379)	(8)	661	(942)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées								0
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>779</b>	<b>604</b>	<b>428</b>	<b>1 242</b>	<b>1 318</b>	<b>461</b>	<b>(583)</b>	<b>4 249</b>

	30/06/2005							Total
	Banque de proximité en France		Services financiers spécialisés	Gestion d'actifs, assurances et banque privée	Banque de financement et d'investissement	Banque de détail à l'international	Gestion pour compte propre et divers	
	Caisses régionales	LCL						
<i>(en millions d'euros)</i>								
<b>Produit net bancaire</b>		<b>1 737</b>	<b>1 196</b>	<b>1 529</b>	<b>2 152</b>	<b>152</b>	<b>(72)</b>	<b>6 694</b>
Charges d'exploitation		(1 240)	(632)	(688)	(1 363)	(129)	(411)	(4 463)
<b>Résultat brut d'exploitation (avant coûts liés au rapprochement)</b>		<b>497</b>	<b>564</b>	<b>841</b>	<b>789</b>	<b>23</b>	<b>(483)</b>	<b>2 231</b>
Coût du risque		(72)	(183)	4	24	(13)	(21)	(261)
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	444		2	13	52	230	(3)	738
Gains ou pertes nets sur autres actifs					3		18	21
Coûts liés au rapprochement			(18)	(30)	(40)		(56)	(144)
Variation de valeur des écarts d'acquisition				(2)				(2)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>444</b>	<b>425</b>	<b>365</b>	<b>826</b>	<b>828</b>	<b>240</b>	<b>(545)</b>	<b>2 583</b>
Impôts sur les bénéfices	(71)	(127)	(123)	(262)	(192)		234	(541)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées								0
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>373</b>	<b>298</b>	<b>242</b>	<b>564</b>	<b>636</b>	<b>240</b>	<b>(311)</b>	<b>2 042</b>

## 4.2. Spécificité de l'assurance

### MARGE BRUTE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES

Les contributeurs à l'information ci-dessous sont les sociétés d'assurances Predica et Pacifica.

(en millions d'euros)	30/06/2006			31/12/2005			30/06/2005		
	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total
Primes émises	13 287	811	14 098	18 504	1 482	19 986	9 584	704	10 288
Variation des primes non acquises		9	9		42	42		9	9
<b>Primes Acquises</b>	<b>13 287</b>	<b>802</b>	<b>14 089</b>	<b>18 504</b>	<b>1 440</b>	<b>19 944</b>	<b>9 584</b>	<b>695</b>	<b>10 279</b>
<b>Chiffre d'affaire ou produits des autres activités</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
Produits des placements nets de charge de gestion	2 405	(110)	2 295	4 635	69	4 704	1 949	(78)	1 871
Plus ou moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement	474	11	485	4 257	32	4 289	1 327	14	1 341
Variation de juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	509		509	(124)	3	(121)	(288)	1	(287)
Variation des dépréciations sur instruments financiers	(148)	(1)	(149)	(6)		(6)			0
<b>Produits financiers nets de charges hors coûts de financement</b>	<b>3 240</b>	<b>(100)</b>	<b>3 140</b>	<b>8 762</b>	<b>104</b>	<b>8 866</b>	<b>2 988</b>	<b>(63)</b>	<b>2 925</b>
<b>Total produits des activités ordinaires</b>	<b>16 527</b>	<b>702</b>	<b>17 229</b>	<b>27 266</b>	<b>1 544</b>	<b>28 810</b>	<b>12 574</b>	<b>632</b>	<b>13 206</b>
Charges de prestations des contrats	(15 421)	(533)	(15 954)	(25 499)	(865)	(26 364)	(11 640)	(425)	(12 065)
Charges ou produits nets de cessions en réassurance	(10)	(32)	(42)	11	(44)	(33)	14	(40)	(26)
Charges des autres activités			0			0	0	(53)	(53)
Frais d'acquisition des contrats (y compris commissions)	(359)	(53)	(412)	(540)	(422)	(962)	(306)	(36)	(342)
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	0		0			0	0	0	0
Frais d'administration	(72)	(33)	(105)	(192)	(58)	(250)	(99)	(35)	(134)
Autres produits et charges opérationnels courants	0		0	(20)		(20)	(16)	0	(16)
<b>Total autres produits et charges opérationnels courants</b>	<b>(15 862)</b>	<b>(651)</b>	<b>(16 513)</b>	<b>(26 240)</b>	<b>(1 389)</b>	<b>(27 629)</b>	<b>(12 047)</b>	<b>(589)</b>	<b>(12 636)</b>
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT</b>	<b>665</b>	<b>51</b>	<b>716</b>	<b>1 026</b>	<b>155</b>	<b>1 181</b>	<b>527</b>	<b>43</b>	<b>570</b>
Charge de financement			(74)	(150)		(150)			(72)
Retraitement de consolidation			0	23	1	24			0
Impôts sur les résultats			(240)	(346)	(36)	(382)			(154)
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ</b>			<b>402</b>	<b>553</b>	<b>120</b>	<b>673</b>			<b>344</b>
Intérêts des minoritaires			0			0			0
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>402</b>	<b>553</b>	<b>120</b>	<b>673</b>			<b>344</b>

### 4.3. Banque de proximité en France – Réseau des Caisses régionales

#### ACTIVITÉ ET CONTRIBUTION DES CAISSES RÉGIONALES ET DE LEURS FILIALES

(en millions d'euros)

	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
<b>Produit net bancaire corrigé <sup>(1)</sup></b>	<b>6 069</b>	<b>11 655</b>	<b>5 678</b>
Charges de fonctionnement	(3 435)	(6 676)	(3 306)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 634</b>	<b>4 979</b>	<b>2 372</b>
Coût du risque	(600)	(648)	(345)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 034</b>	<b>4 331</b>	<b>2 027</b>
Autres éléments	(111)	(117)	(142)
Impôt	(797)	(1 683)	(773)
<b>Résultat net cumulé des Caisses régionales corrigé</b>	<b>1 126</b>	<b>2 531</b>	<b>1 112</b>
<b>Résultat net cumulé des filiales de Caisses régionales consolidées</b>	<b>35</b>	<b>81</b>	<b>24</b>
Retraitements et éliminations de consolidation, retraitements IFRS	109	243	148
<b>Résultat net consolidé des sociétés mises en équivalence (100%)</b>	<b>1 270</b>	<b>2 855</b>	<b>1 284</b>
<b>Résultat net consolidé des sociétés mises en équivalence (25%)</b>	<b>317</b>	<b>714</b>	<b>321</b>
Retraitements et éliminations de consolidation	(12)	(6)	
Profit d'augmentation dans la quote-part des réserves des Caisses régionales		44	22
Profit d'augmentation dans la quote-part de résultat des Caisses régionales <sup>(2)</sup>	119	102	102
<b>QUOTE-PART DE RÉSULTAT DES MISES EN ÉQUIVALENCE</b>	<b>424</b>	<b>854</b>	<b>445</b>

(1) PNB social cumulé corrigé des dividendes SAS Rue La Boétie reçus par les Caisses régionales et la rémunération des T3CJ émis par Crédit Agricole S.A.

(2) Notamment écart entre dividendes réellement versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. et dividendes.

**Note 5 :**

**Notes relatives au bilan au 30 juin 2006**

**5.1. Prêts et créances sur établissements de crédit et sur la clientèle**

**PRÊTS ET CRÉANCES SUR ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT**

(en millions d'euros)

	30/06/2006	31/12/2005
<b>ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>		
Comptes et prêts	48 817	46 333
Valeurs reçues en pension	7 617	642
Titres reçus en pension livrée	12 877	19 906
Prêts subordonnés	491	511
Titres non cotés sur un marché actif	484	609
Autres prêts et créances	36	9
<b>TOTAL</b>	<b>70 322</b>	<b>68 010</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>968</b>	<b>994</b>
<b>Provisions</b>	<b>354</b>	<b>394</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>70 936</b>	<b>68 610</b>
<b>OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE</b>		
Comptes ordinaires	4 990	4 279
Comptes et avances à terme	194 390	185 617
Prêts subordonnés	33	109
Titres non cotés sur un marché actif		
<b>TOTAL</b>	<b>199 413</b>	<b>190 005</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>467</b>	<b>388</b>
<b>Provisions</b>		<b>75</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>199 880</b>	<b>190 318</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>270 816</b>	<b>258 928</b>

**PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE**

(en millions d'euros)

	30/06/2006	31/12/2005
<b>OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE</b>		
Créances commerciales	9 724	9 066
Autres concours à la clientèle	164 711	153 544
Titres reçus en pension livrée	6 887	3 780
Prêts subordonnés	434	332
Titres non cotés sur un marché actif	2 676	2 550
Créances nées d'opérations d'assurances directes	2 880	540
Créances nées d'opérations de réassurance	236	36
Avances en comptes courants d'associés	257	357
Comptes ordinaires débiteurs	10 622	9 674
<b>TOTAL</b>	<b>198 427</b>	<b>179 879</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>1 248</b>	<b>1 261</b>
<b>Provisions</b>	<b>6 599</b>	<b>6 789</b>
<b>Valeurs nettes au bilan</b>	<b>193 076</b>	<b>174 351</b>
<b>OPÉRATIONS DE CRÉDIT BAIL</b>		
Crédit-bail immobilier	5 366	5 465
Crédit-bail mobilier, LOA et opérations assimilées	7 773	8 068
<b>TOTAL</b>	<b>13 139</b>	<b>13 533</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>478</b>	<b>177</b>
<b>Provisions</b>	<b>291</b>	<b>475</b>
<b>Valeurs nettes au bilan</b>	<b>13 326</b>	<b>13 235</b>
<b>TOTAL</b>	<b>206 402</b>	<b>187 586</b>

**PRÊTS ET CRÉANCES SUR ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE PAR AGENT ÉCONOMIQUE**

30/06/2006

	Encours bruts	dont encours douteux	provisions/ encours/ douteux	dont encours douteux compromis	Provisions/ encours/ douteux compromis	Total
<i>(en millions d'euros)</i>						
Etat, administrations et collectivités publiques	7 382	28	8	90	85	7 289
Institutions financières	87 439	307	274	124	56	87 109
Particuliers et professionnels	74 491	1 483	746	2 806	1 671	72 074
Entreprises (y compris les assurances) et autres agents économiques	112 576	2 339	617	1 412	1 354	110 605
<b>TOTAL</b>	<b>281 888</b>	<b>4 157</b>	<b>1 645</b>	<b>4 432</b>	<b>3 166</b>	<b>277 077</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>						<b>2 021</b>
<b>Provisions collectives</b>						<b>(1 760)</b>
<b>VALEURS NETTES AU BILAN</b>						<b>277 338</b>

	31/12/2005					Total
	encours bruts	dont encours douteux	provisions/encours douteux	dont encours douteux compromis	Provisions/encours douteux compromis	
<i>(en millions d'euros)</i>						
État, administrations et collectivités publiques	7 921	28	19	100	86	7 816
Institutions financières	80 409	386	339	100	88	79 982
Particuliers et professionnels	66 566	1 369	727	1 984	1 529	64 310
Entreprises (y compris les assurances) et autres agents économiques	106 526	2 247	1 187	2 019	1 598	103 741
<b>TOTAL</b>	<b>261 422</b>	<b>4 030</b>	<b>2 272</b>	<b>4 203</b>	<b>3 301</b>	<b>255 849</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>						<b>1 929</b>
<b>Provisions collectives</b>						<b>(1 582)</b>
<b>VALEURS NETTES AU BILAN</b>						<b>256 196</b>

## 5.2. Provisions inscrites en déduction de l'actif

	31/12/2005	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Écart de conversion	Autres mouvements	30/06/2006
<i>(en millions d'euros)</i>							
<b>Sur créances interbancaire</b>	<b>469</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>(45)</b>		<b>(74)</b>	<b>354</b>
<b>Sur créances clientèle</b>	<b>6 789</b>	<b>49</b>	<b>892</b>	<b>(1 021)</b>	<b>(42)</b>	<b>(68)</b>	<b>6 599</b>
dont provisions collectives	1 582	1	146	(58)	(3)	92	1 760
<b>Sur opérations de crédit-bail</b>	<b>475</b>		<b>87</b>	<b>(97)</b>		<b>(174)</b>	<b>291</b>
<b>Sur titres détenus jusqu'à l'échéance</b>	<b>0</b>						<b>0</b>
<b>Sur autres actifs <sup>(1)</sup></b>	<b>104</b>		<b>3</b>	<b>(11)</b>		<b>(1)</b>	<b>95</b>
<b>TOTAL DES PROVISIONS SUR L'ACTIF</b>	<b>7 837</b>	<b>51</b>	<b>984</b>	<b>(1 174)</b>	<b>(42)</b>	<b>(317)</b>	<b>7 339</b>

(1) Provisions sur autres tiers et divers et provisions sur stocks.

## 5.3. Dettes sur établissements de crédit et sur la clientèle

### DETTES SUR ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

	30/06/2006	31/12/2005
<i>(en millions d'euros)</i>		
<b>ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>		
Comptes et emprunts	95 628	74 598
Valeurs données en pension	7 349	6 561
Titres donnés en pension livrée	14 726	16 674
<b>TOTAL</b>	<b>117 703</b>	<b>97 833</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>1 577</b>	<b>1 417</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>119 280</b>	<b>99 250</b>
<b>OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	4 590	4 562
Comptes et avances à terme	10 339	10 486
<b>TOTAL</b>	<b>14 929</b>	<b>15 048</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>180</b>	<b>196</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>15 109</b>	<b>15 244</b>
<b>VALEUR AU BILAN DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>	<b>134 389</b>	<b>114 494</b>

**DETTES SUR LA CLIENTÈLE**

(en millions d'euros)

	30/06/2006	31/12/2005
Comptes ordinaires créditeurs	53 418	54 305
Comptes d'épargne à régime spécial	192 774	197 718
Autres dettes envers la clientèle	64 627	56 084
Titres donnés en pension livrée	6 842	7 806
Dettes nées d'opérations d'assurances directes	2 096	449
Dettes nées d'opérations de réassurance	314	547
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	2	2
<b>TOTAL</b>	<b>320 073</b>	<b>316 911</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>3 248</b>	<b>1 454</b>
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>323 321</b>	<b>318 365</b>

**5.4. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées**

(en millions d'euros)

	30/06/2006	31/12/2005
<b>Dettes représentées par un titre</b>		
Bons de caisse	301	279
Titres du marché interbancaire	2 405	1 405
Titres de créances négociables :	109 290	74 573
- Émis en France	68 983	37 536
- Émis à l'étranger	40 307	37 037
Emprunts obligataires	21 914	20 733
Autres dettes représentées par un titre	1 129	145
<b>TOTAL</b>	<b>135 039</b>	<b>97 135</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>1 329</b>	<b>988</b>
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>136 368</b>	<b>98 123</b>
<b>Dettes subordonnées</b>		
Dettes subordonnées à durée déterminée	12 544	12 047
Dettes subordonnées à durée indéterminée	9 661	8 476
Dépôt de garantie à caractère mutuel	66	52
Titres et emprunts participatifs	234	234
<b>TOTAL</b>	<b>22 505</b>	<b>20 809</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>308</b>	<b>439</b>
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>22 813</b>	<b>21 248</b>

Au 30 juin 2006, l'encours des titres super subordonnés est de 1 922 millions d'euros contre 1 200 millions d'euros au 31 décembre 2005 ; l'encours de titres « T3CJ » était de 1 839 millions d'euros (comme au 31 décembre 2005).

Au cours du premier semestre 2006, les émissions nettes de dettes subordonnées s'élèvent à 2 063 millions d'euros.

**5.5. Immeubles de placement**

	31/12/2005	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Écart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/2006
(en millions d'euros)							
Valeur brute	3 466	67	5	(35)	(6)	(68)	3 429
Amortissements et provisions	(188)	(11)	(4)	6	5	71	(121)
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>3 278</b>	<b>56</b>	<b>1</b>	<b>(29)</b>	<b>(1)</b>	<b>3</b>	<b>3 308</b>

Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

## 5.6. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

	31/12/2005	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Écart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/2006
<i>(en millions d'euros)</i>							
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	4 543	38	273	(246)	(32)	241	4 817
Créances rattachées <sup>(1)</sup>	1	5					6
Amortissements et provisions	(2 084)	(21)	(198)	137	19	(120)	(2 267)
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>2 460</b>	<b>22</b>	<b>75</b>	<b>(109)</b>	<b>(13)</b>	<b>121</b>	<b>2 556</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	1 357	130	228	(16)	(6)	64	1 757
Amortissements et provisions	(846)	(1)	(90)	11	5	(14)	(935)
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>511</b>	<b>129</b>	<b>138</b>	<b>(5)</b>	<b>(1)</b>	<b>50</b>	<b>822</b>

(1) Loyers courus non échus sur les immobilisations données en location simple.

## 5.7. Écarts d'acquisition

Le tableau détaillant ce poste est présenté dans le chapitre Périmètre de consolidation en note 2.3.

## 5.8. Provisions pour risques et charges

	31/12/2005	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écart de conversion	Autres mouvements	30/06/2006
<i>(en millions d'euros)</i>								
Risques sur les produits épargne-logement	955				(274)			681
Risques d'exécution des engagements par signature	315		28	(4)	(51)	(1)	(17)	270
Risques opérationnels	56		8	(1)	(3)		7	67
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	788	48	60	(18)	(82)	(8)	102	890
Litiges divers	840	13	144	(23)	(73)	(2)	(39)	860
Participations	28						(15)	13
Restructurations	60			(3)	(23)		56	90
Coûts de mise en œuvre des synergies	221			(16)			(168)	37
Autres risques	1 028	(1)	116	(81)	(105)	(4)	(182)	771
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>4 291</b>	<b>60</b>	<b>356</b>	<b>(146)</b>	<b>(611)</b>	<b>(15)</b>	<b>(256)</b>	<b>3 679</b>

### PROVISION ÉPARGNE LOGEMENT

#### ENCOURS COLLECTÉS AU TITRE DES COMPTES ET PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT SUR LA PHASE D'ÉPARGNE

	30/06/2006	31/12/2005
<i>(en millions d'euros)</i>		
<b>Plans d'épargne-logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	5 162	29 833
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	35 862	10 492
Ancienneté de plus de 10 ans	34 734	41 122
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>75 758</b>	<b>81 447</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>15 635</b>	<b>16 114</b>
<b>TOTAL ENCOURS COLLECTÉS AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>91 393</b>	<b>97 561</b>

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état

**ENCOURS DE CRÉDITS OCTROYÉS AU TITRE DES COMPTES ET PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT**

(en millions d'euros)

	30/06/2006	31/12/2005
Plans d'épargne-logement	270	318
Comptes épargne-logement	385	429
<b>TOTAL ENCOURS DE CRÉDITS EN VIE OCTROYÉS AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>655</b>	<b>747</b>

**PROVISION AU TITRE DES COMPTES ET PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT**

(en millions d'euros)

	30/06/2006	31/12/2005
<b>Plans d'épargne-logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	21	100
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	109	13
Ancienneté de plus de 10 ans	386	675
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>516</b>	<b>788</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>165</b>	<b>167</b>
<b>TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>681</b>	<b>955</b>

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent.

Dans l'organisation financière interne du groupe Crédit Agricole, les plans et les comptes épargne-logement collectés par les Caisses régionales figurent à 100 % au passif de Crédit Agricole S.A. et l'encours d'épargne indiqué dans les tableaux ci-dessus prend donc en compte la totalité de ces montants. En revanche, Crédit

Agricole S.A. n'assume un risque que sur une fraction de ces encours (proche de 50 % à fin 2005), le solde étant porté par les Caisses régionales : la provision n'est constituée dans les comptes de Crédit Agricole S.A. qu'à hauteur du risque effectivement porté. En conséquence, le rapport entre la provision constituée et les encours figurant au bilan du groupe Crédit Agricole S.A. n'est pas représentatif du niveau de provisionnement du risque épargne-logement.

## 5.9. Capitaux propres

**COMPOSITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2006**

Au 30 juin 2006, à la connaissance de Crédit Agricole S.A., la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
SAS Rue La Boétie	819 541 855	54,73 %	55,65 %
Actions en auto-détention	24 724 849	1,65 %	0,00 %
Salariés (FCPE)	89 018 905	5,95 %	6,05 %
Investisseurs institutionnels	422 355 228	28,21 %	28,68 %
Actionnaires individuels	141 681 464	9,46 %	9,62 %
<b>TOTAL</b>	<b>1 497 322 301</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

La SAS Rue La Boétie est détenue en totalité par les Caisses régionales de Crédit Agricole.

Les actions en auto-détention le sont dans le cadre du programme de rachat en couverture des options attribuées

La valeur nominale des actions est de 3 euros. Ces actions sont entièrement libérées.

À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert, 5 % ou plus du capital ou des droits de vote.

## ACTIONS DE PRÉFÉRENCE

Entité émettrice	Date d'émission	Montant de l'émission en millions de dollars	Montant de l'émission en millions d'euros	30/06/2006 en millions d'euros	31/12/2005 en millions d'euros
CA Preferred Funding LLC	janv-03	1 500		1 179	1 272
CA Preferred Funding LLC	juil-03	550		432	466
CA Preferred Funding LLC	déc-03		550	550	550
Crédit Lyonnais Preferred capital 1 LLC	avr-02		750	750	750
		<b>2 050</b>	<b>1 300</b>	<b>2 911</b>	<b>3 038</b>

## RÉSULTAT PAR ACTION

	30/06/2006	31/12/2005
Résultat net pour le calcul du résultat par action (en millions d'euros)	2 669	3 891
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	1 466 942 592	1 450 809 810
Nombre d'actions potentielles dilutives		-
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	1 466 942 592	1 450 806 810
<b>RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION</b>	<b>3,638</b>	<b>2,682</b>
<b>RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION</b>	<b>3,638</b>	<b>2,682</b>

## DIVIDENDES

Au titre de l'exercice 2005, l'Assemblée générale de Crédit Agricole S.A. a approuvé le versement d'un dividende net par action de 0,94 euro.

### Dividendes

(en euros)	2005	2004	2003	2002
Dividende net par action	0,94	0,66	0,55	0,55
Dividende global	0,94	0,81	0,825	0,825

### Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 1 382 millions d'euros.

## Note 6 :

### Engagements de financement et de garantie

#### EVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS HORS-BILAN DONNÉS ET REÇUS

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30/06/2006</b>	<b>31/12/2005</b>
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>132 403</b>	<b>142 892</b>
Engagements en faveur d'établissements de crédit	10 610	20 617
Engagements en faveur de la clientèle	121 793	122 275
Ouverture de crédits confirmés	118 465	118 986
- Ouverture de crédits documentaires	8 656	8 996
- Autres ouvertures de crédits confirmés	109 809	109 990
Autres engagements en faveur de la clientèle	3 328	3 289
<b>Engagements de garantie</b>	<b>84 091</b>	<b>72 585</b>
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	15 987	8 018
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	1 427	985
Autres garanties	14 560	7 033
Engagements d'ordre de la clientèle	68 104	64 567
Cautions, avals et autres garanties		
- Cautions immobilières	428	2 090
- Garanties financières	31 306	26 480
Autres garanties d'ordre de la clientèle	36 370	35 997
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>6 962</b>	<b>14 006</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	6 253	13 324
Engagements reçus de la clientèle	709	682
<b>Engagements de garantie</b>	<b>67 663</b>	<b>55 909</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	27 969	22 050
Engagements reçus de la clientèle	39 694	33 859
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	9 637	9 876
Autres garanties reçues	30 057	23 983

## Note 7 :

### Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire

#### Acquisition du contrôle d'Emporiki Bank

Crédit Agricole S.A. a annoncé le 9 août 2006 le succès de son offre publique d'achat en numéraire sur Emporiki Bank of Greece S.A. (« Emporiki ») faite aux actionnaires d'Emporiki au prix de 25 euros par action. La participation totale de Crédit Agricole S.A. atteindra 71,97 % du capital d'Emporiki.

- À la clôture de l'offre, le 7 août 2006, 1 300 actionnaires d'Emporiki détenant un total de 69 574 826 actions avaient apporté leurs actions, représentant près de 52,55 % du capital d'Emporiki.
- Avec la détention directe par Crédit Agricole S.A. de 25 702 456 actions (incluant 14 002 359 actions acquises sur le marché depuis l'annonce de l'offre, le 13 juin 2006), soit 19,41 % du capital d'Emporiki, Crédit Agricole S.A. détient, depuis le règlement des actions apportées, 71,97 % du capital d'Emporiki.

- La Banque de Grèce a approuvé l'acquisition par Crédit Agricole S.A. du contrôle d'Emporiki, conformément à la loi 2076/1992.
- L'offre a été notifiée, en vertu de la procédure simplifiée, à la Commission européenne, qui a donné son autorisation le 11 août 2006.
- Le transfert hors-marché et le règlement des actions dûment apportées à l'offre au 7 août 2006 sont intervenus le 16 août 2006.

L'opération constitue l'investissement étranger le plus important réalisé à ce jour en Grèce.

Crédit Agricole S.A. est un partenaire stratégique d'Emporiki depuis 2000 et était avant l'offre son actionnaire privé le plus important.

L'opération a été financée par la trésorerie existante de Crédit Agricole S.A.

#### CHIFFRES CLÉS (DONNÉES IFRS)

##### COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)

	S1 2006	S1 2005
Produit net bancaire	506,9	417,1
Charges d'exploitation	(312,9)	(297,1)
Résultat brut d'exploitation	194,0	126,0
Coût du risque	(69,6)	(55,4)
Résultat des sociétés mises en équivalence	(4,1)	0,5
Résultat avant impôts	120,3	65,1
Impôts	(27,7)	(19,9)
Résultat des minoritaires	0,9	(0,8)
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>91,7</b>	<b>46,0</b>
<b>RÉSULTAT PAR ACTION (EN EURO)</b>	<b>0,69</b>	<b>0,42</b>

(Source : communiqué de presse Emporiki du 24 août 2006.)

##### ENCOURS DE PRÊTS (EMPORIKI BANK)

(en millions d'euros)

	30/06/06	31/12/05
Entreprises	9 534	8 923
Crédits à la consommation	2 034	1 750
Crédits hypothécaires	4 737	4 201
Entreprises publiques	428	348
Autres	128	189
<b>TOTAL</b>	<b>16 861</b>	<b>15 411</b>

(Source : communiqué de presse Emporiki du 24 août 2006.)

**ENCOURS DE DÉPÔTS (EMPORIKI BANK)**

(en millions d'euros)

	30/06/06	31/12/05
Dépôts à vue	2 007	2 288
Comptes d'épargne	7 050	7 218
Comptes à terme et autres	6 063	5 218
Repos	5	13
<b>TOTAL</b>	<b>15 125</b>	<b>14 737</b>

(Source : communiqué de presse Emporiki du 24 août 2006.)

Emporiki sera consolidé pour la première fois dans les comptes du groupe Crédit Agricole S.A. arrêtés au 30 septembre 2006.

**Partenariat européen de financement automobile entre Crédit Agricole S.A. et Fiat Auto**

Le 24 juillet 2006, Crédit Agricole S.A. a publié le communiqué suivant :

Fiat Auto et Crédit Agricole S.A. ont annoncé la conclusion d'un accord portant sur la création d'une joint-venture à 50/50, Fiat Auto Financial Services (« FAFS »), qui sera chargée des principales activités de financement liées à Fiat Auto en Europe. La conclusion définitive de cet accord dépend de la finalisation des éléments du contrat. L'opération peut être finalisée jusqu'au 30 juin 2007, mais tous les efforts seront faits pour qu'elle le soit avant le 31 décembre 2006, lorsque les autorisations réglementaires indispensables auront été délivrées et que Fiat Auto aura exercé son option d'achat sur Fidis Retail Italia.

Les activités de FAFS comprendront le financement des concessionnaires Fiat Auto, les services de location-bail et de gestion des flottes automobiles ainsi que les activités de financement automobile pour particuliers actuellement confiées à Fidis Retail Italia (aujourd'hui détenue à hauteur de 51 % par Banca Intesa, Capitalia, UniCredit et San Paolo-IMI). En utilisant l'expertise financière du Crédit Agricole, FAFS proposera en outre de nouveaux produits financiers aux clients et concessionnaires de Fiat Auto. Elle sera présente dans 13 pays européens et gèrera environ 13 milliards d'euros d'actifs.

Aux termes de l'accord, Fiat Auto recevra 1 milliard d'euros en numéraire en échange de 50 % du capital de FAFS, ce qui valorise la joint venture à 2 milliards d'euros. FAFS bénéficiera d'une forte intégration avec Fiat Auto et du leadership européen du Crédit Agricole dans le secteur du crédit à la consommation. Crédit Agricole accordera des financements à FAFS à un coût extrêmement compétitif. Les deux partenaires se partageront la direction de la société.

Cette opération n'a pas d'incidence sur les comptes arrêtés au 30 juin 2006.

**Développement des activités en Ukraine**

Le 24 mars 2006, Crédit Agricole S.A. a publié le communiqué suivant :

Crédit Agricole S.A. a conclu avec les actionnaires de JSC Index Bank un contrat de cession portant sur l'acquisition d'au moins 98 % du capital de cette banque.

Index Bank, dont la création remonte à 1993, se classe aujourd'hui parmi les plus grandes banques en Ukraine.

Le prix que Crédit Agricole S.A. s'est engagé à payer valorise la totalité du capital d'Index Bank à 260 MUSD.

L'exécution de ce contrat était subordonnée à diverses conditions d'usage, notamment l'obtention des autorisations de la Banque Centrale d'Ukraine et de la Commission des Anti-monopoles ukrainienne.

Cette opération a été finalisée le 31 août 2006. Elle n'a pas d'incidence sur les comptes arrêtés au 30 juin 2006.

**Projet de fusion Banca Intesa – San Paolo IMI**

Le 26 août 2006, Banca Intesa et San Paolo IMI ont annoncé un projet de fusion. Dans un communiqué du 26 août 2006, Crédit Agricole S.A. a indiqué qu'il avait approuvé les grandes lignes de ce projet lors de la réunion du pacte d'actionnaire d'Intesa, et que l'approbation par Crédit Agricole S.A. du projet définitif serait subordonnée à la conclusion d'un accord qui sauvegarde et valorise les intérêts stratégiques du Crédit Agricole en Italie, dans le cadre de la création de la nouvelle entité.

Ce projet n'a pas d'incidence sur les comptes arrêtés au 30 juin 2006.

**Note 8 :**

**Périmètre de consolidation au 30 juin 2006**

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole S.A.	(a)	Implantation	Méthode 30/06/06	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/06	31/12/05	30/06/06	31/12/05
<b>BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE</b>							
<b>Établissement bancaire et financier</b>							
Banque Chalus		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Banque Thémis		France	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
Caisse régionale Alpes Provence		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Alsace Vosges		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Aquitaine		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Atlantique Vendée		France	Équivalence	25,1	25,1	25,1	25,1
Caisse régionale Brie Picardie		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Centre Est		France	Équivalence	25,0	24,6	25,0	24,6
Caisse régionale Centre France		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Centre Loire		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Centre Ouest		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Champagne Bourgogne		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Charente Maritime - Deux Sèvres		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Charente-Périgord		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Côtes d'Armor		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale de l'Anjou et du Maine		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale des Savoie		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Finistère		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Franche Comte		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Gard		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Guadeloupe		France	Équivalence	27,2	27,2	27,2	27,2
Caisse régionale Ille et Vilaine		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Loire - Haute Loire		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Lorraine		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Martinique		France	Équivalence	28,1	28,1	28,1	28,1
Caisse régionale Midi		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Morbihan		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Nord de France		France	Équivalence	25,5	25,6	25,5	25,6
Caisse régionale Nord Midi Pyrénées		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Nord-Est		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Normandie		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Normandie Seine		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Oise		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Paris et Ile de France		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Provence - Côte d'Azur		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Pyrénées Gascogne		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Réunion		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Sud Méditerranée		France	Équivalence	25,5	25,8	25,5	25,8
Caisse régionale Sud Rhone Alpes		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Toulouse Midi Toulousain		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Touraine Poitou		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Val de France		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole S.A.	(a)	Implantation	Méthode 30/06/06	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/06	31/12/05	30/06/06	31/12/05
Cofam		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Interfimo		France	Globale	99,0	99,0	93,8	93,8
LCL		France	Globale	94,8	94,8	94,8	94,8
Sircam		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
<b>Sociétés de crédit-bail et location</b>							
Locam		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Slibail Autos		France	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
<b>Sociétés d'investissement</b>							
Bercy Participations		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
CA Centre France Développement		France	Équivalence	25,0	25,0	20,8	20,8
CACF Immobilier		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
CADS Développement		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Calixte Investissement		France	Équivalence	25,0	24,6	25,0	24,6
Cofinep		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Crédit Agricole Centre Est Immobilier		France	Équivalence	25,0	24,6	25,0	24,6
L'Esprit Cantal		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Nord Est Agro Partenaires		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Participex		France	Équivalence	37,9	37,5	28,8	27,0
Prestimmo		France	Équivalence	25,0	24,6	25,0	24,6
Sepi		France	Équivalence	25,0	24,6	25,0	24,6
Socadif		France	Équivalence	36,2	36,2	31,2	31,2
Vauban Finance		France	Équivalence	33,3	33,3	31,0	31,0
<b>Assurances</b>							
Assurances du CA Nord-Pas de Calais		France	Équivalence	45,5	45,6	39,7	39,9
Corelyon		Luxembourg	Équivalence	100,0	100,0	94,8	94,8
<b>Divers</b>							
Adret Gestion		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Alli Domes		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Alsace Elite		France	Équivalence	25,0	25,0	23,7	23,7
AMT GIE		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	24,9
C.L. Verwaltungs und Beteiligungsgesellschaft mbH		Allemagne	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
CA Participations		France	Équivalence	25,0	24,6	25,0	24,6
Caapimmo 1		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 2		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 3		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 4		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 5		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 6		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Centre France Location Immobilière		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Consortium Rhodanien de Réalisation		France	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
Creagrisere		France	Équivalence	25,0	25,0	22,8	22,8
Crédit Lyonnais Assurance, Réassurance, Courtage (CLARC)		France	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
Crédit Lyonnais Bénélux		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
Crédit Lyonnais Développement Economique (CLDE)		France	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
Crédit Lyonnais Europe		France	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
Crédit Lyonnais Notolion		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
Crédit Lyonnais Preferred Capital		États-Unis	Globale	100,0	100,0	0,0	0,0
Créer SA	E	France	Équivalence	25,5		7,6	

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole S.A.	(a)	Implantation	Méthode 30/06/06	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/06	31/12/05	30/06/06	31/12/05
Defitech		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Defitech Dauphicom		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Defitech Routage et Communication		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Europimmo		France	Équivalence	25,0	24,6	25,0	24,6
Force 4	E	France	Équivalence	25,0		25,0	
Force Alpes Provence	E	France	Équivalence	25,0		25,0	
Force Alsace		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Charente Maritime Deux Sèvres	E	France	Équivalence	25,0		25,0	
Force Lorraine Duo		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Midi		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Oise		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Run	E	France	Équivalence	25,0		25,0	
Force Toulouse Diversifié		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Gard Obligation FCP		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Green Island	E	France	Équivalence	25,0		25,0	
Ical		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Inforsud FM		France	Équivalence	25,0	25,0	23,3	23,3
Inforsud Gestion		France	Équivalence	25,0	25,0	22,1	22,1
Mat Alli Domes		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Ozenne Institutionnel		France	Équivalence	25,0	25,0	24,9	24,9
Patrimocam		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Patrimocam 2		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
PCA IMMO		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Process Lorraine		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Routage Express Service		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
SARL Prospective Informatique		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Capimo		France	Équivalence	25,0	24,6	25,0	24,6
SCI Capucines	S <sup>(a)</sup>	France	Équivalence		25,0		25,0
SCI du Vivarais		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Euralliance Europe	E	France	Équivalence	25,5		25,5	
SCI Hautes Faventines		France	Équivalence	25,0	25,0	24,9	24,9
SCI Les Fauvins		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Les Palmiers du Petit Pérou		France	Équivalence	27,2	27,2	27,2	27,2
SCI Paysagère		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Scica HL		France	Équivalence	25,0	25,0	24,7	24,7
Scicam 13		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Sparkway		France	Équivalence	25,0	24,6	25,0	24,6
SPI SNC		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Sté Immobilière de Picardie		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Sté Picarde de Développement		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
<b>BANQUE DE DÉTAIL À L'INTERNATIONAL</b>							
<b>Établissement bancaire et financier</b>							
Banca Intesa S.p.a.		Italie	Équivalence	17,8	17,8	16,8	16,8
Banco del Desarrollo		Chili	Équivalence	23,7	23,7	23,7	23,7
Bankoa		Espagne	Équivalence	30,0	30,0	28,5	28,5
BES (Banco Espirito Santo)		Portugal	Équivalence	10,8	8,8	23,8	22,5
BNI Crédit Lyonnais Madagascar		Madagascar	Globale	51,0	51,0	51,0	51,0
Crédit Agricole Financement		Suisse	Équivalence	45,0	45,0	39,6	39,5

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole S.A.	(a)	Implantation	Méthode 30/06/06	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/06	31/12/05	30/06/06	31/12/05
Crédit Agricole Indosuez Mer Rouge		Djibouti	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit du Maroc		Maroc	Globale	52,6	52,6	52,6	52,6
Crédit Lyonnais Cameroun		Cameroun	Globale	65,0	65,0	65,0	65,0
Crédit Lyonnais Congo		Congo	Globale	81,0	81,0	81,0	81,0
Crédit Lyonnais Sénégal		Sénégal	Globale	95,0	95,0	95,0	95,0
Crédit Uruguay Banco		Uruguay	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Egyptian American Bank (EAB)	E	Egypte	Globale	56,1		56,1	
Europabank		Belgique	Équivalence	10,0	10,0	21,9	21,9
Meridian Bank		Serbie	Globale	71,0	71,0	71,0	71,0
S.A.Crédit Agricole (Belgique)		Belgique	Équivalence	10,0	10,0	21,9	21,9
Société Ivoirienne de Banque		Côte D'Ivoire	Globale	51,0	51,0	51,0	51,0
Union Gabonaise de Banque		Gabon	Globale	58,7	56,3	58,7	56,3
<b>Divers</b>							
Belgium CA SAS		France	Équivalence	10,0	10,0	32,8	32,8
Bespar		Portugal	Équivalence	32,6	32,6	32,6	32,6
IUB Holding		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sopar Serbie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS</b>							
<b>Établissement bancaire et financier</b>							
Agos Spa		Italie	Globale	51,0	51,0	58,8	58,7
Alsolia		France	Équivalence	34,0	34,0	33,7	33,7
Carrefour Servizi Finanziari SPA		Italie	Équivalence	40,0	40,0	23,5	23,5
CREALFI		France	Globale	51,0	51,0	50,6	50,5
Credibom		Portugal	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
Credigen Bank		Hongrie	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
Créditplus		Allemagne	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
Dan-Aktiv		Danemark	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
EFL Services		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Emporiki Credicom		Grèce	Équivalence	50,0	50,0	49,6	49,5
Eurofactor AG (Allemagne)		Allemagne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor France		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor S.A. (Portugal)		Portugal	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor SA/NV (Belgique)		Belgique	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor UK (Angleterre)		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref AB		Suède	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref AS		Norvège	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Benelux		Belgique	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref OY		Finlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref SA		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Securities AB		Suède	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finconsum ESC SA		Espagne	Équivalence	45,0	45,0	44,6	44,6
Inter-Factor Europa (Espagne)		Espagne	Globale	100,0	99,9	100,0	99,9
JOTEX FINANS AB		Suède	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Lukas Bank		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Lukas SA		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
MENAFINANCE		France	Proportionnelle	50,0	50,0	49,6	49,5
Ribank		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
Sedef		France	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole S.A.	(a)	Implantation	Méthode 30/06/06	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/06	31/12/05	30/06/06	31/12/05
Sofinco		France	Globale	99,1	99,1	99,1	99,0
Wafasalaf		Maroc	Équivalence	34,0	34,0	33,7	33,6
<b>Sociétés de crédit-bail et location</b>							
Auxifip		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Climauto		France	Globale	100,0	100,0	99,5	99,5
Crédit Agricole Leasing		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Credium		République Tchèque	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
Etica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Etica Bail		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Europejski Fundusz Leasingowy (E.F.L.)		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Leicer		Espagne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Lixxbail		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Lixxcourtage		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Lixxcredit		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9
NVA (Négoce Valorisation des actifs)		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9
Slibail Energie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Slibail Immobilier		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Slibail Location Informatique (SLO)	S <sup>(e)</sup>	France	Globale		100,0		100,0
Slibail Longue Durée (SLD)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Slibail Murs		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sofincar	S <sup>(e)</sup>	France	Globale		100,0		99,0
Sofinclot	S <sup>(e)</sup>	France	Globale		100,0		99,0
Ucabail Immobilier		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Ucalease		France	Globale	100,0	100,0	99,6	99,5
Unicomi		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Unifergie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Unimat		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Sociétés d'investissement</b>							
Argence Investissement SAS		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Nordic Consumer Finans		Danemark	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Assurance</b>							
Arès		Irlande	Globale	100,0	100,0	58,8	58,7
Eda		France	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
<b>Divers</b>							
GEIE Argence Developpement		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GEIE Argence Management		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Réunifinance		France	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
Sofinco Participations		France	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
Sofinrec	S <sup>(e)</sup>	France	Globale		100,0		99,0
Valris		France	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
<b>MÉTIERS DE GESTION D'ACTIFS</b>							
<b>Établissement bancaire et financier</b>							
BFT (Banque Financement et Trésorerie)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
BFT Gestion		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
BGP Indosuez		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
C.A Alternative Investment Products Group SGR		Italie	Proportionnelle	90,0	90,0	74,3	90,0
C.A Asset Management Espana Holding		Espagne	Globale	100,0	100,0	98,0	98,0

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole S.A.	(a)	Implantation	Méthode 30/06/06	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/06	31/12/05	30/06/06	31/12/05
C.A Asset Management Hong Kong Ltd		Hong-Kong	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
C.A Asset Management Japan Ltd		Japon	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
C.A Asset Management Ltd (Ex-Premium)		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
C.A Asset Management Sgr Italie		Italie	Proportionnelle	65,0	100,0	69,7	98,1
C.A Asset Management Singapore Ltd		Singapour	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
C.A Invest. Services Banque Lux.		Luxembourg	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
C.A Investor Services Bank		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
C.A Investor Services Corporate Trust		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
C.A. Asset Management Luxembourg		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
C.A.A.M Securities Company Japan KK		Japon	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CA (Suisse) SA		Suisse	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Luxembourg		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAAM		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM AI Holding		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM AI Inc.		États-Unis	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM AI Ltd		Bermudes	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM AI SAS		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM SGR Spa		Italie	Proportionnelle	65,0	65,0	69,7	63,8
CASAM		France	Globale	100,0	100,0	98,0	98,0
CPR AM (Ex-CPR Production)		France	Globale	100,0	100,0	98,4	98,4
CPR Private Equity		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
Crédit Agricole Asset Management Group		France	Globale	98,1	98,1	98,1	98,1
Crédit Foncier de Monaco		Monaco	Globale	77,1	77,1	74,2	74,2
CREELIA		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
E.P.E.M. Inc		États-Unis	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
EEF (Euro Emetteur Finance)	S <sup>(6)</sup>	France	Proportionnelle		50,0		50,0
Epsilon SGR S.p.A		Italie	Proportionnelle	93,8	93,8	65,3	59,8
Finanziaria Indosuez International Ltd		Suisse	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Fund Channel		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
Gestion Privée Indosuez (G.PI)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Ixis Investor Services		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Ixis Urquijo		Espagne	Proportionnelle	50,0	50,0	25,5	25,5
NEXTRA Alternative Investment SGR S.p.A		Italie	Proportionnelle	90,0	90,0	64,4	57,4
Nonghyup-CA		Corée Du Sud	Proportionnelle	40,0	40,0	39,3	39,3
Segespar Finance		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
Segespar Intermédiation		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
Sim Spa Selezione e Distribuzione		Italie	Proportionnelle	100,0	100,0	69,7	98,1
<b>Sociétés d'investissement</b>							
Caceis		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
CAI BP Holding		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Space Holding (Ireland) Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Space Lux		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Assurances</b>							
Argence Gestion Assurances		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Assurances Médicales de France		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Colisée 2001		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Colisée Actions 1		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Colisée Actions France Europe		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole S.A.	(a)	Implantation	Méthode 30/06/06	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/06	31/12/05	30/06/06	31/12/05
Colisée Placements		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Federal		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Assurances		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Insurance Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Life Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Risques Divers		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Vie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD10		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD11		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD12	E	France	Globale	100,0		100,0	
GRD14		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD2		Japon	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD3		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD4		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD5		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD7		États-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Immobilière Federpierre		France	Globale	99,5	99,5	99,5	99,5
Les Assurances Fédérales IARD		France	Équivalence	40,0	40,0	40,0	40,0
Médicale de France		France	Globale	99,7	99,7	99,7	99,7
Pacifica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
PREDICAI EUROPE SA (ex-Federlux)		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	99,9	99,9
Prediquant		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Space Reinsurance Company Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Tranquilidade	S <sup>(6)</sup>	Portugal	Équivalence		33,3		33,3
BES Vida		Portugal	Globale *	50,0	29,7	61,9	29,7
Vendome Courtage	S <sup>(6)</sup>	France	Globale		100,0		100,0
<b>Divers</b>							
ABF-AM SAS	S <sup>(6)</sup>	France	Globale		100,0		98,1
CAAM AI S Inc.		États-Unis	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM Immobilier		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CACEIS Fastnet		France	Globale	92,0	86,8	56,8	61,2
Fastnet Luxembourg		Luxembourg	Équivalence	45,0	45,0	22,5	22,5
IAF	S <sup>(6)</sup>	France	Proportionnelle		50,0		50,0
Ideam		France	Globale	90,0	90,0	88,5	88,5
Rivoli Vineuse 1 SAS	S <sup>(6)</sup>	France	Globale		100,0		98,1
SCI La Baume		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Systeia		France	Globale	80,4	81,2	76,4	76,6
<b>BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT</b>							
<b>Établissement bancaire et financier</b>							
Al BK Saudi Al Fransi - BSF		Arabie Saoudite	Équivalence	31,1	31,1	30,4	30,4
Altra Banque		France	Équivalence	34,0	34,0	34,0	34,0
CA (Suisse) Bahamas		Bahamas	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAI Merchant Bank Asia Ltd		Singapour	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Cal FP (Holding)		Royaume-Uni	Globale	50,0	50,0	75,0	75,0
Cal FP Bank		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	75,0	75,0
Calyon Australia Ltd		Australie	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Bank Hungary Ltd		Hongrie	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole S.A.	(a)	Implantation	Méthode 30/06/06	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/06	31/12/05	30/06/06	31/12/05
Calyon North America Inc.		États-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Bank Ukraine		Ukraine	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Bank (Egypt)		Egypte	Globale	75,0	75,0	73,3	73,3
Calyon Bank Czech Republic		République Tchèque	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Bank Polska S.A.		Pologne	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Bank Slovakia A.S.		Slovaquie	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Holding Italia Due SRL	S <sup>(6)</sup>	Italie	Globale		100,0		98,1
Calyon Leasing Corporation		États-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Rusbank S.A.		Russie	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon S.A.		France	Globale	97,8	97,8	97,8	97,8
Calyon Turk A.S.		Turquie	Globale	100,0	100,0	97,8	97,7
CLASI		États-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Cogeneec		Monaco	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CPR BK	S <sup>(6)</sup>	France	Globale		100,0		97,8
Crédit Lyonnais Leasing Cpy Japan		Japon	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Fransabank France		France	Équivalence	34,0	34,0	34,0	34,0
LF Investments		États-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
<b>Sociétés de Bourse</b>							
Altura		Espagne	Proportionnelle	50,0	50,0	48,9	48,9
CAI Cheuvreux		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAI Cheuvreux España SA (Ex-ICSESA)		Espagne	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAIC International Ltd		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAIC Italia Sim Spa		Italie	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAIC Nordic AB		Suède	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAIC North America Inc		États-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAIC Securities Ltd		Hong-Kong	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Financial		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Financial Inc		États-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Financial Singapore		Singapour	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Securities Japan		Japon	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Groupe Cholet Dupont		France	Équivalence	33,4	33,4	32,7	32,7
Keytrade		Belgique	Équivalence	10,0	10,0	17,8	17,8
<b>Sociétés de crédit-bail et location</b>							
Cardinalimmo		France	Globale	49,6	49,6	48,5	48,5
Ergifrance		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Financière Immobilière Calyon		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
<b>Sociétés d'investissement</b>							
Banco Calyon Brasil		Brésil	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
BFC Holding	S <sup>(6)</sup>	France	Globale		99,6		97,1
CA Grands Crus		France	Globale	100,0	100,0	80,0	80,0
Calyon Air Finance S.A.		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Capital Market Asia BV		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Capital Market International (CCMI)		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Finance Guernesey		Royaume-Uni	Globale	99,9	99,9	97,7	97,7
Calyon Financial Products		Royaume-Uni	Globale	99,9	99,9	97,7	97,7
Calyon Global Banking		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Global Patners Inc.		États-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole S.A.	(a)	Implantation	Méthode 30/06/06	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/06	31/12/05	30/06/06	31/12/05
Calyon Investment Products Limited		Iles Cayman	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon North America Holding		États-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Securities USA inc.		États-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Uruguay S.A.		Uruguay	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAPE Holding		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Capital Plus		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CLIFAP		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CLIM		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CLINFIM		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Compagnie Française de l'Asie (CFA)		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Capital Investissement	S <sup>(6)</sup>	France	Globale		100,0		100,0
Crédit Lyonnais Capital Investissement		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9
Crédit Lyonnais Capital Market Plc	S <sup>(6)</sup>	Royaume-Uni	Globale		100,0		97,8
Crédit Lyonnais Group Management Ltd	S <sup>(6)</sup>	Royaume-Uni	Globale		100,0		97,8
Crédit Lyonnais Invest Ltd		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Lyonnais Property Broadwalk	S <sup>(6)</sup>	Royaume-Uni	Globale		100,0		97,8
Crédit Lyonnais Rouse Limited	S <sup>(6)</sup>	Royaume-Uni	Globale		100,0		97,8
Crédit Lyonnais Securities Asia BV		Hong-Kong	Globale	65,5	73,2	64,9	71,6
Crédit Lyonnais Venture Capital		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9
Doumer Finance SAS		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Doumer Philemon		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Ester Finance		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Fininvest		France	Globale	98,3	98,3	96,1	96,1
Fletirec		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
I.P.F.O.		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
ICF Holdings		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Indosuez Holding UK Ltd	S <sup>(6)</sup>	Royaume-Uni	Globale		100,0		97,8
Mescas		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Safec		Suisse	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
<b>Divers</b>							
Alcor		France	Globale	98,3	98,3	85,1	87,5
CA Conseil Sa		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CACI 1	E	France	Globale	100,0		100,0	
CAI Derivatives Products PLC		Irlande	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAI Preferred Funding		États-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	99,1
CAI Preferred Funding II		États-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	99,1
Calixis Finance		France	Globale	89,8	89,8	87,8	87,8
Calyon Asia Shipfinance Service Ltd		Hong-Kong	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CASAM Equity Quant		Irlande	Globale	99,1	100,0	96,9	97,8
Casam Futures Euro		Irlande	Globale	99,0	100,0	96,8	97,8
CASAM Systeia Event Driven		Irlande	Globale	98,8	100,0	96,6	97,8
CASAM Systeia Global Macro		Irlande	Globale	98,0	100,0	95,8	97,8
Casam Systeia Linked Fund		Irlande	Globale	94,1	100,0	92,0	97,8
CASAM Systeia Pair Trading		Irlande	Globale	98,5	100,0	96,3	97,8
Chauray		France	Proportionnelle	34,0	34,0	33,2	33,2
Cisa Sa		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Lyonnais L B 01		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
ESF		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole S.A.	(a)	Implantation	Méthode 30/06/06	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/06	31/12/05	30/06/06	31/12/05
FCC Masterace		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Fonds ICF IIa		Iles Cayman	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Fonds ICF III		Iles Cayman	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
IDIA Participation	E	France	Globale	100,0		100,0	
IIF BV (Indosuez International Finance BV)		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Indosuez Holding SCA II		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	100,0
Indosuez Management Luxembourg II		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Korea 21st Century TR		Corée Du Sud	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
LSF Italian Finance Cpy SRL		Italie	Globale	60,0	60,0	58,7	58,7
MACO	S <sup>(a)</sup>	Iles Cayman	Proportionnelle		43,9		43,0
MERISMA		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Mezzasia		France	Globale	100,0	100,0	80,9	84,7
SNC Doumer		France	Globale	99,9	99,9	97,7	97,7
SNC Haussmann Anjou		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
UBAF		France	Proportionnelle	47,3	43,9	46,3	43,0
<b>GESTION POUR COMPTE PROPRE ET DIVERS</b>							
Crédit Agricole S.A.		France	Mère	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Établissement bancaire et financier</b>							
BFC Antilles Guyane		France	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
CL Développement de la Corse		France	Globale	99,8	99,8	99,8	99,8
CPR Billets		France	Équivalence	20,0	20,0	20,0	20,0
CPR Online		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole S.A. Securities		Jersey	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9
Foncaris		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
G.F.E.R (Groupement de Financement des Ent. Régionales)		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9
G.P.F (Groupement des Provinces de France)		France	Globale	99,0	99,0	99,0	99,0
GIE Attica		France	Équivalence	29,3	29,3	46,4	46,3
Sacam Consommation 1		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sacam Consommation 2		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sacam Consommation 3		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sofipaca		France	Équivalence	28,3	28,3	27,5	27,5
<b>Sociétés d'investissement</b>							
CA Deveurope BV	S <sup>(a)</sup>	Pays-Bas	Globale		100,0		100,0
Crédit Agricole Bourse		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Private Equity		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Delfinances		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurazeo		France	Équivalence	20,4	20,9	16,3	16,2
Partran	S <sup>(b)</sup>	Portugal	Équivalence		33,3		33,3
<b>Assurances</b>							
Hypersud		France	Proportionnelle	51,4	51,4	51,4	51,4
SOPAR		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Divers</b>							
CA Brasil DTVM		Brésil	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Preferred Funding LLC		États-Unis	Globale	100,0	100,0	6,5	6,5
Cedicam		France	Globale	50,0	50,0	62,5	62,4
CPR Compensation (CPRC)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
CPR Gestion (CPRG)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
CPR Holding (CPRH)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole S.A.	(a)	Implantation	Méthode 30/06/06	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/06	31/12/05	30/06/06	31/12/05
CPR Investissement (INVT)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Immobilier		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Immobilier Transaction	E	France	Globale	100,0		100,0	
Finasic		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
GIE Silca		France	Globale	100,0	100,0	99,3	99,3
Parfin		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9
Progica		France	Équivalence	34,0	34,0	34,0	34,0
SCI Groupe Sofinco		France	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
SCI Max Hymans		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI Pasteur 3		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI Quentyvel		France	Globale	96,7	96,7	96,7	96,7
SCI Raspail		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Segespar Informatique Technique Services		France	Globale	100,0	100,0	92,3	92,4
SIS (Société Immobilière de la Seine)		France	Globale	72,9	72,9	79,7	79,7
UI Vavin 1		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Unibiens		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Uni-Edition		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Unimo		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0

(a) Entrées (E) et sorties (S) du périmètre.

(b) Société cédée au hors Groupe.

(c) Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif ou cessation d'activité.

(d) Entité fusionnée avec une autre entité consolidée.

(\*) Changement de méthode de consolidation.

## ► Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés résumés

---

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2006

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Crédit Agricole S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés dans tous leurs aspects significatifs, avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 15 septembre 2006

Les Commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

ERNST & YOUNG et AUTRES

Gérard Hautefeuille

Valérie Meeus



## 1.4 – Extrait des comptes au 30 juin 2006 de Crédit Agricole S.A. (société mère) (établis selon les normes comptables françaises)

### ► Bilan de Crédit Agricole S.A. (comptes individuels)

(aux 30 juin 2006, 31 décembre 2005 et 30 juin 2005)

#### ACTIF

(en millions d'euros)

	30/06/06	31/12/05	30/06/05
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>	<b>52 552</b>	<b>41 689</b>	<b>46 752</b>
Caisse, Banques Centrales, CCP	1 098	106	3 905
Effets publics et valeurs assimilées	4 871	3 466	4 061
Créances sur les établissements de crédit	46 583	38 117	38 786
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>	<b>199 963</b>	<b>190 378</b>	<b>180 377</b>
<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>3 140</b>	<b>3 568</b>	<b>3 096</b>
Autres concours à la clientèle	2 803	3 505	2 922
Comptes ordinaires débiteurs	337	63	174
<b>Opérations sur titres</b>	<b>19 888</b>	<b>12 828</b>	<b>14 017</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	14 842	9 058	10 160
Actions et autres titres à revenu variable	5 046	3 770	3 857
<b>Valeurs immobilisées</b>	<b>49 611</b>	<b>47 032</b>	<b>46 317</b>
Participations et autres titres détenus à long terme	11 864	11 684	11 683
Parts dans les entreprises liées	37 553	35 155	34 441
Immobilisations corporelles et incorporelles	194	193	193
<b>Actions propres</b>	<b>489</b>	<b>518</b>	<b>526</b>
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>21 149</b>	<b>20 716</b>	<b>16 147</b>
Autres actifs	11 001	10 096	7 634
Comptes de régularisation	10 148	10 620	8 513
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>346 792</b>	<b>316 729</b>	<b>307 232</b>

## PASSIF

(en millions d'euros)

	30/06/06	31/12/05	30/06/05
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>	<b>38 770</b>	<b>31 680</b>	<b>31 552</b>
Banques centrales et CCP	2	1	-
Dettes envers les établissements de crédit	38 768	31 679	31 552
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>	<b>15 347</b>	<b>15 259</b>	<b>13 667</b>
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>	<b>165 758</b>	<b>168 921</b>	<b>168 805</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	158 548	161 205	160 145
Autres dettes	7 210	7 716	8 660
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>62 210</b>	<b>38 955</b>	<b>37 186</b>
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>16 585</b>	<b>17 474</b>	<b>13 342</b>
Autres passifs	4 923	4 142	2 690
Comptes de régularisation	11 662	13 332	10 652
<b>Provisions et dettes subordonnées</b>	<b>23 783</b>	<b>21 368</b>	<b>20 421</b>
Provisions pour risques et charges	1 524	1 744	1 951
Dettes subordonnées	22 259	19 624	18 470
<b>Fonds pour risques bancaires généraux</b>	<b>714</b>	<b>697</b>	<b>636</b>
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>	<b>23 625</b>	<b>22 375</b>	<b>21 623</b>
Capital souscrit	4 492	4 492	4 421
Primes d'émission	12 584	12 584	12 260
Réserves	2 738	2 615	2 615
Report à nouveau	1 176	232	232
Provisions réglementées et subventions d'investissement	1	1	1
Résultat de l'exercice	2 634	2 451	2 094
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>346 792</b>	<b>316 729</b>	<b>307 232</b>

## ► Hors bilan de Crédit Agricole S.A. (comptes individuels)

(aux 30 juin 2006, 31 décembre 2005 et 30 juin 2005)

(en millions d'euros)	30/06/06	31/12/05	30/06/05
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>	<b>19 233</b>	<b>16 900</b>	<b>15 412</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>2 864</b>	<b>4 557</b>	<b>3 149</b>
Engagements en faveur d'établissements de crédit	1 436	3 458	2 163
Engagements en faveur du Crédit Agricole	1 424	1 084	685
Engagements en faveur de la clientèle	4	15	301
<b>Engagements de garantie</b>	<b>16 369</b>	<b>12 343</b>	<b>12 263</b>
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	4 844	740	8 508
Engagements d'ordre du Crédit Agricole	48	34	3 347
Engagements d'ordre de la clientèle	11 477	11 569	408
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>	<b>2 655</b>	<b>8 265</b>	<b>3 709</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>2 633</b>	<b>8 219</b>	<b>3 470</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	533	8 110	260
Engagements reçus du Crédit Agricole	2 100	103	3 210
Engagements reçus d'autres organismes		6	
<b>Engagements de garantie</b>	<b>22</b>	<b>46</b>	<b>239</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	13	20	231
Engagements reçus du Crédit Agricole	3	11	4
Engagements reçus d'autres organismes	6	15	4

## ► Compte de résultat de Crédit Agricole S.A. (comptes individuels)

(aux 30 juin 2006, 31 décembre 2005 et 30 juin 2005)

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/06	31/12/05	30/06/05
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	(110)	(586)	(304)
Revenus des titres à revenu variable	3 434	3 565	2 793
Produits nets des commissions	(297)	(523)	(253)
Produits nets sur opérations financières	94	261	110
Autres produits nets d'exploitation bancaire	(25)	(95)	(41)
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 096</b>	<b>2 622</b>	<b>2 305</b>
<b>Charges générales de fonctionnement</b>	<b>(293)</b>	<b>(486)</b>	<b>(233)</b>
Frais de personnel	(151)	(243)	(116)
Autres frais administratifs	(136)	(230)	(110)
Dotations aux amortissements	(6)	(13)	(7)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 803</b>	<b>2 136</b>	<b>2 072</b>
Coût du risque	(7)	21	10
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 796</b>	<b>2 157</b>	<b>2 082</b>
Résultat net sur actifs immobilisés	(371)	(34)	(162)
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>2 425</b>	<b>2 123</b>	<b>1 920</b>
Charges liées au rapprochement CA/CL	0	(11)	(12)
Résultat net exceptionnel	0	(666)	(624)
Impôt sur les bénéfices	226	455	199
Dotations nettes aux fonds pour risques bancaires généraux et provisions réglementées	(17)	550	611
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>2 634</b>	<b>2 451</b>	<b>2 094</b>

## ► Variation des capitaux propres

	Capital	Primes et réserves et report à nouveau	Provisions réglementées Subventions d'investissement	Total des capitaux propres
<i>(en millions d'euros)</i>				
<b>Solde au 31 Décembre 2003</b>	<b>4 421</b>	<b>15 623</b>	<b>4</b>	<b>20 048</b>
Dividendes versés au titre de 2003		(800)		(800)
Acompte sur dividende au titre de l'exercice 2004		(433)		(433)
Résultat de l'exercice 2004		1 249		1 249
Autres variations		(10)	(2)	(12)
<b>Solde au 31 Décembre 2004</b>	<b>4 421</b>	<b>15 629</b>	<b>2</b>	<b>20 052</b>
Solde de dividendes versés au titre de 2004		(521)		(521)
Variation de capital <sup>(1)</sup>	71			71
Variation des primes d'émission <sup>(2)</sup>		323		323
Résultat de l'exercice 2005		2 451		2 451
Autres variations	-	-	(1)	(1)
<b>Solde au 31 Décembre 2005</b>	<b>4 492</b>	<b>17 882</b>	<b>1</b>	<b>22 375</b>
Dividendes versés au titre de 2005		(1 384)		(1 384)
Résultat au 30 juin 2006		2 634		2 634
<b>SOLDE AU 30 JUIN 2006</b>	<b>4 492</b>	<b>19 132</b>	<b>1</b>	<b>23 625</b>

*(1) Répartition de la variation du capital selon ses origines*

	31/12/04	31/12/05	30/06/06
Paiement du dividende en actions	-	-	-
Augmentation du capital en numéraire	-	71	-
Augmentation du capital par apport	-	-	-

*(2) Répartition de la variation des primes selon ses origines*

	31/12/04	31/12/05	30/06/06
Paiement du dividende en actions	-	-	-
Augmentation du capital en numéraire	-	323	-
Augmentation du capital par apport	-	-	-

## 1.5 – Autres informations sur l'évolution récente

### ► Optimisation de la politique de couverture de plans de stock-options d'achat

*Communiqué de presse du 7 septembre 2006*

Crédit Agricole S.A. informe que, dans le cadre de la politique de gestion de ses fonds propres et de son auto-détention, elle a procédé à l'optimisation de la couverture de deux plans de stock-options d'achat en recourant à une couverture par des options d'achat d'actions Crédit Agricole S.A. plutôt qu'à une couverture par détention de titres Crédit Agricole S.A.

Cette optimisation concerne, d'une part, le plan d'options mis en place par Crédit Agricole S.A. en 2004, ainsi que, d'autre part, un plan de stock-option nouveau que Crédit Agricole S.A. a pris la décision d'attribuer en 2006.

À cet effet, Crédit Agricole S.A. a mandaté sa filiale CALYON, afin que celle-ci procède, en son nom et pour son compte, à l'acquisition de 21,80 millions d'options d'achat.

Dans le cadre de cette opération d'optimisation, Crédit Agricole S.A. a cédé, par bloc hors marché, 9,07 millions d'actions Crédit Agricole S.A. (soit 0,60 % du capital), précédemment détenues au titre des couvertures en place.

Séance du	Achat / Vente	Nombre de titres	Prix moyen pondéré (EUR)	Montant (M EUR)
7 septembre 2006	Vente <sup>(1)</sup>	9 075 853	31,56	286

*(1) Cession de bloc hors marché*

Séance du	Achat / Vente	Options / Terme	Nombre de titres	Échéance	Marché
7 septembre 2006	Achat	Option d'achat	10 318 159	5 juillet 2011	gré à gré
7 septembre 2006	Achat	Option d'achat	11 488 825	7 octobre 2013	gré à gré
<b>TOTAL</b>			<b>21 806 984</b>		

À l'issue de ces transactions, Crédit Agricole S.A. détient directement 15 624 700 actions propres (soit 1,04 % du capital).

### ► Groupe Crédit Agricole : obtention du statut de Financial Holding Company.

*Communiqué de presse du 12 septembre 2006*

**Le groupe Crédit Agricole** vient de se voir notifier par la Réserve Fédérale américaine l'obtention du statut de Financial Holding Company qui lui donne la possibilité de développer ses activités

aux Etats-Unis, notamment dans des secteurs périphériques aux activités strictement bancaires. Ceci assure également la pérennité de certaines activités du groupe aux États-Unis qui avaient été placées sous statut provisoire après la prise de contrôle du Crédit Lyonnais en 2003.



# 2

## Personne responsable du document de référence et des actualisations et personnes responsables du contrôle des comptes

### ► Responsable du document de référence et des actualisations

---

**M. Georges Pauget**, Directeur général de Crédit Agricole S.A.

### ► Attestation du responsable

---

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de ce document.

Fait à Paris, le 19 septembre 2006

Le Directeur général de Crédit Agricole S.A.

Georges Pauget

## ► Contrôleurs légaux des comptes

### Titulaires

Ernst & Young et Autres	PricewaterhouseCoopers Audit
Société représentée par Valérie Meeus	Société représentée par Gérard Hautefeuille
41, rue Ybry 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex	63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine
Commissaires aux comptes membres de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles	Commissaires aux comptes membres de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

### Suppléants

Picarle et Associés	Pierre Coll
Société représentée par Denis Picarle	
11, allée de l'Arche 92400 Courbevoie	63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine

**Barbier Frinault et Autres** a été désigné en tant que Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

La société, représentée par Valérie Meeus, est membre du réseau Ernst & Young depuis le 5 septembre 2002.

Elle a pris le nom de Ernst & Young et Autres depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006.

**PricewaterhouseCoopers Audit** a été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

PricewaterhouseCoopers Audit, représenté par Gérard Hautefeuille, est membre du réseau PricewaterhouseCoopers.

**Pierre Coll** a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

**Alain Grosmann** avait été nommé Commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a pris fin à l'issue de l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

La société **Picarle et Associés**, domiciliée 11, allée de l'Arche à Courbevoie (92400), a été nommée Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres, pour une durée de 6 exercices, par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

# Table de concordance

La table de concordance suivante renvoie aux principales rubriques exigées par le Règlement européen n°809/2004 (annexe I) pris en application de la Directive dite « Prospectus » ainsi qu'aux pages du document de référence D.06-0188 que le présent document actualise.

Rubriques de l'annexe I du règlement européen n° 809/2004	N° pages du doc. de référence (DR) et des actualisations	N° pages de la présente actualisation
<b>1. Personnes responsables</b>	290 DR ; 157 A01 ; 45 A02	127
<b>2. Contrôleurs légaux des comptes</b>	291 DR ; 158 A01 ; 46 A02	128
<b>3. Informations financières sélectionnées</b>		
3.1. Informations financières historiques	6-8 DR	
3.2. Informations financières intermédiaires	3 ; 12-43 A02	4 ; 15-53
<b>4. Facteurs de risques</b>	158-175 ; 83-94 DR	68-73
<b>5. Informations concernant l'émetteur</b>		
5.1. Histoire et évolution de la société	46-49 ; 254-255 DR	
5.2. Investissements	262-263 ; 96-99 ; 152-153 DR ; 44 A02	4 ; 55-56 ; 19-20 ; 82-83 ; 86-88 ; 105-106
<b>6. Aperçu des activités</b>		
6.1. Principales activités	50-59 ; 264 ; 96-99 DR	
6.2. Principaux marchés	52-59 ; 179-182 ; 229-230 DR	
6.3. Évènements exceptionnels	264 DR	
6.4. Dépendance éventuelle à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers	94 DR	
6.5. Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	50-59 DR	
<b>7. Organigramme</b>		
7.1. Description sommaire du groupe et place de l'émetteur	47 DR ; 1-156 A01	
7.2. Liste des filiales importantes	205-215 ; 119-121 DR	107-117
<b>8. Propriétés immobilières, usines, équipements</b>		
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	193 DR	101
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	113-116 DR	
<b>9. Examen de la situation financière et du résultat</b>	62-83 DR	
9.1. Situation financière	125-127 ; 219-221 DR	
9.2. Résultat d'exploitation	125 ; 219 DR	
<b>10. Trésorerie et capitaux</b>		
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	128 ; 146-148 ; 195-196 ; 101 DR	33 ; 42 ; 57 ; 79-81 ; 102
10.2. Source et montant des flux de trésorerie	129-130 DR	82-83
10.3. Conditions d'emprunt et structure de financement	171-173 DR	
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de l'émetteur	N/A	
10.5. Sources de financement attendues pour honorer les engagements	262-263 DR	
<b>11. Recherche et développement, brevets et licences</b>	N/A	
<b>12. Informations sur les tendances</b>	94-99 ; 264 DR	74-76
<b>13. Prévisions ou estimations du bénéfice</b>	95 ; 271-272 DR	
<b>14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale</b>		
14.1. Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction	35-42 DR ; 44 A02	
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale	43 DR	
<b>15. Rémunération et avantages</b>		
15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature	32-34 DR	

Rubriques de l'annexe I du règlement européen n° 809/2004	N° pages du doc. de référence (DR) et des actualisations	N° pages de la présente actualisation
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	33-34 DR	
<b>16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction</b>		
16.1. Date d'expiration du mandat	35-42 DR	
16.2. Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration à l'émetteur ou à l'une de ses filiales	43 DR	
16.3. Informations sur le comité de l'audit et le comité de rémunération de l'émetteur	18-20 DR	
16.4. Conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur dans le pays d'origine de l'émetteur	14 ; 43 DR	
<b>17. Salariés</b>		
17.1. Nombre de salariés et répartition par principal type d'activité et par site	7 ; 104-105 ; 112 DR	
17.2. Participations au capital social de l'émetteur et stock options	32-42 DR	41 ; 102 ; 125
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	199-201 ; 103 DR	
<b>18. Principaux actionnaires</b>		
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	8 ; 195 ; 268-269 DR	41 ; 102
18.2. Existence de droits de vote différents des actionnaires	8 ; 256 ; 268 DR	
18.3. Contrôle de l'émetteur	119 ; 123 ; 269 ; 47 DR	
18.4. Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle	195 ; 269 DR	
<b>19. Opérations avec des apparentés</b>	119-124 ; 274-276 DR	89
<b>20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur</b>		
20.1. Informations financières historiques *	117-241 DR	
20.2. Informations financières pro forma	*	
20.3. États financiers	117-215 DR	
20.4. Vérifications des informations financières historiques annuelles	216-217 DR	
20.5. Date des dernières informations financières	117 DR	4
20.6. Informations financières intermédiaires	3-43 A02	4-119
20.7. Politique de distribution des dividendes	8-11 ; 196 ; 269 DR	
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	93-94 ; 194 DR	73
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	264 DR	
<b>21. Informations complémentaires</b>		
21.1. Capital social	8 ; 101 ; 255-256 ; 268-270 DR	41 ; 57 ; 102 ; 124
21.2. Actes constitutifs et statuts	254-261 DR	
<b>22. Contrats importants</b>	123-124 ; 264 DR	
<b>23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts</b>	272 DR	
<b>24. Documents accessibles au public</b>	265 DR ; 11 A02	134
<b>25. Informations sur les participations</b>	154-155 ; 238 ; 248-252 DR	85-86 ; 107-117

N/A = non applicable.

\* En application des articles 28 du règlement (CE) n° 809/2004 et 212-11 du Règlement général de l'AMF, sont incorporés par référence les éléments suivants :

- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2004, le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2004 et le rapport de gestion du Groupe présentés aux pages 107 à 169, 170 à 171, 27 à 85 du document de référence 2004 de Crédit Agricole S.A. enregistré par l'AMF le 17 mars 2005 sous le n° D.05-0233 ;
- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2003, le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2003, le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pro forma au 31 décembre 2003, le rapport de gestion du Groupe présentés aux pages 63 à 95, 98 à 153, 154 à 155, 96 à 97, 2 à 49 du document de référence 2003 de Crédit Agricole S.A. enregistré par l'AMF le 4 mai 2004 sous le n° R.04-073.

Les chapitres des documents de référence n° D.05-0233 et R.04-073 non visés ci-dessus sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couverts à un autre endroit du présent document de référence D.06-0188.







Le présent document est disponible sur le site [www.credit-agricole-sa.fr](http://www.credit-agricole-sa.fr)  
et sur celui de l'Autorité des Marchés Financiers [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)



**CRÉDIT AGRICOLE S.A.**

Crédit Agricole S.A.  
Société anonyme au capital de 4 491 966 903 euros  
RCS Paris 784 608 416  
91-93, boulevard Pasteur – 75015 Paris  
Tél. (33) 1 43 23 52 02  
[www.credit-agricole-sa.fr](http://www.credit-agricole-sa.fr)